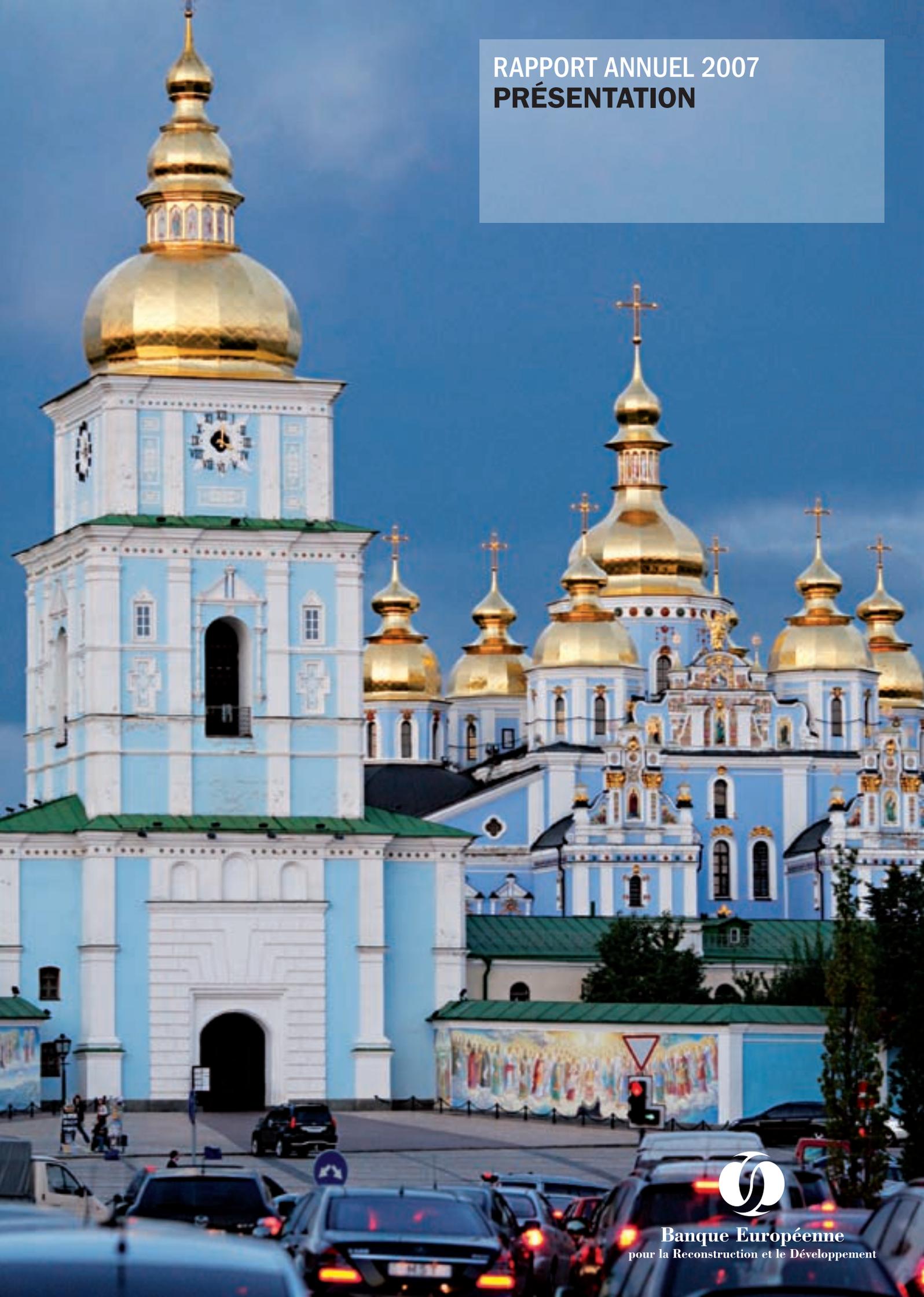


RAPPORT ANNUEL 2007
PRÉSENTATION



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement

La BERD, dont le capital est détenu par 61 pays et deux organisations intergouvernementales, a pour mission de favoriser la transition d'une économie à planification centralisée vers une économie de marché dans 29 pays, de l'Europe centrale à l'Asie centrale.

Les investissements de la BERD, qui concernent quasiment toutes les catégories d'entreprises et d'institutions financières, prennent essentiellement la forme de prêts et de prises de participation. Ils doivent faire progresser la transition vers l'économie de marché et respecter les normes de gouvernance les plus élevées. La BERD ne s'implique pas dans des projets susceptibles d'être financés dans les mêmes conditions par le secteur privé. Pour soutenir ses activités d'investissement, elle maintient le dialogue avec les autorités locales et nationales pour promouvoir l'état de droit et la démocratie.

Lettre de transmission aux Gouverneurs

Londres, le 5 mars 2008

Conformément à l'Article 35 de l'Accord portant création de la Banque (l'Accord) et à la Section 11 de son Règlement général, le présent Rapport annuel de la Banque pour 2007 est présenté au Conseil des gouverneurs par le Conseil d'administration.

Le Rapport annuel comprend les états financiers approuvés et vérifiés, qui doivent être présentés conformément à l'Article 27 de l'Accord et la Section 13 du Règlement général. Il contient également un résumé des fonds spéciaux, conformément à l'Article 10 de l'Accord, ainsi qu'une analyse de l'impact des opérations de la Banque sur l'environnement, conformément à l'Article 35 de l'Accord.

Président

Jean Lemierre

Administrateurs

László Andor
Terence Brown
Alain de Cointet
Anne Counihan
Stefanos Vavalidis
Sven Hegelund
Ole Hovland
André Juneau
Tae Hwan Kim
Elena Kotova
Vassili Lelakis
Kazimierz Marcinkiewicz
Kazuya Murakami
Kurt Bayer
Igor Podoliev
Enzo Quattrociocche
Gonzalo Ramos
Simon Ray
Manuel Sager
Joachim Schwarzer
Jean-Louis Six
Mark Sullivan
Jan Willem van den Wall Bake

Administrateurs suppléants

Pavel Štěpánek
Walter Cernoia
Francis Mougenez
Ib Katznelson
João Cravinho
Baldur Pétursson
Jari Gustafsson
Judith St George
Peter Reith
–
Carole Garnier
Kalin Mitrev
Hiroyuki Kubota
Hedva Ber
Virginia Gheorghiu
Ugo Astuto
David Martínez Hornillos
Jonathan Ockenden
Turan Öz
Rainald Roesch
Irena Sodin
–
Hans Sprokkreeff

Table des matières

2007 en chiffres	2
Engagements de la BERD en 2007	4
Message du Président	6
01 Vue d'ensemble	8
02 Les réformes	20
Réformes démocratiques	22
Réformes économiques	22
Réformes juridiques	23
Réformes sociales et environnementales	25
Intégrité	26
Bonne gouvernance et transparence	26
03 Secteur financier	28
Secteur bancaire	31
Financement des échanges	31
Fonds d'actions	33
Autres services financiers	33
04 Financement des petites entreprises	34
Financement des micro et petites entreprises	36
Appui aux petites et moyennes entreprises	37
05 Énergie	40
Secteur énergétique	42
Énergie durable	44
Ressources naturelles	45
06 Infrastructure	46
Infrastructures municipales et environnementales	48
Transports	49
07 Secteur des entreprises	52
Agro-industries	54
Industries manufacturières	54
Immobilier et tourisme	56
Télécommunications et nouveaux médias	57
08 Activités financées par les donateurs et cofinancement officiel	58
Activités en 2007	60
Renforcement des entreprises	63
09 Sûreté nucléaire	64
10 Évaluation des activités de la BERD	66
11 Passation des marchés	74
12 Organisation et personnel	76
Ressources humaines	76
Principaux responsables de la BERD	78
Gouverneurs et gouverneurs suppléants de la BERD	80
Administrateurs et administrateurs suppléants de la BERD	81
13 Projets signés en 2007	82
Renseignements complémentaires	96

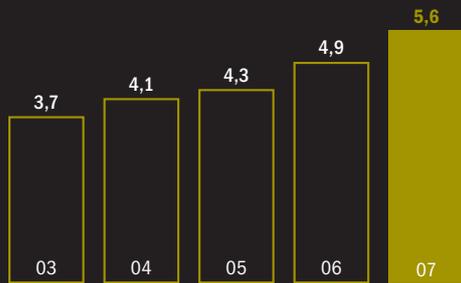
Le Rapport annuel 2007 de la BERD est constitué de deux volumes distincts : la Présentation et le Rapport financier, qui comprend les états financiers et les notes annexes.

Ces deux volumes sont publiés en allemand, en anglais, en français et en russe.

Des exemplaires peuvent être fournis gratuitement par le Bureau des publications de la BERD :
One Exchange Square, London EC2A 2JN, Royaume-Uni
Téléphone : +44 20 7338 7553 Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : pubsdesk@ebrd.com

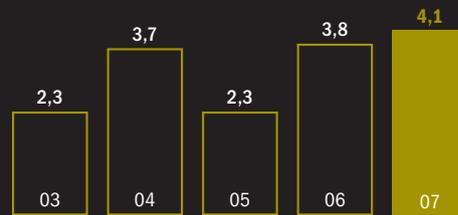
2007 EN CHIFFRES

Engagements de la BERD 2003-2007¹ En milliards d'euros

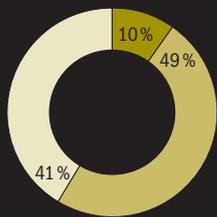


¹ Les engagements mentionnés ici représentent les financements engagés en vertu d'accords signés.

Décaissements annuels bruts 2003-2007 En milliards d'euros



Engagements de la BERD selon les différents stades de la transition en 2007



Les chiffres montrent le taux d'évolution depuis 2006

■ Stades avancés ¹	-22
■ Premiers stades et stades intermédiaires ²	+16
■ Russie	+23

¹ Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovénie.

² Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Mongolie, Monténégro, Ouzbékistan, République kirghize, Roumanie, Serbie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine.

Engagements annuels 2003-2007

	2007	2006	2005	2004	2003	Total cumulé 1991-2007
Nombre de projets ¹	353	301	276	265	222	2 596
Soit :						
- projets autonomes	187	167	156	141	129	1 575
- investissements au titre d'un mécanisme-cadre	166	134	120	124	93	1 021
Engagements de la BERD (en millions d'euros) ²	5 583	4 936	4 277	4 133	3 721	36 938
Mobilisation des ressources (en millions d'euros) ²	8 617	7 645	5 846	8 835	5 456	80 506
Valeur totale des projets (en millions d'euros) ²	13 809	12 014	9 784	12 968	8 946	116 919

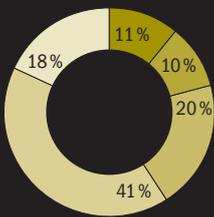
¹ Un projet non lié à un mécanisme-cadre et concernant un seul client est dit "autonome". Les opérations impliquant plusieurs clients (par exemple, les lignes de crédit aux banques) sont associées à un cadre, qui représente le montant global approuvé par le Conseil d'administration. Les investissements au titre d'un mécanisme-cadre représentent le total de l'engagement envers un certain nombre de clients individuels.

² Le calcul des ressources mobilisées et de la valeur totale des projets a été affiné afin d'exclure les montants liés à des mécanismes pour lesquels l'engagement initial avait eu lieu lors d'un exercice précédent et de faire ainsi en sorte que les financements ne soient comptabilisés qu'une fois. Les engagements de la BERD correspondent aux montants cumulés accordés par la Banque aux opérations existantes.

Résultats financiers 2003-2007

(en millions d'euros)	2007	2006	2005	2004	2003
Produit d'exploitation	1 934	2 667	1 544	659	538
Charges et dotation aux amortissements	(251)	(225)	(219)	(190)	(198)
Bénéfice brut d'exploitation	1 683	2 442	1 325	469	340
Provisions pour dépréciation de prêts	201	(53)	197	(76)	(7)
Bénéfice net de l'exercice	1 884	2 389	1 522	393	333
Réserves et bénéfices non distribués	8 676	6 974	4 684	1 718	952
Provisions pour dépréciation de prêts (total cumulé)	124	341	323	508	465
Total des réserves et des provisions	8 800	7 315	5 007	2 226	1 417

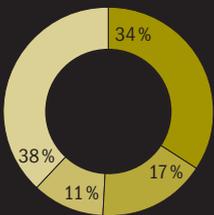
Engagements de la BERD par région en 2007



Les chiffres montrent le taux d'évolution depuis 2006

Asie centrale	+115
Europe centrale et États baltes	-22
CEI occidentale et Caucase	-1
Russie	+23
Europe du Sud-Est	-5

Engagements de la BERD par secteur en 2007



Les chiffres montrent le taux d'évolution depuis 2006

Entreprises ¹	+28
Infrastructure ²	+11
Énergie ³	+53
Secteur financier ⁴	-4

¹ Les entreprises comprennent l'agro-industrie, les industries manufacturières, l'immobilier et le tourisme, les télécommunications et les nouveaux médias.

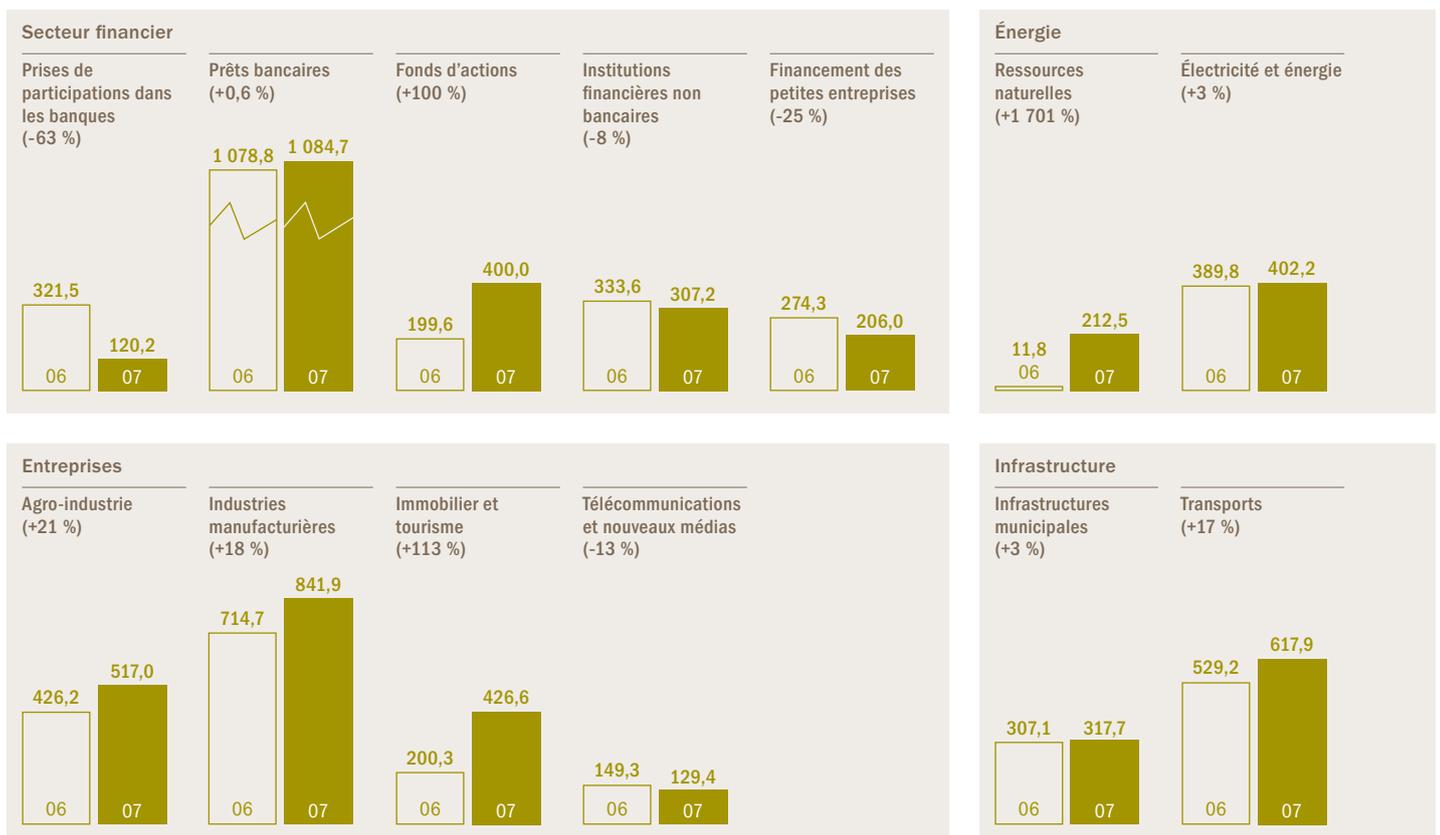
² L'infrastructure comprend les infrastructures municipales et les transports.

³ L'énergie comprend les ressources naturelles et l'électricité.

⁴ Le secteur financier inclut les investissements dans les micro, petites et moyennes entreprises par le biais d'institutions financières.

Engagements de la BERD par secteur 2006-2007

En millions d'euros (variation en pourcentage)



ENGAGEMENTS DE LA BERD EN 2007

Europe centrale et États baltes

	En millions d'euros	
Croatie	152,6	▼
Estonie	11,0	▲
Hongrie	38,7	▼
Lettonie	18,1	▲
Lituanie	37,5	▲
Pologne	160,5	▼
République slovaque	74,3	▲
République tchèque	39,8	▼
Slovénie	13,0	▲

Europe du Sud-Est

	En millions d'euros	
Albanie	45,1	▼
Bosnie-Herzégovine	156,4	▲
Bulgarie	203,0	▲
ERY de Macédoine	26,2	▼
Monténégro	17,5	▲
Roumanie	336,4	▲
Serbie	215,6	▼

CEI occidentale et Caucase

	En millions d'euros	
Arménie	77,8	▲
Azerbaïdjan	122,0	▼
Bélarus	45,8	▲
Géorgie	192,0	▲
Moldova	35,6	▲
Ukraine	646,8	▼



Russie

	En milliards d'euros
Russie	2,3 ▲

Asie centrale

	En millions d'euros
Kazakhstan	531,6 ▲
Mongolie	33,6 ▲
Ouzbékistan	14,7 ▲
République kirghize	11,7 ▼
Tadjikistan	26,2 ▲
Turkménistan	2,6 ▲

Note : Le financement des projets régionaux a été affecté aux pays concernés.
▲ ou ▼ indique une hausse ou une baisse par rapport à 2006.



Nombre de projets

353

Engagements de la BERD

**5 583
millions
d'euros**

Ressources mobilisées

**8 617
millions
d'euros**

Valeur totale des projets

**13 809
millions
d'euros**

MESSAGE DU PRÉSIDENT

La BERD, institution solide et efficace, a devant elle un brillant avenir.

L'année 2007 est à bien des égards emblématique de la BERD elle-même. Ce fut une année d'excellence, aussi bien par les projets mis en œuvre que par le lancement d'approches innovantes et l'obtention de solides résultats, une année qui a clairement montré en quoi la Banque est plus que jamais utile.

Conformément à sa stratégie quinquennale d'utilisation des ressources, la BERD a limité ses investissements en Europe centrale, réorientant ses activités vers l'Europe du Sud-Est, le Caucase, l'Asie centrale et la Russie, notamment les régions russes, où elle a investi environ 40 % du volume annuel de ses opérations.

La République tchèque est devenue le premier pays à cesser de bénéficier d'investissements de la BERD. Elle n'en reste pas moins déterminée à continuer de lier son avenir à celui de la Banque, comme donateur et comme investisseur. Les entreprises tchèques souhaitent en effet investir avec la Banque dans les pays situés plus à l'Est. Dans les années à venir, sept autres pays d'Europe centrale suivront l'exemple de la République tchèque, ce qui permettra à la BERD de libérer des ressources au profit des 21 pays où l'accès aux capitaux reste difficile et où son expérience sera particulièrement précieuse.

En 2007, les investissements les plus notables sont ceux qui ont marqué une réorientation de la Banque vers le secteur manufacturier et l'appui à l'économie réelle. La Banque a accru ses prises de participation. Elle prend ainsi des risques plus élevés, mais s'engage en même temps davantage comme actionnaire. Tous les programmes ont vu une intensification des activités menées

à l'appui des petites entreprises, notamment dans l'Ouest des Balkans et dans les pays les plus pauvres de la région. En partenariat avec la Banque européenne d'investissement, la BERD a redoublé d'efforts pour répondre aux immenses besoins d'infrastructure de la région. En outre, de nouveaux types d'investissement visant à améliorer l'environnement et à renforcer les conditions de santé et de sécurité dans l'industrie ont encore accru la réputation – déjà solide – de la Banque en termes d'appui au développement durable.

L'accroissement du volume des opérations de la BERD, de ses bénéficiaires et du nombre de projets, qui soutiennent la transition comme jamais dans son histoire, apportent un démenti à ceux qui jugent moins pertinente son action. La contribution de la Banque réside notamment dans sa profonde connaissance de la région, de sa population et de ses entreprises, de ses politiques et structures juridiques, de son climat d'investissement et de sa culture. Mes collègues et moi-même nous employons activement à aborder avec les responsables politiques et les chefs d'entreprise tout un éventail de questions – du contrôle bancaire à la planification municipale.

Ce dialogue s'est traduit par une accélération de l'investissement dans l'efficacité énergétique, activité qui, il y a quelques années seulement, était quasiment négligée alors qu'elle permet de réaliser des économies, d'améliorer la sécurité énergétique et de limiter les changements climatiques. Aujourd'hui, ces investissements se multiplient, de plus en plus d'entreprises prenant conscience des immenses avantages liés aux économies d'énergie et à la protection de l'environnement.



Jean Lemierre
Président

Des discussions longues et approfondies en Russie, en Ukraine, en Roumanie et dans d'autres pays ont permis à la Banque de contribuer à la création de marchés de capitaux, en fixant des critères transparents de prêt et d'octroi de financements à long terme au profit de l'économie réelle.

L'essentiel du dialogue que j'entretiens avec les dirigeants reflète ce que la BERD a constaté à la faveur des enquêtes réalisées auprès des habitants de la région pour tenter de comprendre en quoi la transition les avait aidés ou déçus. Leurs aspirations et leurs déceptions peuvent aider la Banque à mieux appréhender l'environnement dans lequel elle travaille. Ils permettent également aux responsables politiques et commerciaux de mieux préparer l'avenir.

Les habitants de la région aspirent tous à une amélioration des conditions de santé et d'éducation, à une baisse de la corruption et à une plus grande prospérité. Pour la plupart des pays, la transition a pour objectif de créer une classe moyenne et de mettre en place une économie dotée d'un système bancaire solide et moderne, une industrie diversifiée qui tire profit des atouts techniques et scientifiques traditionnels de la région, et des produits et services utiles aux consommateurs.

Depuis 17 ans, la BERD aide les pays à réaliser ces aspirations. Ces huit dernières années, j'ai eu l'honneur de diriger cette institution qui a aidé, par son appui et ses projets, une région dévastée par la crise financière de 1998, au moment même où économie de marché et démocratie étaient en train de prendre racine.

Tout au long de ces années difficiles, la BERD est restée attachée à ses clients et à ses pays d'opérations et a, depuis, accru de façon impressionnante son impact sur la transition, son volume d'opérations et ses bénéfices. À la fin de 2007, le système financier mondial s'est heurté à de nouvelles difficultés. Ces dernières poseront à la région, cela ne fait aucun doute, de nouveaux problèmes en 2008 et rappelleront, si besoin était, à quel point la BERD est nécessaire. Une fois de plus, le personnel compétent et dévoué de la Banque va devoir innover pour s'adapter aux nouveaux besoins.

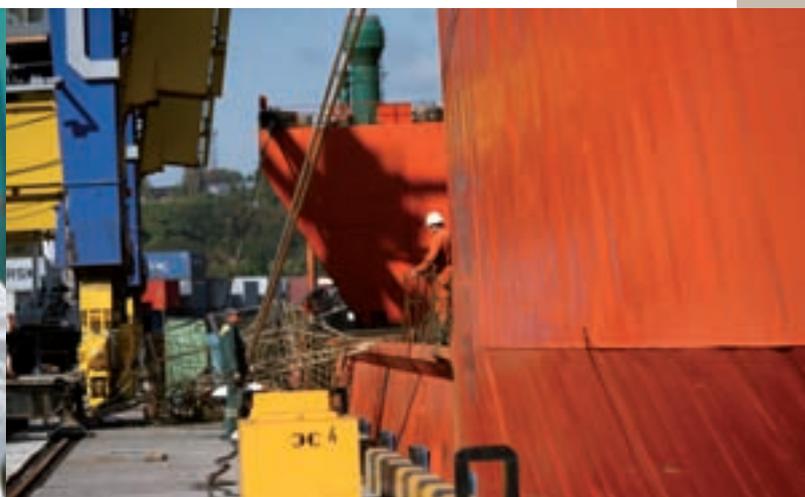
Je suis certain qu'il y parviendra. Appuyée par un Conseil d'administration qui comprend parfaitement l'importance de la Banque, celle-ci a devant elle un brillant avenir en tant qu'institution solide et efficace dont la mission est d'investir – de l'Europe centrale à l'Asie centrale – dans l'avenir des populations.

Je quitte la BERD avec confiance et lui adresse, ainsi qu'à son personnel et à ses futurs dirigeants, tous mes vœux de succès. Je ressens également une grande affection pour cette région qui définit et met en application le concept de transition, et je fonde sur elle de grands espoirs.

01 VUE D'ENSEMBLE

En 2007, les investissements de la BERD ont augmenté et, conformément à sa stratégie qui consiste à réorienter ses activités vers le Sud et vers l'Est, se sont concentrés sur les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition. En matière d'environnement, il est proposé une nouvelle politique qui doit illustrer l'accent croissant que la Banque place sur les aspects sociaux de ses projets, en particulier la santé et la sécurité. Dans tous les projets, également, le développement durable continuera d'occuper une place fondamentale.





En **2007**, les pays en transition ont **continué de prospérer**, enregistrant un taux de croissance moyen de 7 %, soit le chiffre le plus élevé depuis le début de la transition. Cette croissance est mue par une forte consommation intérieure, les ménages s'enrichissant à mesure que le chômage et la pauvreté décroissent. L'investissement étranger direct a également atteint son niveau le plus élevé depuis le début de la transition, avec 52 milliards d'euros contre 34 milliards en 2006. Les prix du pétrole et du gaz étant demeurés élevés, la croissance des exportations des pays riches en ressources est restée forte.

Dans le même temps, l'économie des pays en transition a montré des signes de surchauffe : augmentation de l'inflation et déséquilibres externes. Vers la fin de 2007, sous l'effet de la hausse du prix des aliments et de l'énergie, les pressions inflationnistes se sont considérablement accrues et le resserrement des contrôles budgétaires n'a pas permis, à ce jour, de les réduire. En outre, la crise financière mondiale qui a éclaté en août 2007 risque de renchérir le coût du financement, de freiner le crédit et d'accroître l'aversion des investisseurs internationaux pour le risque, ce qui pourrait nuire au secteur financier de l'ensemble des pays en transition. À la fin de 2007, l'impact de la crise sur la région était limité, même si certaines banques ressentaient les effets de la raréfaction des liquidités. Pour 2008, par contre, les perspectives de croissance sont relativement plus sombres du fait de la détérioration de l'économie mondiale.

En 2007, les réformes économiques se sont poursuivies, à un rythme certes moindre qu'au début de la décennie, certains pays montrant, en la matière, des signes d'essoufflement. C'est l'Europe du Sud-Est qui a le plus progressé, les autres régions progressant de manière limitée. On trouvera une analyse plus détaillée des réformes économiques à la page 22.

Cette poursuite des réformes s'est accompagnée d'un engagement accru de la BERD. En 2007, la Banque a investi 5,6 milliards d'euros dans ses pays d'opérations, de l'Europe centrale à l'Asie centrale. C'est, pour la Banque, le **niveau d'investissement le plus élevé** jamais réalisé, en augmentation de 0,7 milliard d'euros par rapport à 2006. La BERD a financé 353 projets, ce qui marque une importante augmentation par rapport aux 301 projets signés en 2006. Plus de la moitié de ces projets étaient de "très petite" taille, avec un montant inférieur ou égal à 5 millions d'euros. Cette proportion représente une augmentation de 32 % par rapport à 2006. Elle illustre la réorientation croissante des activités de la Banque vers le Sud et vers l'Est, où la transition vers l'économie de marché est moins avancée et où les projets sont généralement plus modestes.

Près de 90 % des nouveaux projets obtiennent, pour ce qui est de leur impact potentiel sur la transition, la note "bon" ou "excellent". Pour chaque euro investi, la Banque a mobilisé 1,7 euro supplémentaire auprès d'autres sources pour cofinancer ses projets.

En 2007, les prises de participation ont augmenté de 42 %, passant de 64 en 2006 à 91 en 2007, tandis que leur volume a augmenté de 68 %, passant de 1 milliard d'euros en 2006 à 1,7 milliard en 2007. Du fait de l'augmentation de la taille moyenne des investissements, le pourcentage des prises de participation dans le volume d'opérations de la Banque est passé de 20 % en 2006 à 30 % en 2007. En prenant des participations, la BERD peut utiliser son siège au conseil d'administration des entreprises en question pour les aider à améliorer leur gouvernance et à appliquer les principes de bonne gestion.

En 2007, une grande partie du volume des opérations a été générée par le Programme d'aide aux échanges commerciaux, qui facilite ces échanges entre les pays d'opérations de la Banque (voir page 33). Les crédits commerciaux ont atteint au total 777 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport aux 707 millions enregistrés en 2006.

La part du secteur privé dans le volume des opérations est passée de 80 % en 2006 à 86 % en 2007. La BERD a financé divers secteurs, principalement le secteur financier (38 %) afin d'appuyer des institutions bancaires ou non bancaires et des entreprises locales, y compris de petites entreprises. Le secteur des entreprises (agro-industrie, industrie manufacturière, immobilier et tourisme, télécommunications et nouveaux médias) a attiré 34 % des engagements de fonds. Les autres financements de la BERD sont allés à l'infrastructure (17 %) et à l'énergie (11 %). Reflets d'une gestion active du portefeuille et de la répartition des opérations, les décaissements de la BERD ont atteint, au total, 4,1 milliards d'euros en 2007, ce qui représente une augmentation de 9 % par rapport aux 3,8 milliards de 2006. Ces décaissements ont bénéficié à tous les pays d'opérations de la Banque.

Le résultat net après dotation aux provisions a légèrement chuté, passant de 1,6 milliard d'euros en 2006 à 1,1 milliard en 2007. Les plus-values réalisées sur les participations ont atteint 0,6 milliard d'euros, contre 1,3 milliard en 2006. Du fait du fléchissement des marchés boursiers dans les pays d'opérations de la Banque, le bénéfice net, plus-values latentes incluses, est passé de 2,4 milliards d'euros à 1,9 milliard, suivant en cela la tendance observée aux États-Unis et en Europe occidentale.

Du point de vue géographique, la plupart des financements de la BERD sont allés aux pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition. Les investissements réalisés en Europe du Sud-Est, dans le Caucase, en Asie centrale et dans les pays de la partie occidentale de l'ex-Union soviétique ont atteint, en 2007, 2,7 milliards d'euros, ce qui représente 49 % du volume d'opérations de la Banque. Cette dernière s'est focalisée, en particulier, sur l'Asie centrale, y doublant ses engagements pour les porter, en 2007, à 0,6 milliard d'euros. Dans les pays d'Europe centrale aux stades avancés de la transition, les engagements de la BERD sont passés de 0,7 milliard d'euros en 2006 à 0,5 milliard en 2007.

En 2007, la Banque a investi 5,6 milliards d'euros dans ses pays d'opérations, de l'Europe centrale à l'Asie centrale.



Étude de cas

Création de partenariats dans le domaine de l'eau

Lorsqu'ils sont confrontés à des coupures d'eau quotidiennes, les gens tendent à remplir baignoires, baquets et cuvettes le plus rapidement possible pour boire, nettoyer, cuisiner et se laver pendant 24 heures. Ce comportement, bien entendu, ne fait qu'aggraver le problème et sollicite davantage encore le système.

Dans nombre des pays d'opérations de la BERD, l'ancienne infrastructure, toujours en place, a grandement besoin d'être modernisée pour répondre aux besoins d'une population de plus en plus aisée. C'est la raison pour laquelle la Banque a investi près de 105 millions d'euros dans une participation de 10 % au capital de Veolia Voda afin de renforcer la contribution du secteur privé à l'offre d'eau et de services d'assainissement, en particulier en Russie et en Ukraine.

Les fonds seront utilisés par Veolia Voda pour poursuivre son expansion dans les pays d'opérations de la Banque. Veolia Voda est la société de holding qui met en œuvre les activités de la société française

Veolia Eau en Europe centrale et orientale ; elle a déjà pris pied sur les marchés hongrois, polonais, slovaque et tchèque.

Veolia Voda exploite avec beaucoup de succès les compétences locales, employant quelque 10 000 personnes en Hongrie, en Pologne, en République slovaque et, surtout, en République tchèque (6 000). À l'exception de deux citoyens français, tous ces employés sont locaux. Veolia Voda a préparé des spécialistes locaux à diriger, dans le domaine du traitement des eaux usées, des activités telles que la "valorisation des boues". Outre les améliorations de la qualité de l'approvisionnement et de l'assainissement, Veolia apporte son engagement en faveur de la transparence et de la bonne gouvernance.

Pour transformer l'économie des pays d'opérations de la BERD, il faut impérativement mettre en place une infrastructure viable. En modernisant l'approvisionnement en eau et en réduisant le risque de pollution et de maladie par le traite-

ment des eaux usées, on améliore radicalement la qualité de vie de la population.

Un autre aspect essentiel de l'action que mène Veolia est la conservation et la protection de l'eau en tant que ressource naturelle. On conserve l'eau en réduisant les fuites et en mettant en œuvre d'autres méthodes qui visent à réduire la consommation. En traitant plus efficacement les eaux usées, on protège les eaux souterraines et environnantes contre la pollution.

Pour Antoine Frérot, directeur général de Veolia Eau : "Ce partenariat illustre la volonté qu'a Veolia d'œuvrer en étroite coopération avec les autorités d'Europe centrale et orientale, développement auquel la BERD contribuera par son appui. Notre vaste expérience nous permettra non seulement d'offrir aux collectivités des services d'approvisionnement et d'assainissement efficaces, mais aussi de protéger des ressources naturelles qui revêtent, dans la région, une importance cruciale".



Étude de cas

L'industrie automobile russe va de l'avant

Kalouga n'a pas toujours été florissante. Dans les années 1990, la ville se débattait encore dans les problèmes, l'industrie lourde ne parvenant pas à s'ajuster à l'économie de marché. Des milliers d'habitants étaient alors partis pour Moscou, distante de 160 km. Il se pourrait bien, cependant, qu'ils reviennent bientôt.

L'une des raisons en est la nouvelle usine Volkswagen. La première pierre a été posée en octobre 2006 et les premières voitures sont sorties des chaînes en novembre 2007. L'usine est principalement financée par la BERD qui, avec 11 autres banques, a levé l'équivalent en roubles de 750 millions d'euros, ce qui représente le plus grand investissement que la Banque ait réalisé à ce jour dans le secteur automobile.

C'est à Kalouga que Volkswagen prévoit de faire son incursion sur le marché automobile russe et qu'elle produira jusqu'à 150 000 voitures par an d'ici à 2009.

"Volkswagen est un aimant", dit le maire adjoint, Vadim Vitkov. "Dans la foulée, beaucoup d'autres entreprises viendront s'installer". Tel est le message qu'il a martelé auprès de ceux qui se méfiaient de l'investissement.

D'autres constructeurs d'automobiles, tels le Groupe PSA, Volvo et Renault Véhicules Industriels se préparent égale-

ment à opérer à Kalouga. Pendant la première phase de production, les voitures Volkswagen seront assemblées sur place, ce qui évitera d'avoir à payer les lourdes taxes sur l'importation de véhicules finis. À partir de 2009, les voitures seront également fabriquées à l'usine.

La firme Volkswagen, fondée en 1937, s'est forgé dans le monde une réputation de fiabilité et de respect de l'environnement. Elle possède aujourd'hui 47 usines de production réparties dans 12 pays et est le principal constructeur européen. En 2006, elle a vendu 5,7 millions de voitures dans le monde et elle œuvre, aujourd'hui, pour devenir la marque de référence en Russie. Les premières Škoda Octavia et Passat sortent déjà des chaînes. Bientôt, la Jetta, la Škoda Fabia et un nouveau modèle conçu pour les futurs marchés entreront en production.

La nouvelle usine offre d'innombrables possibilités d'emploi dans tous les secteurs, autour de Kalouga, mais la barrière de la langue pose un problème.

"Nous n'avons pas assez de gens qui parlent anglais et allemand", dit Vadim Vitkov. Aussi la ville prévoit-elle de construire un centre de formation. En outre, craignant que la gastronomie locale ne réponde pas aux attentes des Européens, les dirigeants municipaux encouragent l'ouverture de nouveaux restaurants servant de la cuisine occidentale.

Pour faire face, enfin, à la pénurie de logements, Kalouga a également lancé un programme résidentiel.

"Nous devons renforcer notre présence sur cet énorme marché", fait observer Dietmar Korzekwa, représentant de Volkswagen pour la Russie. Il prévoit une forte croissance du marché automobile russe dans les années à venir. "La population est sous-motorisée", observe-t-il. Alors que l'Allemagne compte 500 voitures pour 1 000 habitants, la Russie n'en compte que 190. En Russie, on vend actuellement chaque année 2,33 millions de véhicules. En 2010, ce nombre sera de 3 millions. "Au moins", ajoute Dietmar Korzekwa.

Volkswagen prévoit la croissance la plus marquée dans le créneau des voitures de 7 000 à 18 000 euros, en particulier des véhicules qui, sur le marché intérieur, concurrenceront directement la Lada, la plus connue des voitures particulières russes, poursuit Dietmar Korzekwa.

Le projet Volkswagen est le troisième investissement que la BERD réalise en six ans dans une usine totalement neuve de production d'automobiles en Russie. Les deux précédents étaient les projets GM-AvtoVaz à Togliatti et Toyota à St Pétersbourg.

Le mémorandum d'accord signé en 2006 par la BERD, la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement a renforcé la solide relation qui existait entre les trois organisations. Cet instrument, qui facilite le financement conjoint de projets en Russie, en Europe orientale, dans le sud du Caucase et en Asie centrale, a permis de concevoir des opérations telles que l'amélioration des routes moldaves (voir page 51) et tout un ensemble de projets touchant l'énergie, les transports et l'environnement. En outre, pour renforcer cette coopération dans le secteur énergétique, la BERD et la Commission européenne ont signé, en 2007, un autre mémorandum d'accord axé sur la sécurité énergétique, l'efficacité énergétique et le déclassement des installations nucléaires.

En 2007, les investissements en Russie ont augmenté, atteignant 2,3 milliards d'euros. Ce chiffre, qui recouvre 83 projets, représente 42 % des engagements de la BERD (contre 38 % en 2006). Les nouveaux investissements font passer le portefeuille total de la Banque en Russie à 5,7 milliards d'euros.

La BERD s'est employée à accorder des financements en dehors des grandes villes, consacrant, conformément à l'engagement pris à l'Assemblée annuelle 2007 tenue à Kazan, plus de 90 % de ses nouvelles activités aux régions russes. Pour favoriser la diversité économique, elle a réparti ses activités entre le secteur des entreprises (33 %), l'infrastructure et l'énergie (28 %), les institutions financières (19 %), les micro, petites et moyennes entreprises (10 %) et le Programme d'aide aux échanges commerciaux (10 %).

En Russie, la part des prises de participation a atteint 37 %. On notera, à ce titre, les prises de participation dans Transcontainer, filiale des chemins de fer russes, dans le cadre de la privatisation du secteur ferroviaire, et dans TGK-9, producteur régional d'électricité (voir page 43). Dans le secteur automobile, également, la Banque a accordé son plus important prêt en roubles à Volkswagen (Kalouga), en collaboration avec des banques internationales.

Dans le cadre de sa stratégie visant à améliorer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs, la BERD a accordé un prêt à long terme de 150 millions d'euros à Severstal, métallurgiste du Nord-Ouest de la Russie (voir page 44). Un montant supplémentaire de 150 millions d'euros a été syndiqué à des banques privées. Il s'agit du plus vaste projet d'efficacité énergétique mis en œuvre en Russie, qui aidera le premier métallurgiste du pays à réduire de 5 à 10 % sa consommation annuelle d'énergie primaire.

Les investissements de la BERD ont également connu une année prospère dans **l'Ouest des Balkans**. La Banque y a engagé 461 millions d'euros et signé 38 projets. Les décaissements ont atteint un niveau élevé, dépassant 330 millions d'euros, et l'important volume d'opérations s'explique par de nombreux investissements réalisés dans de très petits projets (5 millions d'euros ou moins), par une augmentation des prises de participation et par un appui accru apporté aux entreprises locales.

Opérant depuis un an, le Fonds de donateurs pour l'Ouest des Balkans est désormais bien établi comme instrument de financement de projets dans cette région (voir page 61). Les fonds de donateurs font partie intégrante de la politique d'investissement de la BERD car ils apportent des moyens supplémentaires, ouvrent la voie à de nouveaux projets et permettent à des clients de bénéficier d'avis spécialisés. Les annonces de contribution au Fonds ont dépassé 20 millions d'euros, dont quelque 4,5 millions destinés à financer plus de 25 projets en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, au Monténégro et en Serbie (Kosovo inclus). Le Fonds appuie le développement de l'infrastructure et s'emploie à faciliter l'accès des petites entreprises aux financements, la réforme des institutions et la coopération transfrontières.

L'Union européenne appuie de façon déterminante, par l'intermédiaire de l'Agence européenne pour la reconstruction (AER), les activités que la BERD mène dans l'Ouest des Balkans. Cet appui a principalement pris la forme de fonds de coopération technique.

Parmi les activités financées par des donateurs, on citera également le Mécanisme pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans, que parraine l'Italie et qui a pour objet d'investir, sous la forme de prises de participation, d'accords de partage de risque et de prêts dans des entreprises locales. Dans le cadre de ce mécanisme, la BERD a signé 7 projets en 2007, ce qui porte à 10 le nombre total de projets signés. Le Mécanisme dispose désormais, pour prendre des participations dans la région, de 65 millions d'euros, dont 25 millions ont déjà été investis.

Parmi les importants projets mis en œuvre dans la région, on citera le projet de contournement routier de Belgrade, que financent la BERD et des donateurs pour fluidifier la circulation dans la capitale serbe, et un prêt de 15 millions d'euros accordé à la société des chemins de fer monténégrins pour améliorer la sûreté et l'efficacité du réseau ferroviaire du pays.



En 2007, la BERD a tenu son Assemblée annuelle à Kazan (Russie), soulignant ainsi son engagement en faveur du développement des régions russes.



En 2007, l'ensemble de la région a bénéficié d'investissements dans l'infrastructure ferroviaire et le matériel roulant.

L'intensification de l'**Initiative en faveur des pays aux premiers stades de la transition** reflète la volonté qu'a la Banque d'appuyer certains des pays les plus pauvres dans lesquels elle opère. À cet égard, la Banque a plus que quintuplé, en 2007, le nombre de projets signés chaque année dans ces pays par rapport au niveau atteint avant le lancement de l'Initiative en 2004. C'est également dans ce cadre que la Banque a lancé ses activités en Mongolie, dernier en date de ses pays d'opérations, dans lequel elle a signé, en 2007, six nouveaux projets. Les pays aux premiers stades de la transition sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldova, la Mongolie (depuis novembre 2006), l'Ouzbékistan, la République kirghize et le Tadjikistan.

En 2007, la BERD a signé dans ces pays 105 projets contre 80 (hors pétrole et gaz) en 2006, 61 en 2005, 32 en 2004 et 18 en 2003 (avant le lancement de l'Initiative). En 2007, la valeur des nouveaux projets a aussi considérablement augmenté : 416 millions d'euros en 2007 contre 290 millions en 2006, 250 millions en 2005, 92 millions en 2004 et 53 millions en 2003. La Banque a en outre fortement appuyé le commerce extérieur de ces pays, ayant engagé, à la fin de 2007, 93 millions d'euros supplémentaires dans le cadre de son Programme d'aide aux échanges commerciaux.

Pour réussir, l'Initiative dépend de trois éléments : la disposition de la Banque à prendre davantage de risques dans ces pays tout en respectant les principes d'une bonne gestion bancaire ; l'appui des donateurs ; et l'accroissement des ressources qui lui sont consacrées par le siège et les bureaux locaux de la Banque. En 2007, par exemple, la BERD a achevé de transformer le bureau local de Tbilissi en centre régional d'opérations pour le Caucase et la Moldova, ce qui lui permet de décentraliser les activités et de mobiliser davantage de spécialistes sur le terrain.

Dans le cadre de l'Initiative, la BERD utilise, pour appuyer les entreprises locales, toute une gamme de produits : un Mécanisme d'investissement direct, qui finance des prises de participation dans des entreprises de taille moyenne, un Mécanisme de prêt direct et un Mécanisme de cofinancement avec des banques locales, qui accorde des prêts directement à des entreprises de taille moyenne. En 2007, ces produits ont représenté un tiers des opérations signées dans les pays aux premiers stades de la transition, opérations dont la moitié concernaient le secteur agro-industriel. D'importants efforts ont également été faits pour développer la collaboration avec les institutions financières, y compris le prêt aux microentreprises.

À cet égard, le nouveau Mécanisme de financement de l'agriculture tadjike, d'un montant de 24 millions d'euros, premier mécanisme du genre que la Banque met en œuvre dans un pays d'opérations, illustre bien comment l'Initiative étend le champ d'action de la Banque en proposant de nouvelles formes de financement et en montrant la disposition de cette dernière à prendre des risques. Cet instrument vise à appuyer la restructuration et la diversification de l'agriculture tadjike, y compris le secteur cotonnier, en finançant des prêts à de petites exploitations familiales et individuelles, servant des emprunteurs qui n'auraient autrement pas accès à des financements. En 2007, d'importantes activités ont également été menées dans les domaines de l'énergie, de l'infrastructure municipale et des transports.

La Banque intensifie également son action de renforcement des institutions et de concertation. À cet égard, elle a lancé, dans les pays aux premiers stades de la transition, une nouvelle initiative destinée à faciliter, par l'entremise de conseils d'investis-

sement, le dialogue entre les entreprises locales et les autorités nationales.

En 2007, l'augmentation du nombre de projets signés par la BERD s'est accompagnée d'importantes contributions de donateurs, qui ont atteint 24,9 millions d'euros. Ces contributions ont été accordées, à hauteur d'environ 51 %, par l'intermédiaire du Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition, lancé en novembre 2004, qui appuie par des dons les projets financés par la BERD. En 2007, toujours, une contribution néerlandaise au Fonds a permis de signer le premier accord de cofinancement d'un projet d'entretien des routes au Tadjikistan.

À ses trois assemblées de 2007, le Fonds a approuvé divers projets – appui à des programmes de microfinancement, petits projets d'infrastructure municipale et financement d'initiatives environnementales, notamment – qui visent à encourager le développement du secteur privé dans les pays aux premiers stades de la transition. Il a également approuvé le financement de projets d'amélioration de l'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables. À la fin de 2007, il avait approuvé le financement de près de 114 projets financés par des dons d'un montant total avoisinant 39,3 millions d'euros.

La fin de nouvelles opérations de la BERD en République tchèque a été l'un des faits marquants de 2007. Elle témoigne des progrès que ce pays a accomplis dans sa transition vers l'économie de marché et la démocratie. Cela signifie qu'à compter de la fin de 2007, la Banque n'investira plus en République tchèque, qui devient le premier des huit nouveaux membres de l'Union européenne où elle n'engagera plus de nouvelles opérations conformément à son orientation stratégique. Elle continuera de suivre l'évolution de son portefeuille de projets dans ce pays et collaborera étroitement avec les entreprises tchèques qui investissent plus à l'Est. Dans l'optique de la réduction de ses activités en Europe centrale, la BERD a consolidé ses bureaux dans les États baltes. Les activités des bureaux de Riga et de Tallinn ont été transférées vers le bureau central de Vilnius.

Ailleurs, la BERD a ouvert de nouveaux bureaux. En juin 2007, elle a pris pied au Monténégro en ouvrant un bureau à Podgorica. Le Monténégro, indépendant depuis le 3 juin 2006, est devenu l'un des pays d'opérations et actionnaires de la Banque. En 2008, la BERD prévoit d'ouvrir deux bureaux en Russie : à Krasnoïarsk et à Rostov-sur-le-Don. Cela l'aidera à développer ses investissements en dehors des grandes villes de Russie.

Pour accroître les ressources proposées aux clients, la BERD fait souvent appel au secteur privé, principalement à des banques commerciales, pour appuyer ses propres financements. En 2007, les possibilités qu'a eues la Banque de **syndiquer des prêts** à ces banques ont encore été très nombreuses. Au cours du premier semestre, cette activité a été favorisée principalement par la forte liquidité du marché du crédit. Au second semestre, en revanche, le contexte s'est nettement durci, cette liquidité s'étant considérablement réduite du fait de la crise hypothécaire américaine.

Malgré cela, la Banque a continué avec succès de syndiquer des prêts, démontrant l'intérêt que le marché porte aux projets qu'elle finance. En 2007, elle a mobilisé auprès du secteur privé, principalement des banques commerciales, 3,2 milliards d'euros de cofinancements pour des projets mis en œuvre dans 14 de ses pays d'opérations. Cela représente une augmentation de 27 % par rapport à 2006 et s'explique en partie par le niveau accru des fonds engagés par la Banque en 2007.



Étude de cas

Des moyens pour les agriculteurs tadjiks

Dans le village de Makram, dans le district de Kanibadam (province de Sughd), au Tadjikistan, 28 femmes de la ferme collective "Dousty" viennent juste de faire leurs premiers pas vers l'indépendance économique. Elles ont, en effet, demandé des titres fonciers dans le cadre de la récente réforme agraire qui vise à renforcer l'autonomie des paysans et à diversifier les cultures.

Avec l'aide financière et les compétences de gestion apportées par un projet innovant de la BERD, ces femmes vont pouvoir prendre des décisions éclairées qui vont changer leur vie. L'une de ces 28 femmes, Sanavbar, dit que lorsqu'elle possédera sa propre exploitation, elle ne se contentera pas de cultiver du coton et des abricots. Elle prévoit de cultiver également des pommes de terres et des tomates. "Je serai indépendante et cultiverai ce que je voudrai, et je pourrai transmettre la terre à mes enfants", dit-elle.

Le projet de la BERD, baptisé Mécanisme-cadre de financement de l'agriculture tadjike, est une nouvelle initiative lancée en 2007 pour appuyer la restructuration et la diversification de l'agriculture tadjike, y compris le secteur cotonnier, en finançant des prêts aux petits exploitants

familiaux et individuels. La BERD prête à des banques tadjikes 24 millions d'euros qui seront utilisés pour appuyer l'agriculture par de vastes programmes de formation et par des prêts de faible montant qui doivent aider à acheter des intrants de base tels que semences et engrais. Le but est de favoriser la diversification des cultures et le respect de l'environnement, et de limiter le recours à la main-d'œuvre enfantine.

La récolte de coton, qui fait vivre 75 % de la population tadjike, soit 7,1 millions de personnes, est passée de 1 million de tonnes l'année qui a précédé l'effondrement de l'Union soviétique à seulement 450 000 tonnes en 2006. Le programme de la BERD proposera aux agriculteurs qui dépendaient auparavant du coton d'autres moyens d'accès aux financements, appuyant en cela le concept de "liberté de culture".

Bien que l'économie dépende fortement du coton et que la demande d'autres cultures soit principalement locale, il existe, par exemple, dans le centre du pays, une nouvelle usine de fabrication de sauce tomate qui a besoin d'au moins 33 000 tonnes de tomates par an. Par ailleurs, les possibilités d'exportation

d'oignons séchés ont incité de nombreux agriculteurs à cultiver des oignons dans le cadre de la rotation des cultures.

Nombre des agriculteurs qui bénéficieront du mécanisme n'ont jamais reçu de prêt et nombre d'entre eux, comme Sanavbar, sont des femmes. Il s'agira des premiers prêts syndiqués du Tadjikistan. Pour Murodali Alimardon, gouverneur de la Banque nationale du Tadjikistan, "C'est, pour le Tadjikistan, un moment très important car, outre le fait qu'il s'agit des premiers prêts syndiqués du pays, l'assistance technique fournie parallèlement aidera nos banques commerciales à offrir une réelle alternative aux agriculteurs tadjiks et appuiera la nouvelle politique de liberté de culture que notre gouvernement met en place".

Agroinvestbank, TSOB et Bank Eshkata, les trois partenaires du nouveau mécanisme, ont déjà collaboré étroitement avec la BERD aux fins du Mécanisme-cadre de financement des micro et petites entreprises tadjikes lancé à la fin de 2003 et ont, à ce jour, décaissé plus de 80 millions d'euros en prêts de faible montant.

Les grands pays de la région ont continué d'attirer les principaux volumes de prêts syndiqués : la Russie a attiré 1,4 milliard d'euros et l'Ukraine 416 millions. Dans toutes ses activités de syndication, la Banque a continué de lever des cofinancements dans les secteurs de la transformation et des services, aidant ainsi à renforcer l'économie au-delà du pétrole, du gaz et d'autres matières premières.

L'octroi de prêts en monnaie locale faisant partie de sa mission, qui est de stimuler le développement des marchés de capitaux, la Banque s'est tout particulièrement employée, en 2007, à mobiliser des financements à long terme en roubles russes. On citera, notamment, la syndication à cinq banques d'un prêt de 4,3 milliards de roubles (environ 115 millions d'euros) accordé à Guardian Russia, fabricant de verre, et la syndication à onze banques d'un prêt de 26 milliards de roubles (750 millions d'euros) accordé à Volkswagen Rus pour financer la construction d'une usine automobile (voir page 12), ce qui fait de Volkswagen l'un des principaux investisseurs étrangers directs en dehors des secteurs du pétrole et du gaz. Cette opération est le prêt syndiqué en roubles le plus important jamais conclu par une institution.

La Banque s'est activement employée à orienter des prêteurs vers des projets d'infrastructure municipale et en 2007 a pour la première fois, syndiqué des prêts pour un projet d'infrastructure dans la ville de Kiev (voir page 50).

En 2007, la BERD a également mobilisé avec succès des prêts à long terme en faveur d'institutions financières. En Russie, des prêts syndiqués ont été accordés aux banques suivantes : Absolut, MDM, NBD, Promsvyazbank, URSA et VTB 24. En Ukraine, des prêts de ce type ont été accordés à la Forum Bank et à la Kreditprombank. Pour aider ses pays d'opérations les plus pauvres, la BERD a également mobilisé des cofinancements en faveur de banques d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Géorgie et du Tadjikistan.

À la fin de 2007, la Banque était en avance sur les objectifs fixés au titre de **l'Initiative pour l'énergie durable**. Depuis le lancement de cette initiative en mai 2006, la BERD a investi 1,7 milliard d'euros dans l'énergie durable, dépassant en moins de deux ans l'objectif triennal initial de 1,5 milliard. Rien qu'en 2007, elle a investi 934 millions d'euros dans l'énergie durable, soit 51 projets d'une valeur totale de 3,4 milliards d'euros.

L'investissement dans l'énergie durable s'est intensifié dans tous les domaines d'action de l'Initiative. En 2007, environ un tiers des financements ont porté sur l'efficacité énergétique dans l'industrie, avec 15 projets. Le nombre de mécanismes de financement appuyant des projets d'énergie durable est passé à 13, la BERD accordant plus de 130 millions d'euros. La Banque a également investi 276 millions d'euros dans sept opérations d'économie d'énergie concernant la production

d'électricité, et financé quatre projets d'énergie renouvelable à hauteur de 66 millions d'euros. Elle a, enfin, financé 12 projets d'infrastructure municipale, comme le chauffage urbain, pour un montant de 143 millions d'euros.

L'Initiative pour l'énergie durable a été fermement appuyée par les donateurs. On recense aujourd'hui 15 donateurs bilatéraux et quatre donateurs multilatéraux qui ont, à ce jour, accordé 38 millions d'euros en assistance technique et 58 millions en dons d'investissement, ces derniers venant, pour l'essentiel, de l'Union européenne. Les dons sont utilisés pour sensibiliser l'opinion à l'intérêt d'investir dans l'efficacité énergétique et pour aider à élaborer et à mettre en œuvre des projets complexes.

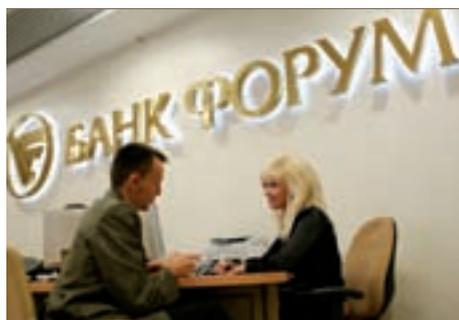
En 2007, les activités financées par des donateurs se sont nettement intensifiées avec des activités de coopération technique telles que la mise à disposition de consultants chargés d'aider à l'élaboration des projets. C'est ainsi qu'ont été mises sur pied 97 missions d'une valeur de 26,3 millions d'euros, contre 33 missions d'une valeur de 7 millions en 2006.

S'appuyant sur le dialogue instauré et l'activité opérationnelle menée en 2007, la BERD va continuer de développer ses activités liées à l'énergie durable, contribuant davantage encore à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à la réduction des émissions de carbone dans ses pays d'opérations.

L'Accord portant création de la BERD stipule que la Banque intègre un développement durable et écologiquement rationnel dans toutes ses opérations. Pour tous les projets envisagés, elle évalue l'impact de ses investissements sur l'environnement, la santé, la sûreté, la société et l'emploi. Elle assortit tous ses investissements de critères rigoureux et finance de nombreux projets qui visent spécifiquement à améliorer l'environnement, la santé, la sûreté, la situation sociale et l'emploi dans ses pays d'opérations.

Avant d'investir dans un projet, la Banque évalue son impact environnemental afin de déterminer les mesures que le client doit prendre pour se conformer à la politique qu'elle a définie en matière d'environnement. Les conditions ainsi fixées deviennent obligatoires lors de la signature du projet. En 2007, la BERD a accordé 329 millions d'euros pour financer les composantes environnementales de projets visant le secteur manufacturier, l'industrie lourde et l'agro-industrie.

En 2007, les projets de la BERD à forte teneur environnementale ont notamment consisté en un prêt de 30,5 millions d'euros accordé à Clean Globe International pour la protection contre les marées noires, en un projet de 8 millions d'euros visant à fournir de l'eau potable aux municipalités du littoral monténégrin à partir du lac Skadar, et en un investissement de 25 millions d'euros dans un fonds destiné à appuyer dans des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique en Europe



La banque ukrainienne Forum a reçu des crédits syndiqués d'un montant de près de 100 millions d'euros destinés aux PME et aux prêts hypothécaires.



La Banque évalue l'impact environnemental, sanitaire et social de tous ses investissements ainsi que leurs conséquences en termes de sécurité et d'emploi.

centrale et en Europe du Sud-Est. Au total, la Banque a investi un peu plus d'un milliard d'euros dans l'infrastructure municipale, l'efficacité énergétique et les opérations d'assainissement.

La BERD accorde une attention particulière aux émissions de gaz à effet de serre et évalue tous les projets susceptibles d'utiliser d'importantes quantités d'énergie et de contribuer à l'effet de serre. Évaluant l'impact des projets qu'elle a signés en 2007 du point de vue des émissions, elle a constaté que l'accent croissant placé sur l'efficacité énergétique, conformément à sa nouvelle politique mise en œuvre dans le cadre de l'Initiative pour l'énergie durable, avait permis de réaliser d'importantes économies d'énergie.

Elle a ainsi constaté que si le niveau de production actuel de ces projets se maintenait une fois son investissement achevé, les économies globales d'énergie approcheraient 100 000 téra-joules (TJ), ce qui équivaut à peu près à l'approvisionnement énergétique de l'Albanie, et que les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) chuteraient de plus de 6 millions de tonnes (en Albanie, la consommation de combustible émet chaque année près de 5 millions de tonnes de CO₂).

De nombreux projets signés en 2007 ont appuyé la remise en état et le remplacement d'installations de production. Cela a accru la capacité de production et amélioré l'efficacité énergétique, permettant ainsi d'augmenter la production. En Russie, grâce à un projet de la BERD, une centrale électrique va accroître sa production tout en ne consommant qu'un cinquième du combustible qu'elle utilise actuellement pour produire une unité d'électricité. En Russie toujours, les investissements d'efficacité énergétique réalisés dans une aciérie vont réduire les émissions de carbone de plus d'un million de tonnes de CO₂.

Sur l'ensemble du portefeuille de projets, cette augmentation de la production ne devrait pas accroître les émissions globales de CO₂ et elle permettra, en fait, de réaliser une économie d'environ 14 000 TJ. Cette production contribuera en grande partie à satisfaire la demande de biens et de services qui se fait jour dans les pays d'opérations à mesure que le niveau de vie augmente. Inévitablement, certaines unités de production moins efficaces seront transférées ailleurs, ce qui entraînera des fermetures et, partant, de nouvelles économies d'énergie et d'émissions de CO₂.

En réduisant les émissions de CO₂, les projets peuvent générer des crédits carbone qui peuvent ensuite être vendus à des États et à des entreprises pour les aider à atteindre les objectifs que le Protocole de Kyoto a fixés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Fonds multilatéral pour l'échange de crédits carbone, que la BERD et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont créé en 2006, joue à cet égard un rôle déterminant, proposant des crédits carbone de l'Europe centrale à l'Asie centrale (voir page 45).



Les investissements dans l'efficacité énergétique contribuent à réduire le gaspillage dans les pays d'opérations de la BERD.

Initiative pour l'énergie durable

1,7 milliard d'euros en deux ans

Pays aux premiers stades de la transition

105 projets signés en 2007

Ouest des Balkans

Les engagements ont atteint 461 millions d'euros



Étude de cas

Santé et sûreté

La santé et la sûreté font partie intégrante de la politique environnementale de la BERD et, en raison du nombre et de la gravité des accidents qui frappent encore l'industrie dans nombre de ses pays d'opérations, continuent d'avoir une priorité élevée. Dans l'industrie minière, notamment, les taux d'accident et de mortalité restent inacceptables.

La nécessité criante d'investissement dans ce domaine a été encore récemment mise en lumière par la tragédie survenue en janvier 2008 dans la mine Abaiskaya d'ArcelorMittal, au Kazakhstan. Trente mineurs ont péri lorsqu'une explosion a secoué la mine, qui est l'une de plusieurs unités rattachées à l'aciérie Temirtau de cette même entreprise. C'était le troisième accident de ce type à survenir dans ce complexe minier en quatre ans.

En juillet 2007, la BERD et ArcelorMittal ont signé un prêt de 68 millions d'euros qui vise à améliorer la santé et la sûreté dans les nombreuses mines de charbon que l'entreprise exploite autour de la ville de Karaganda, et qui fournissent l'aciérie

de l'entreprise située non loin, à Temirtau. L'usine, qui était l'une des plus grandes aciéries de l'Union soviétique, est aujourd'hui le seul producteur d'acier de ce pays d'Asie centrale.

Le financement de la BERD s'inscrit dans un programme de dépense de 340 millions d'euros qui vise à aider l'entreprise à moderniser ses mines et à les conformer aux normes internationales de santé et de sûreté. ArcelorMittal Temirtau va moderniser ses systèmes de surveillance et de gestion des gaz, ses systèmes électriques de dégazage et de ventilation ainsi que ses systèmes de prévention des effondrements du front de mine. La formation des personnels sera un autre élément essentiel du projet.

La première phase du projet d'investissement de la BERD, qui est en voie d'achèvement, a notamment permis de remplacer les démarreurs, transformateurs et interrupteurs électriques de deux mines pour réduire le risque d'étincelles, sources d'explosion du méthane.

Lakshmi Mittal, fondateur et directeur général d'ArcelorMittal, a déclaré : "La sûreté de nos ouvriers est notre priorité absolue ; nous avons beaucoup investi et avons modifié nos pratiques d'exploitation et de gestion pour améliorer la santé et la sûreté dans nos mines du Kazakhstan".

Le projet ArcelorMittal a été le premier d'une initiative mise en œuvre par la BERD pour améliorer l'environnement, la santé et la sûreté dans les mines de ses pays d'opérations. Pour améliorer la sûreté, la Banque a également mis au point un projet de coopération technique avec les autorités minières du Kazakhstan. Appuyé par le Gouvernement japonais, il sera mis en œuvre en 2008.

La Banque prend très au sérieux la sécurité sur les lieux de travail. Dans nombre de ses pays d'opérations, les accidents mortels ne sont pas rares, surtout dans l'industrie minière. Le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine ayant connu des accidents graves qui ont mis en lumière la nécessité d'accroître l'investissement dans la santé et la sûreté, la BERD s'emploie activement, par ses projets, à améliorer la situation dans tous les domaines. En mai 2007, par exemple, elle a, avec le Gouvernement mongol, lancé un programme de formation qui place l'accent sur la santé et la sûreté des mineurs.

En 2007, la BERD a continué de se concentrer sur l'impact social de ses projets. Elle a, notamment, suivi les problèmes de réinstallation et d'emploi que pose le projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyan, qu'elle finance en partie et qui transporte le pétrole produit dans la région de la Caspienne vers la Méditerranée. En Azerbaïdjan, elle a travaillé avec la société pétrolière nationale (SOCAR) pour améliorer les conditions de vie des personnes déplacées qui avaient été réinstallées dans le cadre du projet Shah Deniz, qu'elle finance. En Serbie, la BERD et la BEI financent des projets qui visent à améliorer les voies rapides et le pont Gazela de Belgrade. La Banque travaille avec la BEI et la municipalité de Belgrade pour aider à réinstaller, dans de meilleures conditions, une communauté de plus de 1 000 Roms qui vivent actuellement sous ce pont.

Pour résoudre les problèmes environnementaux liés, par exemple, à la pollution de l'eau, aux changements climatiques et à la biodiversité, la BERD a continué de collaborer étroitement avec d'autres organismes internationaux tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). En Slovénie, la BERD et le FEM ont cofinancé une ligne de crédit qui vise à réduire la pollution entrant dans le bassin du Danube. Les 30 millions d'euros engagés par la Banque ont été versés aux quatre banques locales participantes pour qu'elles les rétrocèdent à des entreprises locales et à de petites municipalités qui investissent dans des projets de réduction de la pollution.

Pour faciliter l'élaboration de nouveaux projets du FEM, la BERD a commencé, en 2007, à travailler avec un consultant dans une optique à long terme. Elle a étudié plusieurs moyens de lutter contre les changements climatiques et en a soumis un, sous la forme d'une proposition de projet, au Secrétariat du FEM. Elle étudie également d'autres domaines dans lesquels elle pourrait élaborer des projets, soit seule, soit en partenariat avec d'autres organismes du FEM.

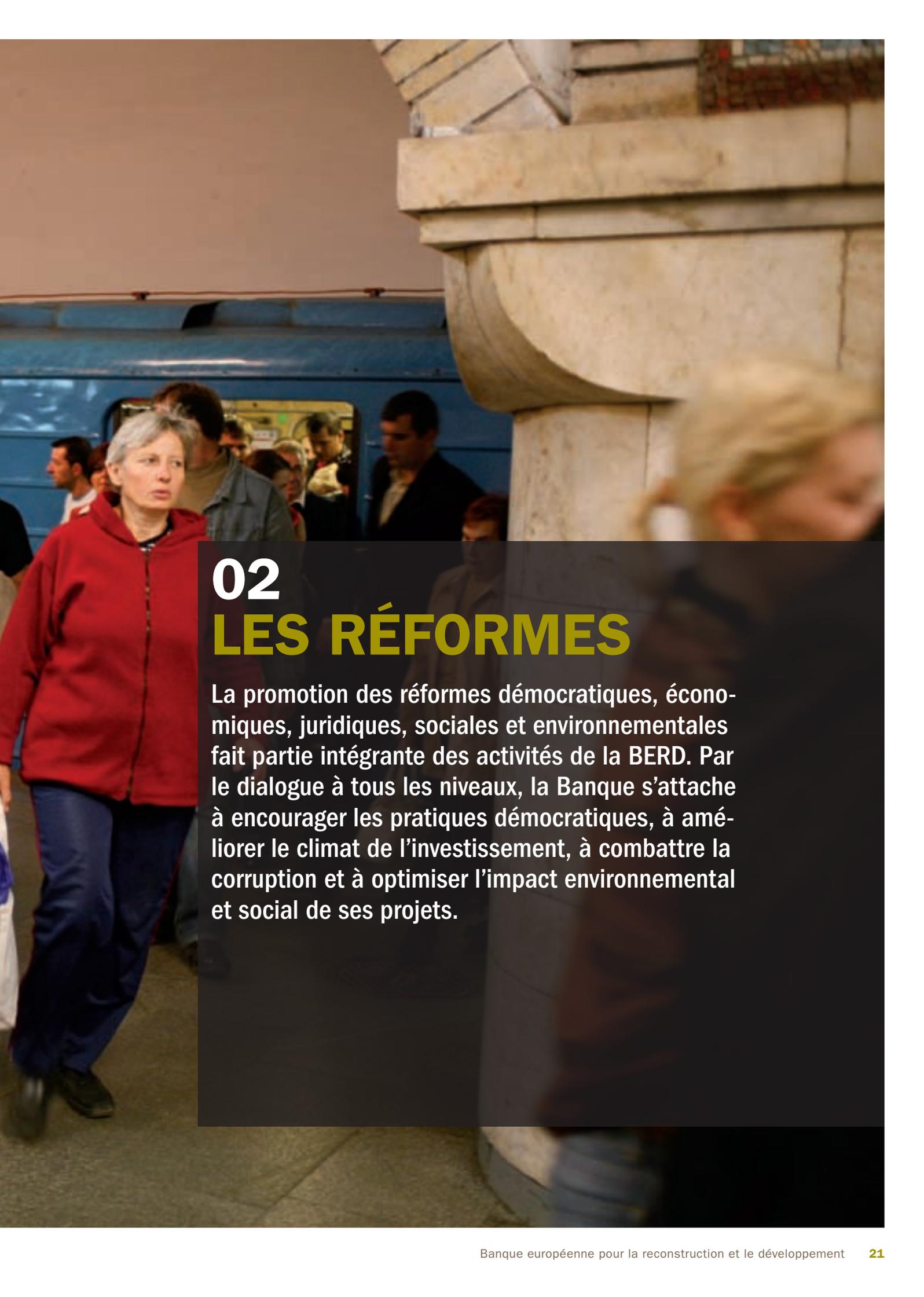
Le Comité de préparation des projets (CPP) a recensé et orienté les fonds des donateurs vers des projets d'investissement environnemental tels que le traitement des eaux usées, l'efficacité énergétique et la biodiversité. Les fonds accordés par l'Union européenne ont permis de signer, en Arménie, un projet de 14,6 millions d'euros destiné à améliorer le traitement des eaux usées autour du lac Sevan, importante ressource naturelle et culturelle. En outre, des ateliers de financement de projets visant à aider les municipalités à concevoir des projets environnementaux viables se sont tenus en Arménie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Ukraine. À la Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe" tenue en octobre 2007, les ministres ont approuvé la décision prise par la Banque de faire du CPP un service interne chargé de recenser les projets environnementaux qu'elle pourrait financer.

Une autre initiative de la BERD financée par des dons est le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS), qui vise à favoriser la coopération environnementale dans la région de la dimension septentrionale, en particulier dans le Nord-Ouest de la Russie. Ce partenariat regroupe, pour mettre en œuvre ses projets, les compétences et les ressources de l'Union européenne, de 11 pays donateurs dont la Russie, et d'institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, la Banque nordique d'investissement, la BEI, et la BERD.

À la fin de 2007, le montant total des contributions promises et versées au PEDS s'élevait à 243 millions d'euros, dont près de 150 millions destinés à la sûreté nucléaire (voir page 65). Sur les fonds restants, plus de 90 millions d'euros sont destinés à être investis dans l'environnement, notamment à St Pétersbourg et à Kaliningrad, le but étant de réduire les rejets directs d'eaux non traitées dans la mer Baltique.

La Banque prend très au sérieux la sécurité sur les lieux de travail. Dans l'industrie minière, notamment, les taux d'accident et de mortalité restent inacceptables.





02 LES RÉFORMES

La promotion des réformes démocratiques, économiques, juridiques, sociales et environnementales fait partie intégrante des activités de la BERD. Par le dialogue à tous les niveaux, la Banque s'attache à encourager les pratiques démocratiques, à améliorer le climat de l'investissement, à combattre la corruption et à optimiser l'impact environnemental et social de ses projets.

Réformes démocratiques

La promotion de la transition vers l'économie de marché dans un cadre démocratique est au cœur du mandat de la BERD. Ces principes sont clairement énoncés dans l'Article 1 de l'Accord portant création de la Banque. La plupart des pays d'opérations restent fermement engagés en faveur des principes de la démocratie, du pluralisme et de l'économie de marché. C'est ce que confirment les résultats de l'enquête sur la vie dans les pays en transition réalisée conjointement par la BERD et par la Banque mondiale dans les pays d'opérations de la Banque (voir également page 23). Dans leur immense majorité, les habitants de la région préfèrent la démocratie à tout autre système de gouvernement et, malgré la forte volatilité politique qui a prévalu dans de nombreux pays, les gens continuent d'avoir confiance en ce système.

Dans certains pays, notamment d'Europe du Sud-Est, l'objectif d'une intégration plus poussée dans l'Union européenne continue d'être le moteur des réformes démocratiques. Au cours de l'année écoulée, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie ont signé ou commencé à négocier avec l'Union européenne un accord de stabilisation et d'association qui consolidera encore les réformes démocratiques et économiques. D'autres accords encourageant les réformes démocratiques sont appliqués dans le cadre de la Politique européenne de voisinage de l'Union, qui englobe l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, la Moldova et l'Ukraine. Tous ces pays (à l'exception du Bélarus) ont adopté, dans ce cadre, des plans d'action qui comprennent des éléments de réforme démocratique. En Russie, les réformes s'effectuent dans un cadre parallèle, celui du partenariat stratégique conclu avec l'Union européenne et de l'accord connexe de partenariat et de coopération.

Plus généralement, le développement constant de la société civile et les progrès réalisés dans la tenue d'élections libres et régulières ont accru la responsabilité politique dans de nombreux pays en transition, y compris l'Arménie, la Géorgie et l'Ukraine.

En 2007, cependant, l'absence persistante de progrès en termes de démocratie pluraliste dans plusieurs pays a continué de susciter des préoccupations. Dans ses dernières stratégies concernant le Bélarus, le Turkménistan et l'Ouzbékistan, la BERD s'est inquiétée de la lenteur des réformes démocratiques et économiques. Le Bélarus et le Turkménistan continuent d'opérer en vertu de stratégies fondées sur des scénarios qui recensent certains progrès à faire en matière de réforme politique et économique. La dernière stratégie en date concernant l'Ouzbékistan énonce également des critères politiques et économiques. Dans ses dernières évaluations, la Banque note, pour ces trois pays, peu de signes d'amélioration de l'attachement des autorités aux principes de l'Article 1.

Au Bélarus, malgré quelques gestes bienvenus des autorités, on a noté peu de signes de progrès substantiel des réformes démocratiques souhaitées. Au Turkménistan, après le décès du Président Niyazov en décembre 2006, la nouvelle direction a annulé certaines mesures sociales et économiques prises par le régime précédent et a œuvré pour rompre l'isolement international du pays. On ne sait pas, cependant, jusqu'où iront les réformes engagées. En Ouzbékistan, enfin, la Banque demeure préoccupée par l'absence de progrès pour ce qui est de respecter les critères politiques et économiques énoncés dans la stratégie.

En conséquence, la BERD continuera d'y exclure tout financement de projets dans le secteur public, s'attachant exclusivement à soutenir des projets du secteur privé, à condition qu'il soit établi que les investissements proposés se sont pas contrôlés par l'État ou par des entités publiques et qu'aucun responsable gouvernemental n'en bénéficiera personnellement. La Banque vise toutefois à maintenir un dialogue avec le gouvernement et les organisations non gouvernementales sur les moyens d'améliorer le climat de l'investissement pour les entrepreneurs privés, dans l'espoir d'encourager les réformes politiques et économiques. Dans le cas où elle constaterait un progrès des réformes politiques et économiques au Bélarus, en Ouzbékistan et au Turkménistan, la Banque envisagerait d'y développer ses activités.

Réformes économiques

L'attachement de chaque pays aux réformes économiques conditionne l'aptitude de la BERD à faire progresser la transition et à promouvoir le développement du secteur privé. En 2007, le Bureau des affaires économiques (BAE) a continué de suivre les progrès réalisés dans tous les pays où la Banque intervient.

En 2007, les réformes économiques ont progressé à des rythmes très différents dans la région. C'est l'Europe du Sud-Est qui a le plus progressé, deux pays – la Bulgarie et la Roumanie – ayant rejoint l'Union européenne au 1^{er} janvier 2007 et la Croatie progressant dans ses négociations sur l'acquis communautaire, corpus législatif européen que tous les membres doivent adopter. Comme noté précédemment, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie ont également progressé dans le cadre du processus européen de stabilisation et d'association.

Ailleurs, le secteur privé s'est développé dans des pays où l'économie de marché bénéficie d'un solide appui, comme en Mongolie. Dans plusieurs pays de la CEI, y compris l'Ukraine, l'orientation libérale de l'économie et des facteurs externes ont favorisé la réforme du secteur financier. Dans les pays qui ont bénéficié des prix élevés du pétrole et du gaz, cependant, ces réformes ont été plus limitées. Cela a également été le cas des



L'objectif d'intégration dans l'Union européenne contribue fortement aux réformes démocratiques.



L'enquête sur la vie dans les pays en transition, réalisée par la BERD et la Banque mondiale, a montré que la population est attachée aux progrès de la démocratie.

pays d'Europe centrale et orientale et des États baltes, dont la transition est très avancée. Dans son *Transition Report 2007*, la Banque a publié une évaluation détaillée des progrès accomplis par chaque pays dans un grand nombre de domaines.

Le rapport de cette année comprend également une analyse de l'enquête sur la vie dans les pays en transition réalisée conjointement par la BERD et par la Banque mondiale. Cette enquête analyse en quoi la transition a modifié le niveau de vie et la satisfaction des habitants des différents pays, faisant ressortir les groupes qui ont le plus bénéficié ou souffert du processus. Elle analyse l'attitude des gens vis-à-vis de la démocratie et de l'économie de marché et la façon dont cette attitude a été façonnée par l'expérience qu'a chaque individu du marché du travail. Elle examine, enfin, la situation des services publics et le potentiel d'amélioration du secteur privé.

L'analyse montre que si, globalement, les gens sont aujourd'hui davantage attachés à la démocratie et à l'économie de marché, nombreux sont déçus et estiment que la situation économique était meilleure avant la transition. Il subsiste une opposition aux réformes, ce qui doit inciter les responsables politiques de la région non seulement à atteindre, par la réforme, le niveau des économies de marchés, mais aussi à convaincre la population des bienfaits de la transition.

Toute l'activité de la Banque vise à accroître l'impact de ses projets sur la transition. Pour cela, il faut, avant de les soumettre au Conseil d'administration pour approbation, évaluer l'impact potentiel de ces projets et leur risque d'échec, puis suivre, une fois qu'ils sont mis en œuvre, la mesure dans laquelle ils permettent d'atteindre les objectifs fixés au regard d'un ensemble de critères concrets. Les enseignements de ce suivi sont pris en compte dans l'élaboration des futurs projets. Sur 185 projets notés par le BAE et signés en 2007, 165 (89 %) ont été jugés avoir un "bon" ou un "excellent" potentiel d'impact sur la transition.

L'action de la Banque est plus efficace lorsque les pays et les acteurs économiques sont acquis à la réforme. En 2007, la Banque s'est activement employée à mettre au point des moyens d'inciter les entreprises privées à participer à des projets municipaux en Russie et a aidé à résoudre les problèmes réglementaires que posaient les entreprises publiques qu'elle avait financées dans plusieurs pays, dont la Bulgarie, la Moldova, la République slovaque et la Roumanie. Elle a également aidé à mettre en œuvre l'Initiative pour l'énergie durable au Kazakhstan, où le gouvernement prévoit de combiner des réformes ambitieuses avec les fonds qu'elle investit pour améliorer l'efficacité énergétique et élaborer des projets d'énergies renouvelables.

Réformes juridiques

Le Programme de transition juridique de la BERD vise à améliorer le climat des affaires des pays en transition en renforçant leur cadre législatif et leurs institutions juridiques. Le Programme est principalement financé par des donateurs, mais en 2007 certaines de ses activités ont été intégrées au budget global de la Banque, ce qui pérennise son financement.

En 2007, le droit hypothécaire a fait l'objet d'une attention particulière. La BERD a produit un rapport intitulé *Mortgages in transition economies : the legal framework for mortgages and mortgage securities*, qui recense les réformes à mener pour créer un cadre juridique efficace dans ce domaine. Dans l'optique de cette publication, la Banque a étudié la législation de 17 pays en transition qui possèdent déjà un marché hypothécaire actif ou qui s'emploient à en créer un. Le rapport préconise un cadre juridique qui bénéficie aussi bien aux emprunteurs qu'aux prêteurs. Il devrait contribuer de façon importante à améliorer la législation hypothécaire dans la région.

La BERD s'est également employée à produire, en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), des normes de gouvernance pour les banques d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale. Un groupe de travail réunissant des représentants des pays en question a commencé à rédiger ces normes, dont la version définitive devrait paraître à la mi-2008.

Dans le cadre de son évaluation de la transition juridique, la Banque a publié, dans son rapport 2007 sur la transition (*Transition Report*), les résultats d'une enquête qui mesure l'efficacité de la législation des marchés de titres. Il ressort de ces résultats que la qualité de la législation s'est considérablement améliorée ces dernières années, mais qu'il faut renforcer les mécanismes d'application, en particulier dans les pays de la CEI.

Compte tenu du succès qu'ont remporté les stages de formation de juges organisés en République kirghize, il a été proposé, en 2007, quatre nouveaux séminaires couvrant divers aspects du droit commercial. Par ailleurs, des juges kirghizes débutants ont participé à des stages organisés dans des tribunaux commerciaux du Kazakhstan et une nouvelle bibliothèque de droit commercial a été ouverte à Bichkek.

Le Programme a également abordé la question de l'insolvabilité. La Banque, par exemple, a aidé, sur le plan technique, l'Organisation serbe de surveillance des faillites à réglementer le rôle des administrateurs (voir page 24). En Russie, elle a procédé de même avec le Ministère de l'économie et du commerce.

Bien que la majeure partie de la population soit aujourd'hui attachée à la démocratie et à l'économie de marché, de nombreux habitants se disent insatisfaits de leurs conditions de vie et estiment que la situation économique était meilleure avant la transition.



Étude de cas

Un système de faillite transparent pour la Serbie

Avant l'entrée en vigueur de la récente législation serbe sur l'insolvabilité, les faillites frauduleuses n'étaient pas rares : une entreprise sombrait, délestée de ses actifs, et il ne restait rien aux créanciers. Souvent, les actifs restants échappaient à tous du fait de procédures d'insolvabilité inefficaces et d'administrateurs insuffisamment formés.

Aujourd'hui, la Serbie a l'énorme avantage de disposer d'une législation de l'insolvabilité en préparation depuis 2000, qui intègre nombre des meilleurs aspects du système d'insolvabilité des autres pays. Pour bien appliquer cette législation, cependant, il reste beaucoup à faire.

Pour réussir, une transition vers l'économie de marché a besoin, de toute évidence, de bonnes lois sur l'insolvabilité qui soient appliquées et appuyées par une solide réglementation. Avant d'investir dans un pays, tout investisseur potentiel examinera la solidité et l'efficacité de son régime d'insolvabilité et de restructuration.

Après avoir adopté la nouvelle loi en 2005, le Gouvernement serbe a créé l'Organisme serbe de surveillance des faillites, qui supervise le système d'insolvabilité du pays. La même année, la BERD a lancé un projet d'assistance technique qui visait à renforcer les capacités des organismes

de réglementation de Serbie et d'Europe du Sud-Est. Le Secrétariat d'État suisse à l'économie, bien que non associé à la mise en œuvre du projet, lui a accordé plus de 300 000 euros.

Le projet a visé un double objectif : améliorer les compétences des organismes de surveillance et élaborer, sur la base des meilleures pratiques internationales, des principes applicables aux administrateurs. Ces derniers, issus du secteur privé, administrent l'insolvabilité : ils rassemblent les actifs du débiteur, examinent les créances – qu'ils admettent ou rejettent, administrent l'éventuelle distribution des actifs et paient les créanciers ou recouvrent les sommes dues à l'entreprise insolvable.

Dans ce contexte, la BERD a aidé à organiser une table ronde sur la supervision des administrateurs de l'insolvabilité.

Elle a donné son avis sur les meilleurs moyens d'améliorer le régime de l'insolvabilité serbe et d'appliquer la nouvelle législation ainsi que les meilleures pratiques internationales de supervision, d'autorisation et de formation des administrateurs. Ont participé à la table ronde des représentants de la Cour suprême de Serbie, de la Haute Cour de commerce,

de tribunaux de commerce et de l'Organisme de surveillance des faillites, des administrateurs et des représentants d'institutions internationales associées à l'amélioration des régimes des faillites.

“La table ronde a permis de mieux comprendre la façon d'améliorer et de rendre plus efficace notre système de faillite actuel”, dit Vesna Gaćeša, directrice de l'Organisme de surveillance des faillites et ancienne administratrice de faillite.

La Serbie est un excellent exemple de collaboration entre des institutions internationales telles que la BERD, la Banque mondiale, l'Agence américaine pour le développement international (US AID) et l'Organisation allemande pour la coopération technique (GTZ) qui s'emploient chacune activement à améliorer le système d'insolvabilité actuel du pays.

Dans le domaine des télécommunications, la Banque s'est activement employée à mettre en place une réglementation, aidant à développer les compétences des organismes concernés au Kazakhstan, en Mongolie, au Monténégro et en République kirghize, où elle a commencé à mettre en œuvre son premier projet de réforme juridique. Par ailleurs, ses recommandations concernant la réforme de ce secteur au Kosovo ont été approuvées en juin 2007.

Outre ces activités, la BERD s'attache à améliorer le cadre juridique et réglementaire qui régit les opérations d'investissement qu'elle mène dans ses pays d'intervention. Cet objectif est étroitement lié aux opérations de financement et de prêt qu'elle réalise en monnaie locale dans la région. En 2007, ces opérations se sont concentrées sur le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine.

En juin 2007, la Banque a organisé à Moscou, en coopération avec l'*International Swaps and Derivatives Association* (ISDA), une conférence sur le développement du marché des produits dérivés en Russie. Des acteurs de ce marché, des organismes de contrôle et des juristes ont étudié les moyens de faire progresser la réglementation et la pratique locales. La Banque a observé et, au besoin, commenté plusieurs initiatives visant, par exemple, à pallier les faiblesses de la réglementation actuelle des opérations de titrisation effectuées sur le marché russe.

Au Kazakhstan et en Ukraine, la BERD a collaboré étroitement avec les banques centrales et avec des banques commerciales pour créer les nouveaux indices monétaires "KazPrime" et "KievPrime". Elle aide, en outre, à élaborer de tels indices en Bulgarie et en Roumanie. On espère que ces initiatives soutiendront le développement des marchés financiers dans ces pays en accroissant leur liquidité et en ouvrant la voie à l'émission d'obligations à taux variable et de prêts en monnaie locale. De solides indices monétaires sont également nécessaires à la mise au point de divers instruments dérivés en monnaie locale.

Réformes sociales et environnementales

Depuis 2003, date à laquelle la BERD a élaboré sa politique environnementale, la situation environnementale et sociale de ses pays d'opérations a changé. L'attention se porte de plus en plus sur l'efficacité énergétique et sur les énergies renouvelables. À mesure que les activités de la Banque se réorientent vers le Sud et vers l'Est, y compris certains de ses pays d'opérations les plus pauvres, des questions telles que les normes de travail, l'effet de ses projets sur les populations autochtones, la réinsertion sociale et l'égalité des sexes prennent de l'importance et deviennent essentielles à un développement durable.

En 2007, d'importants progrès ont été réalisés dans la révision de cette politique, qu'il est proposé de rebaptiser Politique

environnementale et sociale pour refléter l'impact social des activités de la Banque. Le projet de texte énonce les critères que la Banque s'engage à respecter et s'appuie sur dix objectifs de résultat qui doivent éclairer à la fois les clients et la Banque. Des notes d'orientation expliquant ces critères seront mises au point une fois la nouvelle politique adoptée.

Des consultations ont été engagées en 2006 avec des groupes d'experts pour examiner l'évolution des critères des institutions financières internationales, les questions liées au travail et à la santé publique, et l'impact des projets de la Banque sur les populations autochtones. Ces travaux se sont poursuivis en 2007 avec la publication, sur le site web de la Banque, d'un document technique en anglais et en russe. Ce document exposait les principaux thèmes que la nouvelle politique devrait prendre en compte, comme la nécessité de définir les limites des projets et de clarifier les responsabilités pour ce qui est de l'information et de la consultation du public.

D'importants sujets ont également été abordés, lors du Programme consacré aux ONG, à l'Assemblée annuelle de la Banque tenue à Kazan (Russie) en 2007. La Banque a été invitée à prendre contact avec tous les groupes concernés et à étudier l'impact de ses projets sur les communautés locales. Elle a également rencontré des populations autochtones à Mourmansk, dans le Nord-Ouest de la Russie, à Petropavlovsk et à Kamchatskiy en Extrême-Orient russe, et elle prévoit de tenir une troisième réunion à Irkoutsk (Sibérie) en 2008. Pour revoir sa politique, la BERD a également consulté des banques et des institutions financières internationales, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation internationale du travail, son propre Conseil consultatif pour l'environnement et l'Union européenne. Elle a, enfin, réalisé une enquête auprès de ses clients.

Suite à la publication d'un projet de texte sur le site web de la BERD, en anglais et en russe, il sera organisé une série de consultations publiques pour examiner la nouvelle politique. Des consultations sont pour le moment prévues en six endroits : Bichkek, Belgrade, Budapest, Londres, Moscou et Tbilissi. Une fois approuvée, la nouvelle politique sera publiée courant 2008 sur le site web de la Banque, en anglais et en russe.

L'égalité des sexes est un élément-clé du développement durable. En 2007, la Banque s'est interrogée sur la façon de mieux comprendre comment cette problématique se posait dans ses pays d'opérations. Suite aux recommandations d'une étude indépendante menée en 2006 grâce à un financement du Ministère britannique du développement international et de l'Agence canadienne pour le développement international, la Banque a chargé un groupe de travail interdépartemental de recenser les projets d'investissement qui favoriseraient l'égalité des sexes. Ce groupe étudie également, pour promouvoir de bonnes pratiques auprès des clients, d'autres mesures qui seront finalisées en 2008, notamment une note d'orientation sur les pratiques de travail respectueuses de la famille.

Intégrité

La BERD veille à la transparence et à la régularité de toutes ses opérations. L'un des principaux moyens d'y parvenir est son Bureau de la déontologie. Le Bureau émet des avis sur l'intégrité de clients prospectifs, examine les allégations de fraude, de corruption ou de malversation et traite les plaintes de groupes qui s'estiment lésés par des projets de la Banque. Non seulement ces procédures protègent les investissements de la Banque, mais elles imposent aux clients prospectifs, par des clauses juridiquement contraignantes, le respect de normes acceptables de pratique et de gouvernance. La Banque estime que l'intégrité et la lutte contre la fraude et la corruption sont essentielles au succès de la transition dans les pays d'opérations.

En 2007, le Bureau de la déontologie a donné son avis sur environ 240 projets, chiffre en importante augmentation par rapport aux 160 projets de 2005 et de 2006. Cette évolution tient au fait que la Banque oriente ses opérations vers le Sud et vers l'Est, où le climat des affaires est plus difficile et où les problèmes d'intégrité sont plus fréquents.

La BERD a veillé à ce que la définition des pratiques de fraude et de corruption adoptée par l'Équipe spéciale anticorruption des IFI soit incorporée aux contrats qu'elle a signés en 2007. Elle envisage maintenant d'introduire des sanctions, comme une liste d'entités exclues pour pratiques de fraude et de corruption à tout stade du cycle du projet.

En 2007, le Bureau de la déontologie a modifié les critères d'intégrité de la Banque pour renforcer ces derniers dans le cas de projets faisant intervenir certaines catégories de personnes telles que des personnes politiquement exposées, ou d'opérations exigeant des autorisations du gouvernement, comme les projets dans le secteur pétrolier.

En 2007, la BERD a dispensé, avec l'aide de la Suisse et de l'Union européenne, cinq programmes de formation à la lutte contre le blanchiment d'argent. Depuis 2005, plus de 600 personnes représentant 350 institutions financières de 16 pays d'opérations de la Banque ont bénéficié de ce programme.

En juin 2007, la BERD a accueilli la quatrième Conférence des responsables des mécanismes comptables indépendants des IFI et institutions apparentées. Les participants ont notamment étudié la façon de gérer les attentes des mécanismes comptables et ce qu'ils peuvent produire.

Pour aider la Banque à appuyer des organes normatifs tels que le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux et pour souligner l'importance des réformes anticorruption menées

dans les pays d'opérations de la Banque, le Bureau de la déontologie a continué de participer au Groupe directeur des principes de lutte anticorruption de Transparency International, et d'entretenir d'étroites relations avec l'OCDE et le Conseil de l'Europe.

Depuis l'adoption du nouveau Code de conduite du personnel de la BERD en 2006, le Bureau de la déontologie a continué de donner des avis sur l'application du Code et a examiné trois cas de malversations présumées. En 2007, il a dispensé, dans le cadre de son programme *Integrity Matters!*, une formation à 361 membres du personnel. Il a également informé 28 banquiers sur les obligations et devoirs qui leur incombent du fait des fonctions d'administrateur qu'ils assumaient au conseil de surveillance d'entreprises dans lesquelles la Banque avait pris des participations. Il a, enfin, formé 135 membres du personnel à la lutte contre le blanchiment d'argent, à la lutte contre le financement du terrorisme, et aux principes d'intégrité.

Au début de 2008, la BERD publiera son deuxième rapport sur la lutte contre la corruption. Elle entend également adopter, en la matière, une politique qui regroupera les diverses mesures qu'elle prend pour s'assurer que ses fonds ne sont pas illégalement détournés de leurs fins.

Bonne gouvernance et transparence

La BERD veille à appliquer, dans toutes ses activités, les principes de bonne gouvernance et de transparence. La pierre angulaire de cette philosophie est sa politique d'information, qui fait de l'information et de la transparence l'un des principes fondamentaux que doivent respecter les entreprises dans lesquelles elle investit. La Banque continue de partir du principe que chaque fois que cela est possible et sauf raison impérieuse, elle doit informer le public sur ses activités. L'ouverture accroît son impact sur la transition des pays d'opérations et aide à améliorer la stabilité et l'efficacité des marchés.

En 2007, la BERD a commencé à réviser sa politique d'information. Cette révision ayant lieu normalement tous les trois ans, la prochaine aurait dû intervenir en 2009. Elle a, cependant, été avancée pour coïncider avec celle de la Politique environnementale de 2003, qui a pour objet de tenir compte de l'accent croissant que la Banque place sur l'impact social de ses projets (voir page 25). Ces deux politiques sont étroitement liées, la politique d'information renvoyant à la politique environnementale pour ce qui est de l'information environnementale et sociale. La Banque, cependant, prévoit maintenant de réviser sa politique d'information pour y inclure ses critères de divulgation et davantage de précisions sur la confidentialité.



Publié chaque année, le rapport de la BERD sur la transition (*Transition Report*) suit les progrès économiques dans 29 pays.



La Banque maintient un dialogue suivi avec plusieurs ONG, notamment dans le cadre de l'Assemblée annuelle.

Parallèlement à ces deux exercices, la Banque a commencé à réviser sa politique de passation de marchés, ensemble de règles que doit respecter quiconque lui fournit des biens et services. Bien que régulièrement modifiée depuis son adoption en 1992, cette politique n'a jamais fait l'objet d'un examen complet. Or, les besoins de la Banque et de ses clients évoluant, il faut que ces changements y soient pris en compte.

En 2007, le site web de la Banque a invité le public à commenter ces trois révisions. Pour la politique d'information et la politique environnementale et sociale, ces invitations ont formé la base d'un vaste programme de consultation qui visait à donner à ceux qui investissent dans la Banque la possibilité de participer à l'élaboration de ses politiques. Les trois politiques révisées devraient être approuvées en 2008.

Tout en informant le public, la Banque s'efforce également d'obtenir un retour d'information sur ses projets. Grâce au Mécanisme de recours indépendant (MRI), les groupes locaux qui s'estiment lésés par un projet de la Banque peuvent lui soumettre leurs doléances.

En 2007, la BERD a reçu quatre nouvelles plaintes et a continué de traiter une plainte reçue l'année précédente. Deux des nouvelles plaintes ont été jugées "manifestement irrecevables" dans le cadre du MRI. Les deux autres ont été jugées recevables et ont été dûment enregistrées. Le MRI sera réexaminé en 2008.

Programmes de lutte contre le blanchiment de capitaux

600 personnes ont bénéficié d'une formation



Un système juridique solide est essentiel au fonctionnement de l'économie.



03

SECTEUR FINANCIER

La BERD contribue de façon déterminante à créer un secteur financier compétitif, diversifié et viable, élément-clé de la transition vers l'économie de marché. Elle propose un large éventail de produits financiers conçus pour aider tous les types d'entreprises de services financiers dans ses pays d'opérations.



En 2007, l'activité du secteur financier est demeurée forte, générant une croissance de 11 % du portefeuille, qui a atteint 6,7 milliards d'euros. Avec 181 nouveaux projets d'un montant de plus de 2 milliards d'euros signés à la fin de 2007, le secteur financier a représenté 34 % du portefeuille total de la Banque.

La BERD propose tout un éventail d'instruments financiers adaptés aux objectifs de chaque projet. En prenant des participations dans des banques, des fonds ou des institutions financières non bancaires telles que des compagnies d'assurance ou des fonds de pension, elle injecte le capital nécessaire pour restructurer ou privatiser des entreprises, créer des institutions et développer l'investissement. En 2007, les prises de participation ont représenté près du tiers des investissements opérés par la Banque dans le secteur financier, les fonds d'actions, en particulier, ayant connu une excellente année.

La BERD propose divers types de prêt – prêts privilégiés classiques, prêts en monnaie locale, prêts syndiqués et prêts hypothécaires à long terme. En accordant à des banques des lignes de crédit pour rétrocession, elle peut cibler certains secteurs tels que celui des petites et moyennes entreprises (PME), des municipalités et de l'efficacité énergétique. Elle facilite également le commerce extérieur des pays en transition en offrant des garanties et des prêts à court terme par l'intermédiaire du Programme d'aide aux échanges commerciaux (voir page 31). En prêtant à des banques locales, elle développe le prêt aux entreprises privées et renforce les institutions locales. En 2007, les nouvelles opérations ont dépassé 1 milliard d'euros.

Des prêts sont également proposés à des institutions financières non bancaires telles que des sociétés de crédit-bail et de crédit à la consommation. La Banque a récemment participé à des opérations de titrisation dans le cadre desquelles ont été vendus des ensembles d'actifs financiers tels que des hypothèques, ce qui aide à stimuler les marchés locaux de capitaux. En 2007, les nouvelles opérations menées avec des institutions financières non bancaires ont dépassé 300 millions d'euros. Le graphique 1 indique les nouvelles opérations menées par la BERD dans le secteur financier en 2007, par type de produit.

Conformément à la stratégie globale de la BERD, les nouvelles opérations menées dans le secteur financier se concentrent de plus en plus dans les pays du Sud et de l'Est de la région. Près de la moitié des nouvelles opérations se sont effectuées en dehors de l'Europe centrale et de la Russie, se développant en particulier au Kazakhstan et en Ukraine. Plus de 45 % des projets signés ont concerné l'Asie centrale, la CEI occidentale et le Caucase. La Russie a continué d'accueillir un nombre

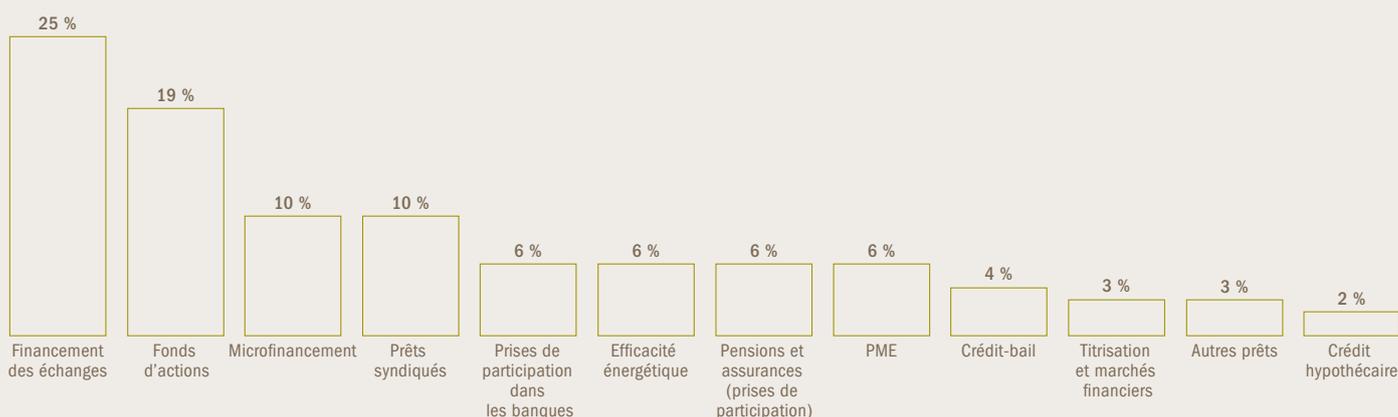
important de nouveaux projets, représentant 42 % des nouvelles opérations et 21 % des projets. Bien qu'il ne soit plus effectué de nouvelles opérations dans des pays d'Europe centrale tels que la Hongrie, la Pologne et la République tchèque, cette région demeure un important élément du portefeuille financier, avec une part de 28 % et 1,9 milliard d'euros.

En 2007, la Banque a signé 57 nouveaux projets pour un montant total de 140 millions d'euros dans les pays aux premiers stades de la transition. En accordant des financements par le biais d'intermédiaires locaux, la BERD donne à des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) accès aux fonds dont elles ont besoin pour développer le secteur privé. Ces projets sont souvent appuyés par des activités d'assistance technique qui, par des services de formation et de conseil, développent les compétences des employés du secteur financier. Le Programme d'aide aux échanges commerciaux est également très actif dans cette région (voir page 31).

À l'instar du champ d'action géographique de la BERD, la clientèle et la gamme des produits financiers offerts évoluent. La Banque propose à ses clients des produits adaptés à leurs besoins et répondant aux défis en constante évolution de la transition. Nombre de clients, par exemple, ont un fort besoin de financements qui ne comportent pas de risque de change important. En 2007, par conséquent, la Banque a investi plus de 48 millions d'euros dans le Fonds de change. Par l'intermédiaire de ce fonds, la Banque propose des prêts "synthétiques" en monnaie locale à des emprunteurs des petits marchés financiers peu développés, comme ceux des pays aux premiers stades de la transition et de l'Ouest des Balkans (ces prêts "synthétiques" contiennent un mécanisme qui prémunit contre le risque de change, mais se règle en monnaie forte, à la différence des prêts en monnaie locale). En réduisant l'écart de risque de change entre l'actif et le passif, on peut améliorer le risque de crédit de ces clients. En outre, la Banque appuie, dans plusieurs pays en transition, la mise au point d'indices monétaires qui aideront à créer des marchés financiers dynamiques en accroissant les liquidités disponibles et en ouvrant la voie à l'émission d'obligations à taux variable et de prêts en monnaie locale.

La Banque entretient également un dialogue avec les gouvernements et les organes de réglementation sur un grand nombre de questions, dont l'appui à la mise en place de circuits efficaces d'envoi de fonds, qui permettent aux travailleurs expatriés d'envoyer de l'argent chez eux, et l'application du nouvel accord de Bâle sur les fonds propres (Bâle II). En appuyant l'adoption de législations et de réglementations essentielles (assurance et titrisation, par exemple), la Banque renforce l'infrastructure financière et élargit la gamme des produits proposés au marché.

Graphique 1
Nouvelles opérations dans le secteur financier, par type de produit (2007)



Dans le cadre de la transition, la BERD facilite la création d'institutions et encourage l'intégrité et la bonne gouvernance dans les pays où elle opère. Nécessaire dans tous les secteurs, en effet, la confiance des marchés est également indispensable à la création d'un secteur financier florissant.

Secteur bancaire

En 2007, la BERD a investi 95 millions d'euros dans six prises de participation en Arménie, au Kazakhstan et en Russie. Elle a également continué d'appuyer ses clients existants en participant aux augmentations de capital de 11 autres banques de la région. Ces investissements ont bénéficié, pour la plupart, à des banques qui n'ont pas d'investisseur stratégique.

La BERD possède actuellement plus de 980 millions d'euros d'investissements dans 49 banques de 22 pays. En participant aux organes de surveillance de ces institutions, la BERD peut améliorer leur gouvernance, promouvoir leur transparence et leur intégrité, faciliter leur développement et aider leur direction et leurs actionnaires à en exploiter tout le potentiel.

En 2007, le prêt aux banques est demeuré l'une des principales activités de la BERD. La Banque a signé, pour un montant total de 566 millions d'euros, 66 projets répartis sur 15 pays. Compte tenu de la réorientation géographique des activités, 33 de ces projets ont concerné des pays voisins de l'ex-Union soviétique comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, la Moldova et l'Ukraine.

L'élaboration de nouveaux programmes axés sur des domaines prioritaires tels que l'énergie durable a également accru la diversification du portefeuille de la BERD et l'offre de financements pour l'économie locale.

La Banque s'emploie tout particulièrement à promouvoir l'énergie durable dans ses pays d'opérations. Elle propose désormais des mécanismes de financement spécialisés qui couvrent la Bulgarie, la Géorgie, la République slovaque, la Roumanie et l'Ukraine. Ces mécanismes lui permettent d'accorder des lignes de crédit à des banques qui les rétrocèdent ensuite à des clients industriels ou particuliers. Ils sont généralement appuyés par des dons d'assistance technique et, parfois, par des incitations. En 2007, la BERD a signé 13 projets d'efficacité énergétique d'un montant total de 136 millions d'euros. En 2008, des projets similaires seront mis en œuvre en Arménie, au Kazakhstan et en Russie.

La BERD a amélioré l'aptitude des banques locales à travailler avec les moyennes et grandes entreprises en développant le Mécanisme de cofinancement de prêts de taille moyenne. Dans le cadre de ce mécanisme, elle consent aux entreprises des prêts secondaires, ce qui évite aux banques, qui doivent limiter

leurs risques et leur exposition, d'avoir à prêter des sommes importantes à des emprunteurs uniques. En 2007, la BERD a signé, dans ce cadre, quatre projets en Arménie et en Azerbaïdjan.

À mesure que les marchés financiers se développent et s'approfondissent, des instruments plus nombreux s'offrent aux pays. Le prêt hypothécaire, par exemple, se développe fortement dans de nombreux pays en transition. En 2007, la Banque a signé neuf projets hypothécaires d'un montant total de 47 millions d'euros avec des banques de Géorgie, du Kazakhstan, de République kirghize, de Russie, de Serbie et d'Ukraine. Ces projets permettent aux banques clientes d'utiliser leurs portefeuilles hypothécaires croissants à l'appui d'émissions de titres. Elles peuvent ainsi lever, à des fins de prêt hypothécaire, des fonds supplémentaires permettant à des particuliers de devenir propriétaire, et cela crée une nouvelle catégorie d'actifs sur les marchés financiers. La Banque aide également les pays à mettre sur pied des systèmes hypothécaires efficaces (voir page 23).

La BERD a également favorisé l'octroi de prêts syndiqués aux banques des pays dans lesquels elle opère. En 2007, neuf projets menés dans le secteur bancaire ont consisté à syndiquer une partie des prêts à des banques commerciales. Ces projets ont combiné 237 millions d'euros financés par la Banque et un financement syndiqué d'un montant total de 530 millions. Les prêts ont bénéficié à des banques d'Arménie, d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, de Russie et d'Ukraine. Grâce à ces opérations, la Banque a pu allonger la durée des prêts et introduire, sur le marché des prêts syndiqués, de nouvelles banques telles qu'Armeconombank en Arménie. La syndication de prêts permet non seulement à la BERD d'accroître les ressources mises à la disposition des clients dans des climats d'investissement difficiles, mais aussi aux institutions financières de s'attacher, à titre de coprêteur, l'appui de banques de réputation internationale qui pourront les aider à l'avenir.

Des mécanismes spéciaux ont été mis au point à l'intention des pays aux premiers stades de la transition, comme le Mécanisme pour le secteur financier kirghize. Ces mécanismes proposent des financements prêts à l'emploi également appuyés par des fonds de coopération technique. Ils permettent à la Banque de répondre rapidement et avec souplesse aux besoins des clients.

Financement des échanges

En garantissant les transactions commerciales, le Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC) favorise les importations et les exportations. Il accorde également des prêts à court terme à certaines banques et sociétés d'affacturage pour qu'elles les rétrocèdent à des exportateurs, importateurs et distributeurs locaux.



Les prêts accordés à des banques locales et régionales comme UkrEximBank permettent à la BERD d'aider les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble de la région.



Le Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC) facilite les activités d'import-export en garantissant les transactions.



Étude de cas

Appui à une banque commerciale

Iskenderov Shahin est un homme d'affaires azerbaïdjanais aux multiples activités. Il produit du jus de grenade, gère un élevage de volailles, fabrique de la farine et possède une chaîne de stations-service. Il est également l'un des nombreux Azerbaïdjanais à avoir bénéficié des prêts de faible ou moyen montant accordés par Unibank, première banque commerciale indépendante privée du pays. Pour équiper de congélateurs son élevage et importer des bouteilles russes pour sa production de jus, il a emprunté 102 000 euros.

Unibank a pu aider des entreprises locales de cette façon grâce à l'appui de la BERD. Cet appui s'est poursuivi en 2007 par un prêt de 24 millions d'euros destiné à encourager la concurrence dans le secteur bancaire de ce pays, jadis quasiment monopolisé par les banques publiques.

Le prêt de la BERD, dont le montant a été porté de 20 à 24 millions d'euros pour répondre aux exigences du marché, adressera un signal positif fort au secteur bancaire azerbaïdjanais (qui a enregistré,

en 2006, une croissance de 75 %) et aidera Unibank à attirer de nouveaux investissements étrangers et clients locaux par des produits diversifiés, une représentation régionale et, surtout, une solide culture du service.

Unibank prévoit de porter le nombre de ses succursales de cinq – trois à Bakou, une à Ganja (ouest) et une à Soumgaït (nord-est) – à 21 d'ici à 2009. Elle continuera d'accorder des prêts de faible et moyen montants à des entreprises et à des particuliers et d'élargir sa coopération avec les institutions financières internationales. Elle continuera également de dominer le marché avec sa gamme de produits, notamment des cartes de crédit et de débit et des services de banque en ligne.

Actuellement, Unibank est la seule banque azerbaïdjanaise membre de la Chambre de commerce américaine. Avec l'aide technique de la BERD, son conseil d'administration a adopté des règles qui devraient permettre de la conformer aux normes internationales.

La BERD collabore depuis longtemps avec Unibank : elle l'a aidée à forger sa réputation d'acteur novateur du secteur bancaire local, la faisant passer du rang de sixième banque en 2003 à l'un des premiers rangs aujourd'hui. Cela s'est fait par des prises de participation, des prêts et des programmes d'assistance technique. La BERD détient 15 % du capital d'Unibank.

“Cette année, notre portefeuille d'actifs et de prêts a doublé, nos dépôts ont plus que triplé et notre résultat net a augmenté de 2,4 fois”, dit Faig Huseynov, président de la banque. “Grâce à cette croissance impressionnante, Unibank est devenue l'une des trois premières banques commerciales d'Azerbaïdjan”.

“Première banque privée azerbaïdjanaise à avoir bénéficié d'un prêt syndiqué d'une institution financière internationale en avril 2005”, poursuit-il, “Unibank est heureuse de poursuivre son développement en signant son troisième accord de prêt avec la BERD. Cela montre la confiance que la communauté bancaire internationale accorde à Unibank”.

En 2007, la BERD a financé, dans ce cadre, 1 056 opérations commerciales d'un montant total de 777 millions d'euros. Ces opérations ont bénéficié, pour la plupart, à de petites entreprises avec, dans plus de 40 % des cas, des montants inférieurs à 100 000 euros.

En encourageant le développement des échanges, le Programme aide non seulement à créer des emplois, mais aussi à améliorer la coopération et la compréhension entre les pays. Dans la mesure où un nombre croissant de transactions commerciales qu'il appuie s'effectuent entre des pays d'opérations de la Banque, il favorise également le rétablissement de liens commerciaux traditionnels restés un certain temps inactifs.

Depuis le lancement du Programme, en 1999, le nombre de transactions dans la région d'intervention de la BERD n'a cessé de croître. En 2007, le Programme a financé 259 transactions intrarégionales. Elles ont notamment porté sur l'exportation de semences et de produits alimentaires de Hongrie, du Kazakhstan, de Roumanie, de Russie et d'Ukraine vers l'Arménie, la Géorgie, l'ERY de Macédoine, la Moldova et le Tadjikistan ou sur l'exportation de machines et d'équipements d'Estonie, de République slovaque et de Pologne vers l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, l'Ouzbékistan et la Russie. D'autres transactions ont porté sur l'exportation de produits pharmaceutiques de Croatie et de Russie vers le Tadjikistan et sur l'exportation de cosmétiques de Bulgarie vers l'ERY de Macédoine.

Avec la délivrance, par la Tojiksodirobank (Tadjikistan), d'une lettre de crédit de 105 000 euros à Fortis Bank, le Programme a franchi une étape, finançant sa 6 000^e transaction. La lettre de crédit couvrait l'importation par le Tadjikistan de jus et de nectars produits en Russie.

Le Programme compte actuellement 115 banques émettrices dans la région d'opérations de la BERD et plus de 640 banques confirmatrices dans le monde. En 2007, la Banque a signé de nouvelles opérations avec 15 institutions financières de neuf de ses pays d'opérations, y compris les premières facilités destinées à développer les services d'affacturage en Roumanie et en Russie.

Le Programme joue un rôle particulièrement important dans les pays aux premiers stades de la transition, favorisant les échanges grâce à une stratégie simplifiée consistant à financer un grand nombre de petits projets. En 2007, la BERD a financé, dans ces pays, 436 opérations de commerce extérieur.

Fonds d'actions

En investissant dans des fonds d'actions, la BERD non seulement aide à développer un solide industrie de capitaux, mais aussi améliore la gouvernance des entités bénéficiaires et y promeut une culture d'entreprise. Elle appuie principalement des fonds de capital-investissement gérés par des administrateurs professionnels et appuyés par des investisseurs institutionnels.

En 2007, la forte liquidité du marché a offert à la BERD davantage de possibilités d'appuyer des fonds de lancement. La Banque a pu constituer un portefeuille équilibré de nouvelles opérations associant des fonds existants et nouveaux, tout en se réorientant vers de nouvelles régions et de nouveaux secteurs.

En 2007, elle a investi près de 400 millions d'euros dans 12 nouveaux fonds de capital-investissement. Ces fonds injectent au total plus de 2,6 milliards d'euros de nouveaux investissements sur les marchés de capitaux des pays d'opérations. L'activité s'est réorientée de fonds purement européens vers des fonds axés sur des régions telles que les Balkans et l'Asie centrale. L'accent s'est aussi davantage porté sur des fonds de capital-risque, comme le *New Europe Venture Equity Fund*, qui investira dans des sociétés de services informatiques en Europe du Sud-Est, et le *Venture Capital Fund* (VTB), qui vise à améliorer la compétitivité globale de la haute technologie russe.

La Banque a continué de gérer un solide portefeuille de placement, comme l'ont montré les désengagements réussis de sociétés dans lesquelles elle avait investi. En 2007, les gains réalisés ont dépassé 183 millions d'euros. Cela a adressé au marché commercial un message clair quant à l'intérêt d'investir. Les succès récents montrent que la détermination de la Banque à continuer de fournir du capital-risque dans un contexte difficile a porté ses fruits, tant sur le plan financier que sur celui de la transition.

La BERD demeure la principale entité qui investit dans des fonds de capital-investissement de la région. La pénurie de capital-risque structuré et l'expérience qu'elle a acquise dans ce domaine ont permis à la Banque de contribuer de manière décisive au développement d'une industrie de capital-investissement viable dans ses pays d'opérations.

Autres services financiers

En 2007, la BERD a continué d'appuyer les institutions financières non bancaires par de nouveaux engagements, qui se sont élevés à 307 millions d'euros. Cette activité, qui représente aujourd'hui 1,1 milliard d'euros et couvre 20 pays, s'est considérablement développée ces dernières années. Elle a été à la pointe de l'innovation et continue de développer des marchés sous-desservis comme le crédit-bail et l'assurance, secteurs dans lesquels il faudrait, pour développer l'activité, modifier la législation des pays d'opérations.

De nouveaux prêts ont été accordés à 13 sociétés de crédit-bail, de crédit hypothécaire et de crédit à la consommation. En outre, dans le cadre de l'action qu'elle mène pour développer les marchés financiers locaux, la Banque a signé en 2007 deux projets de titrisation en Russie et une ligne de crédit devant appuyer des introductions en bourse et des émissions d'obligations au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine.

La Banque a pris six nouvelles participations dans l'assurance, les pensions et le crédit-bail en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine, en Russie et en Slovaquie. Elle a continué d'appuyer financièrement six autres institutions financières non bancaires par des augmentations de capital.

Le secteur du crédit-bail a été particulièrement actif, la BERD signant 13 projets d'un montant total de 76 millions d'euros. Ce secteur est important car il fournit d'autres sources de financement aux entreprises qui ont des difficultés à emprunter pour s'équiper. Il approfondit et élargit également le secteur financier des pays d'opérations de la Banque.





04 FINANCEMENT DES PETITES ENTREPRISES

Les petites entreprises sont essentielles à l'épanouissement d'une économie de marché. Elles génèrent des revenus, créent de nouveaux emplois, stimulent la croissance de l'économie locale et facilitent la transition. La BERD appuie le développement des petites entreprises dans tous ses pays d'opérations.

Fonds pour les petites entreprises de Russie

421 000 prêts ont été réalisés

Financement des micro et petites entreprises

L'un des principaux programmes de prêts de la BERD est son programme de crédit aux micro et petites entreprises (MPE) appuyé par des donateurs, qui opère actuellement dans 18 pays. La Banque octroie ses financements en passant par 103 banques locales et organismes de microfinancement spécialisés, qui versent les prêts aux MPE par l'entremise de plus de 2 000 filiales.

Le portefeuille, qui avoisine 578 millions d'euros, permet de proposer aux institutions partenaires divers produits financiers et services d'assistance technique personnalisés. Ces institutions partenaires ont décaissé près de 3,1 millions de prêts d'un montant total dépassant 14,8 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 45 % par rapport à l'année précédente. Le taux de remboursement de ces prêts est toujours resté supérieur à 99 %.

En 2007, le programme a continué de se développer, investissant 209 millions d'euros dans 69 projets. La BERD a travaillé avec 63 institutions, dont 32 étaient nouvelles. Trois garanties et une facilité de 34 millions d'euros destinée à la Mongolie, dernier en date des pays d'opérations de la Banque, ont également été accordées.

Dans les pays aux premiers stades de la transition, la BERD a financé 29 nouveaux projets d'appui à des MPE. Au Tadjikistan, elle a approuvé le Mécanisme de financement de l'agriculture tadjike, programme de prêt innovant destiné à appuyer la restructuration de l'agriculture du pays (voir page 15).

En Arménie, la Banque a aidé à créer la ProCredit Bank Armenia en y investissant 965 millions de drams (2,1 millions d'euros). Dans ce pays, les MPE ont un accès très limité aux financements. La nouvelle banque sera pour elles un moyen efficace d'y accéder et démontrera aux autres institutions financières la viabilité du prêt aux MPE.

Pour répondre à la demande de financements en monnaie locale dans les pays d'opérations, la Banque a investi plus de 48 millions d'euros dans le Fonds de change (voir page 30), qu'elle compte utiliser pour son premier projet de microfinancement au début de 2008.

Au Bélarus, la BERD a dirigé l'action menée pour inciter des investisseurs publics et privés à créer la Banque biélorussienne pour les petites entreprises, institution nouvelle spécialisée dans le microfinancement. Il y sera investi au total 7 millions d'euros. Cette banque s'ajoutera aux banques commerciales locales pour financer des MPE, en particulier hors de la capitale. Elle compte ouvrir ses portes en 2008. Un volet essentiel du projet est l'assistance technique d'une valeur de 3 millions d'euros que fourniront les gouvernements autrichien, japonais, luxembourgeois, néerlandais, norvégien et suédois, l'Union européenne, la SFI et d'autres donateurs.



La BERD met au point des dispositifs novateurs de soutien aux petites entreprises, tels que le Mécanisme de financement agricole au Tadjikistan.



En 2007, plus de 200 millions d'euros ont été accordés par l'intermédiaire du Programme pour les micro et petites entreprises.

Pour démultiplier ses ressources et accroître son impact, la BERD travaille étroitement avec des banques commerciales, renforçant par la syndication l'appui financier apporté aux petites entreprises. Elle a ainsi mobilisé des financements additionnels pour ses clients, proposant souvent des teneurs plus longues que les consortiums bancaires commerciaux ordinaires. Ces projets ont inclus deux prêts en Arménie, un en Géorgie, un en Roumanie et un en Russie.

Le programme de microfinancement de la BERD est appuyé par plusieurs donateurs. L'une des initiatives les plus réussies est le Mécanisme États-Unis/BERD de financement des PME, qui finance des programmes de prêt dans 15 pays. La BERD et les États-Unis ont créé le Mécanisme en 2000 pour favoriser la croissance du secteur privé et le développement économique en Europe du Sud-Est et dans des pays qui sont aux premiers stades de la transition, tels l'Arménie, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan et l'Ukraine.

Le financement américain est utilisé en grande partie pour former le personnel de banques et d'institutions financières locales et réduire les obstacles juridiques et réglementaires qui entravent le financement des petites entreprises. Le Mécanisme a aussi grandement facilité, au Kosovo et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, la transformation d'institutions financières non bancaires en banques de microfinancement commerciales à part entière. À la fin de septembre 2007, les partenaires appuyés par le Mécanisme avaient accordé plus de 1,6 million de prêts d'un montant total de 8 milliards d'euros.

En Russie, le Programme de prêts aux micro et petites entreprises est appuyé par le Fonds pour les petites entreprises de Russie. Créé en 1994 par la BERD, les pays du G7 et la Suisse avec l'appui de l'Union européenne, ce fonds d'à peine plus de 350 millions d'euros appuie les MPE russes et renforce l'aptitude des banques russes à leur accorder des financements.

Le Fonds propose des financements et un appui technique aux banques participantes, qui accordent aux MPE des prêts pouvant aller jusqu'à 120 000 euros, avec un montant moyen de 10 000 euros à la fin de décembre 2007. Ces banques proposent divers produits, dont des micro-prêts express (généralement décaissés en 24 à 48 heures) et des prêts aux communautés rurales. En décembre 2007, plus de 421 000 prêts d'un montant total de 5 milliards d'euros avaient été décaissés. Au total, 17 banques russes, dont six nouvelles banques partenaires, participent au programme, qui dessert 161 villes de Russie.

En 2007, le programme a également commencé à proposer aux MPE des services plus étoffés de conseil en crédit concernant notamment, les prêts sur mesure, les méthodes de notation, le prêt aux entreprises rurales, la titrisation et l'activité bancaire générale. Ces services desservent certaines des régions les plus défavorisées du pays, comme l'Extrême-Orient russe, où une nouvelle banque partenaire, la Vostochny Express Bank,

finance maintenant des entrepreneurs. En 2007, la BERD a signé 13 projets en Russie, y compris une prise de participation de 10 millions d'euros dans la banque KMB.

Appui aux petites et moyennes entreprises

La BERD utilise, pour financer les petites et moyennes entreprises (PME), divers instruments financiers. Pour ce faire, elle procède de différentes manières – lignes de crédit à des banques locales pour rétrocession à de petites entreprises, garanties commerciales, prises de participation dans des banques et des fonds d'actions (voir page 33), et prêts à des sociétés de crédit-bail. Elle finance également les petites entreprises par l'intermédiaire de son Mécanisme d'investissement direct (MID).

Pour accroître l'impact de ces financements, la BERD utilise les fonds de donateurs pour apprendre aux institutions financières à aider les petites entreprises le plus efficacement possible. La Banque peut également proposer à certaines entreprises une assistance spécifique du Programme de redressement des entreprises et du Programme de consultants locaux. Cette aide peut aller de la restructuration complète d'entreprises à des projets très spécifiques de courte durée produisant des résultats rapides (voir page 63).

La BERD a accordé plus de 2,9 milliards d'euros à de petites entreprises au travers de prêts axés sur les PME et met actuellement en œuvre des projets dans 25 pays. Son portefeuille fait intervenir plus de 150 intermédiaires financiers, qui ont accordé plus de 99 000 prêts/crédits-bails à de petites entreprises locales.

La Banque appuie les petites entreprises principalement en accordant des lignes de crédit à des banques locales. En 2007, elle a signé avec des établissements de ce type 30 nouveaux projets d'un montant total de 131 millions d'euros. La moitié de ces projets ont également accordé aux banques une facilité pour microentreprises. La BERD a également signé, pour un montant supérieur à 54 millions d'euros, neuf projets de crédit-bail à des PME. En outre, elle a signé un prêt convertible destiné à être rétrocédé à des micro, petites et moyennes entreprises d'Ouzbékistan, un prêt syndiqué pour les PME d'Ukraine, sept prises de participation dans des banques dont l'activité est principalement axée sur les PME et deux fonds d'actions qui investiront dans les PME d'Europe centrale.



Le Programme de consultants locaux de la BERD permet de former des conseillers qui offrent leur savoir-faire aux petites entreprises.



Étude de cas

Prêt aux petites entreprises

Gultoraev Makhmudzhon vit à Kourgan-Tyube, ville du sud-ouest du Tadjikistan. Il a travaillé comme chauffeur de taxi jusqu'à la fin de la guerre civile, après quoi il a décidé d'apprendre à fabriquer des "soundouks", coffres nuptiaux traditionnels. Après un apprentissage de deux ans auprès de son beau-frère, il a décidé de se mettre à son compte.

Chaque année, cependant, la concurrence s'est intensifiée et il a eu du mal à maintenir son rythme de production. Il avait besoin d'argent pour acheter du matériel et des matières premières au prix de gros. À ce moment-là, l'Agroinvestbank informait les entrepreneurs locaux de la possibilité de bénéficier de prêts pour développer leurs entreprises.

Dans un premier temps, M. Makhmudzhon a hésité, car il n'avait jamais travaillé avec une banque et craignait la bureaucratie. En mai 2006, cependant, il a décidé de prendre le risque et a approché l'Agroinvestbank, qui est appuyée par le Mécanisme de financement des micro et petites entreprises tadjikes. Après avoir évalué son entreprise, l'Agroinvestbank lui a prêté 1 360 euros.

M. Makhmudzhon a été surpris de la rapidité avec laquelle l'argent est arrivé et de l'effet qu'il a eu sur son activité : sa production a doublé.

"Grâce à l'argent de l'Agroinvestbank, mon entreprise ne cesse de prospérer", dit-il.

Il emploie aujourd'hui une quinzaine de personnes, qui peuvent gagner jusqu'à 205 euros à la saison des mariages, qui va de l'été à l'automne. Des gens de toute la région viennent lui acheter des soundouks.

Après avoir remboursé son premier prêt, il en a demandé, pour acheter de nouveaux équipements, un second de 4 220 euros, qui a été rapidement approuvé.

M. Makhmudzhon est enthousiaste : "j'apprécie vraiment les bons rapports que j'entretiens avec l'Agroinvestbank. C'est formidable de travailler avec eux. J'espère que cette coopération ne cessera jamais !"

Programme UE/BERD pour les PME

1,2 milliard d'euros

L'un des moyens utilisés par la BERD pour appuyer les PME est le Mécanisme UE/BERD de financement des PME, créé en 1999. C'est le principal instrument qu'elle utilise pour financer les petites entreprises des nouveaux membres de l'Union européenne et des pays candidats à l'adhésion. Actuellement, ce programme se concentre sur la Bulgarie, la Croatie et la Roumanie. Le montant mis à disposition par l'entremise de ce mécanisme est de 1,4 milliard d'euros, dont au moins 80 millions d'euros destinés aux agriculteurs et aux petites entreprises des zones rurales où les financements sont rares.

Ce programme est très efficace pour inciter les intermédiaires locaux à prêter aux petites entreprises. À la fin de 2007, la BERD avait fourni à 42 banques et 39 sociétés de crédit-bail, dans les 11 pays visés par le programme, 110 lignes de crédit d'un montant total de 1,2 milliard d'euros. Au total, plus de 90 000 opérations d'un montant total supérieur à 1,9 milliard d'euros ont été menées auprès de petites entreprises de la région. Le montant moyen des prêts, pour chaque entreprise, n'est que de 22 500 euros, celui des contrats de crédit-bail étant de 19 800 euros. La faiblesse de ces montants permet même aux très petites entreprises de bénéficier du mécanisme.

Outre les prêts, quatre fonds d'actions d'un montant total de 32,5 millions d'euros ont été créés dans le cadre de ce mécanisme pour procurer aux petites entreprises les financements dont elles ont tant besoin. Nombre des banques et sociétés de crédit-bail que le programme appuie ont indiqué qu'une fois le mécanisme arrivé à terme, elles continueront d'accorder aux petites entreprises une place importante dans leur portefeuille.

L'Union européenne appuie le programme par des dons qui prennent la forme d'honoraires au rendement et de services d'assistance technique. Tandis que les honoraires au rendement sont un moyen d'inciter les banques et les sociétés de crédit-bail à proposer des prêts ou crédits de faible montant, l'assistance technique apprend aux personnels locaux à mieux analyser le crédit et la qualité du service qu'ils rendent aux PME.

Plus de 90 000 opérations d'un montant total de plus de 1,9 milliard d'euros ont été réalisées avec les petites entreprises.





05 ÉNERGIE

La promotion de l'énergie durable est au cœur de l'action que mène la BERD. En 2007, la Banque a engagé 934 millions d'euros pour accroître l'efficacité énergétique et développer les énergies renouvelables, améliorant ainsi la sécurité énergétique des pays en transition. Elle a également continué d'encourager la réforme du secteur énergétique, en particulier par des plans d'action pour l'énergie durable et par la concertation.

Secteur énergétique

En 2007, la Banque a continué d'appuyer le secteur énergétique en accordant 402 millions d'euros à un vaste éventail de projets. Les dix projets qu'elle a signés, dont huit l'ont été avec des entreprises privées, financeront des opérations en Arménie, en Azerbaïdjan, en Bulgarie, en Bosnie-Herzégovine, au Kazakhstan, en Roumanie et en Russie, ainsi que dans d'autres parties d'Europe centrale et d'Europe du Sud-Est. On estime qu'ensemble, ces financements permettent d'éviter, chaque année, l'émission de 900 000 tonnes de CO₂.

L'appui à l'énergie durable est au cœur de l'action que mène la Banque et celle-ci veille particulièrement, dans le cadre de son Initiative pour l'énergie durable, à financer des projets de ce type. Les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables permettent d'améliorer la sécurité énergétique tout en stimulant la compétitivité, qui a été, en 2007, l'un des principaux moteurs de l'activité du secteur énergétique.

En Russie, la Banque a continué de jouer un rôle déterminant dans l'amélioration de l'efficacité énergétique par la restructuration du secteur en prenant, aux côtés d'un investisseur stratégique, une participation minoritaire dans la compagnie régionale de production d'électricité TGK-9 (voir page 43). Cette importante prise de participation permet à la Banque d'appuyer l'investissement privé dans le secteur énergétique russe tout en améliorant la protection de l'environnement.

Au Kazakhstan, la BERD a appuyé le plan national de développement énergétique en accordant un prêt de 20 millions d'euros au producteur privé PavlodarEnergo. Les fonds aideront à améliorer le rendement de la centrale, deuxième du Kazakhstan par sa taille, et à réduire les émissions de CO₂. Compte tenu de la croissance rapide du Kazakhstan et de la forte demande d'énergie, le gouvernement et la BERD ont également élaboré un plan d'action durable qui va faciliter les économies d'énergie et améliorer le rendement.

L'énergie renouvelable fait partie intégrante de la politique d'énergie durable de la BERD, son engagement dans ce domaine ayant été illustré, en 2007, par des investissements d'un montant total de 60 millions d'euros. La Banque a pour la première fois investi directement dans un projet d'énergie renouvelable en Europe centrale et orientale depuis que les pays de la région ont commencé à adopter des législations en la matière. Le prêt de 54 millions d'euros (dont 20 millions syndiqués à une banque commerciale) accordé à Vez Svoghe financera la construction de neuf petites centrales hydroélectriques le long de l'Iskar, en Bulgarie. Ce projet met à profit l'expérience considérable qu'a acquise la Banque pour ce qui

est d'appuyer la restructuration et le développement du secteur énergétique bulgare, où elle a, à ce jour, financé des projets pour plus de 2,5 milliards d'euros.

Parmi les autres projets d'énergie renouvelable signés par la BERD, on peut citer le prêt de 25 millions d'euros accordé à EnerCap Power Fund I, fonds régional qui investit principalement dans ce secteur, par exemple dans l'énergie éolienne, en Europe centrale et orientale. Grâce, en outre, au financement d'autres investisseurs institutionnels, les contributions de ce premier tour de table ont atteint, au total, 75 millions d'euros.

En 2007, la BERD a également continué d'appuyer des projets d'énergie durable dans ses pays d'opérations les plus pauvres. Elle a ainsi signé un prêt de 63 millions d'euros destiné à financer la modernisation de la centrale thermique AzDRES, principale centrale électrique d'Azerbaïdjan, ainsi qu'un projet d'un million d'euros destiné à appuyer la construction et l'exploitation d'une petite centrale hydroélectrique en Arménie.

En 2007, également, la BERD a continué de se concentrer sur les prises de participation. Elle a investi, par exemple, 60 millions d'euros dans South Eastern Energy Capital (SENCAP), coentreprise créée pour investir dans des projets énergétiques en Europe du Sud-Est, où l'infrastructure énergétique inefficace et sous-développée freine la croissance économique. Elle s'est également engagée à acquérir des participations minoritaires dans deux compagnies roumaines de production d'énergie détenues par un investisseur stratégique.

Outre le financement de projets individuels, la Banque cherche également à participer à la réforme globale du secteur énergétique. Elle appuie, par exemple, la création et la mise en œuvre de réglementations appropriées pour pallier les incertitudes qui prévalent dans la région. Dans le domaine de l'énergie renouvelable, elle élabore des projets de coopération technique afin d'intégrer cette énergie au réseau et de mettre en place une législation dans des pays tels que la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Mongolie, la Roumanie et l'Ukraine. Enfin, elle mène un vaste dialogue, par exemple au Kazakhstan, où elle a aidé à élaborer une législation sur l'énergie renouvelable.

En 2008 et au-delà, la Banque continuera de se concentrer sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, la régionalisation, la privatisation, la restructuration du marché de l'énergie et les énergies renouvelables.



Les financements de la BERD contribueront à améliorer l'efficacité énergétique des centrales électriques dans l'ensemble de la région.



Les investissements dans les énergies renouvelables sont prioritaires pour la BERD.



Étude de cas

Remplacement des centrales électriques polluantes

Bien que notoirement tristes avec un climat subarctique fait de longs hivers sombres et une immense toundra qui ne fond qu'en juillet et en août, les régions russes de Perm et de Sverdlovsk et la République komi deviennent des lieux de vie de plus en plus attrayants. La raison ? La croissance économique très forte que la région connaît grâce à ses vastes ressources naturelles. La contrepartie de cet essor, cependant, est une demande accrue d'électricité.

Ensemble, les trois régions voisines représentent 6 % du PIB, 5,6 % de la population et 5,5 % de la demande d'électricité russes, avec des secteurs tels que la métallurgie, l'extraction, la transformation et la production de pétrole et de gaz, qui représentent 8 % de la production du pays.

La population locale ne souffre pas de coupures fréquentes, mais c'est le vieillissement du système de production d'électricité qui menace de freiner la croissance, avec un réseau tout simplement incapable de faire face à l'augmentation de la demande. Pour l'ensemble du pays, le secteur a estimé ses besoins d'investissement en 2007-2010 à plus de 88 milliards d'euros.

TGK-9, compagnie qui fournit de l'électricité à des entreprises et à des particuliers de ces régions et est dirigée depuis 2006 par Andreï Makarov, âgé de 46 ans, est consciente de la nécessité immédiate de remplacer les centrales les plus anciennes et les plus polluantes par des unités modernes plus fiables, efficaces et écologiques.

TGK-9 est détenue en partie par Integrated Energy Systems (IES), holding du groupe Renova qui détient plus de 50 % de ses actions. Elle est, depuis sa prise de contrôle par IES, l'un des principaux investisseurs stratégiques privés russes dans le secteur de l'énergie et a été entièrement privatisée par la vente des actions détenues par le gouvernement.

La BERD a signé un accord de participation par lequel elle s'engage à acquérir 5 à 12 % de TGK-9 dans le cadre de la privatisation mise en œuvre au titre de la troisième et dernière phase de la réforme énergétique du pays. L'investissement d'environ 5,1 milliards de roubles (140 millions d'euros) permettra à la compagnie de financer des améliorations qui augmenteront de 66 % la production

d'électricité et de 10 % l'offre de chauffage. Pour recouper l'investissement, il est possible que TGK-9 relève ses tarifs, mais de nouvelles entreprises vont voir le jour et le secteur va pouvoir se développer. Les tarifs ménagers, quant à eux, seront bientôt réglementés. Selon le président d'IES, Mikhail Slobodin, l'accord conclu entre la BERD et IES aidera à améliorer la gestion et à introduire progressivement le concept de gouvernance. Fait important, il aidera également à élaborer avec l'entreprise une politique environnementale équilibrée qui soutiendra sa croissance, et notamment un plan d'action environnementale et sociale assorti de critères précis de gestion écologiquement rationnelle et d'investissements requis pour appliquer les normes environnementales russes et européennes.

Pour la BERD, qui participe à la déréglementation du secteur énergétique russe depuis le début de la restructuration en 2001, c'est là, selon Nandita Parshad, qui dirige l'équipe de la BERD chargée de l'électricité et de l'énergie, une importante opération qui lui permet de montrer aux entités privées comment investir dans le secteur énergétique russe.

Appui aux mesures d'efficacité énergétique

En matière d'efficacité énergétique, la BERD a mis en œuvre, en 2007, un important projet : elle a investi dans Severstal 300 millions d'euros qui doivent l'aider à réduire la consommation d'énergie de ses aciéries russes. Le projet présentera également, du point de vue de l'environnement, l'avantage de réduire de quelque 900 000 tonnes par an les émissions de CO₂ du groupe.

La BERD a prêté 150 millions d'euros, auxquels se sont ajoutés 150 millions syndiqués à des banques commerciales, ce qui fait de ce projet d'efficacité énergétique le plus important jamais entrepris en Russie. Il aidera le premier aciériste du pays à réduire d'environ 8 % sa consommation d'énergie primaire. Severstal est l'un des plus gros consommateurs d'énergie de Russie.

Il s'agit là de l'un des plus vastes programmes d'investissement jamais entrepris par une entreprise industrielle. La BERD espère qu'il montrera clairement aux entreprises russes à forte intensité d'énergie que cette activité est non seulement essentielle, mais aussi, si l'on intensifie les mesures d'efficacité énergétique, commercialement viable.

Les mesures que la BERD financera viseront à améliorer la capacité de production d'électricité de Severstal, à moderniser les usines de production d'oxygène du groupe et à mettre en œuvre des systèmes perfectionnés de gestion de l'énergie.

Énergie durable

En 2007, la BERD a considérablement accru ses investissements dans l'énergie durable, engageant 934 millions d'euros contre 748 millions en 2006. Ces investissements ont été réalisés dans le cadre de l'Initiative pour l'énergie durable, lancée en 2006 pour accroître les investissements dans l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable et veiller à ce que l'énergie durable occupe une place de choix dans tous les projets de la Banque. Sur les projets que celle-ci a signés dans ce domaine en 2007, plus de 60 % ont visé à améliorer l'efficacité énergétique en agissant sur la demande.

Des collaborateurs de la Banque ont visité, en Azerbaïdjan, en Bulgarie, en Croatie, en Lituanie, en Pologne, en Serbie, en Roumanie, en Russie et en Ukraine, 36 entreprises de transformation pour recenser les possibilités d'investissement dans l'efficacité énergétique. Ces compagnies recouvraient de nombreux secteurs – grandes industries à forte intensité d'énergie (aciéries), fournisseurs (distributeurs de gaz) et usagers à plus faible intensité d'énergie (fabricants d'aliments). Des audits énergétiques financés par des dons de coopération technique ont été réalisés dans 18 de ces entreprises.

L'un des secteurs où l'on peut le plus envisager de réaliser des économies d'énergie est l'industrie lourde. En 2007, un important projet a été signé avec le principal aciériste de Russie, Severstal, qui est également l'un des plus gros consommateurs d'énergie du pays (voir encadré).

Un autre projet important mis en œuvre en 2007 a été le projet Enemona, entreprise de bâtiment et de travaux publics bulgare qui est devenue la première société de services énergétiques de la région d'opérations de la Banque en plus de 10 ans. Les sociétés de ce type se spécialisent dans les projets d'efficacité énergétique, organisent leur financement, assurent l'installation et l'entretien des équipements, et suivent les économies d'énergie réalisées par le projet. La BERD a prêté 7 millions d'euros au Fonds bulgare pour l'énergie et les économies d'énergie afin d'inciter les investisseurs privés à conclure des contrats de services énergétiques dans les secteurs industriel et public, y compris les écoles, les hôpitaux et d'autres bâtiments municipaux. Ces contrats seront exécutés par Enemona.

La BERD promeut également l'énergie durable par des lignes de crédit ciblées accordées à des banques locales. En 2007, elle a investi 60 millions d'euros dans le Mécanisme de financement de l'efficacité énergétique slovaque. Des prêts de 15 millions d'euros chacun ont été accordés à quatre banques locales pour rétrocession à des entreprises locales et à des organismes de logement qui souhaitent réaliser des économies d'énergie en isolant, par exemple, des appartements. Le projet a également bénéficié, de la part du Fonds international d'aide au déclassement de la centrale de Bohunice, d'un don de 15 millions d'euros



La BERD a collaboré avec LUKOIL à la mise en œuvre d'un programme environnemental à long terme.



Plus de 130 millions d'euros ont été consacrés au développement et à la modernisation des stations-service OKKO en Ukraine.

qui servira à financer l'assistance technique, les audits énergétiques, les incitations financières accordées aux emprunteurs secondaires et les frais de gestion des banques participantes.

Outre le financement de projets individuels, la Banque adopte, en matière d'énergie durable, une démarche plus large qui passe par le dialogue, l'investissement et la création d'institutions. En 2007, elle a examiné et élaboré des plans et des politiques d'énergie durable avec les gouvernements bulgare, hongrois, kazakh, lituanien, roumain et slovaque.

En 2007, la Banque a bien progressé en termes de développement du marché des crédits carbone dans ses pays d'opérations. Les États et les entreprises privées peuvent, pour respecter leurs objectifs de réduction des émissions en vertu du Protocole de Kyoto, acheter les crédits générés par des projets d'économie d'énergie. Cette mesure permet également à ceux qui génèrent les crédits de bénéficier de financements supplémentaires pour investir dans d'autres projets d'énergie durable.

Pour aider à développer l'échange de crédits carbone, la BERD et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont créé le Fonds multilatéral pour l'échange de crédits carbone, qui a clos, en 2007, son premier exercice sur une réserve de 190 millions d'euros. Les trois administrateurs du Fonds, nommés par le secteur privé, ont signé des lettres mandats avec des entreprises de projets que la BERD finance dans les secteurs de l'énergie renouvelable (en particulier l'hydroélectricité) et de l'efficacité énergétique dans l'industrie et la production d'électricité. Ces lettres seront converties en accords d'achat de droits d'émission en 2008.

Ressources naturelles

En 2007, les investissements que la BERD a réalisés dans le secteur des ressources naturelles se sont concentrés sur l'environnement, l'efficacité énergétique et la durabilité.

Le projet le plus significatif a été un prêt de 102 millions d'euros que la Banque a accordé à LUKOIL pour aider cette entreprise à financer sa stratégie à long terme de protection de l'environnement, qui vise à réduire la pollution et à économiser l'énergie dans toutes les activités qu'elle mène dans les pays d'opérations de la Banque. Un montant supplémentaire de 102 millions d'euros a été syndiqué à des banques commerciales. Le programme, qui remplacera des oléoducs, réduira la combustion en torchère, améliorera la santé et la sûreté et accroîtra l'efficacité énergétique, est considéré comme un exemple à suivre. Le prêt de la BERD et le prêt syndiqué à des banques commerciales ont été assortis de teneurs de dix et sept ans, ce qui en a fait l'une des plus longues facilités non garanties jamais conclues dans le monde de l'entreprise russe.

La BERD a également prêté à Clean Globe International, entreprise finlandaise de prévention et de nettoyage des marées noires, et y a pris une participation. Cette entreprise souhaite ouvrir des centres d'intervention dans plusieurs pays d'opérations de la Banque. Ces centres fourniront d'importantes ressources locales et bénéficieront d'une formation à la prévention des marées noires et à la gestion des déchets. Ils seront particulièrement utiles dans les zones isolées, les climats difficiles ou les régions en développement.

En Mongolie, dernier en date de ses pays d'opérations, la Banque a accordé un prêt de 13,6 millions d'euros à la Mongolyn Alt Corporation (MAK), entreprise charbonnière de taille moyenne. Ce financement permettra à cette dernière de restructurer son bilan, de mettre en place de meilleurs systèmes d'informatique de gestion et de produire en grande quantité un charbon plus propre et de meilleure qualité. Non seulement il appuiera le développement du secteur privé mongol, mais il introduira de nouvelles normes de transparence, de gouvernance et de protection de l'environnement.

En Roumanie, la BERD a aidé l'opérateur national de distribution de gaz, Transgaz, à réduire ses émissions de carbone. Ce projet a été financé par une offre publique initiale à laquelle la Banque a participé en tant qu'investisseur stratégique. Il sera l'un des plus vastes projets de réduction des émissions de carbone menés en Roumanie à ce jour. En dix ans, il pourra aider à réduire les émissions de CO₂ de plus de 3,5 millions de tonnes, ce qui équivaut aux quantités qu'émettent chaque année les ménages de grandes villes telles que Glasgow ou Düsseldorf.

En Ukraine, la BERD a investi dans deux projets de ressources naturelles. Tout d'abord, elle a accordé, avec la Société financière internationale, un prêt syndiqué de 136 millions d'euros à Galnaftogaz pour l'aider à moderniser et développer encore son réseau national de stations-service, ce qui stimulera le développement du secteur privé et la concurrence. Ensuite, elle a pris une participation échelonnée de 11 millions d'euros dans Cadogan Petroleum. Ces fonds serviront à prospecter plus avant, à développer les champs de pétrole et de gaz naturel d'Ukraine et à améliorer les techniques et le savoir-faire utilisés en introduisant de nouvelles théories et techniques de production.

À l'avenir, la BERD continuera d'investir dans des projets qui améliorent l'efficacité énergétique, la durabilité des ressources et la sécurité énergétique, tout en continuant de veiller à ce que les normes les plus rigoureuses de gouvernance, de santé, de sûreté et d'écologie soient appliquées. Elle investira également davantage dans des entreprises pétrolières, gazières et minières plus récentes. Ce faisant, elle pourra faire appliquer ses normes environnementales bien plus tôt dans l'élaboration des projets.

La Banque a renforcé de manière significative ses investissements dans l'énergie durable, avec 934 millions d'euros d'engagements en 2007.

The background of the page is a photograph of a paved road curving to the right, bordered by green grass and trees. The sky is a pale, overcast blue. A dark grey semi-transparent rectangle is overlaid on the left side of the image, containing the page's title and text.

06

INFRASTRUCTURE

Par ses investissements d'infrastructure, la BERD a aidé à assurer un approvisionnement en eau propre, un chauffage urbain efficace et des transports fiables. En 2007, elle a continué d'appuyer la décentralisation des services et la participation du secteur privé par le biais de partenariats public-privé. Ses activités ont continué de se concentrer sur la Russie et sur les pays pauvres du Sud et de l'Est de la région.



Infrastructures municipales et environnementales

En 2007, la BERD a investi dans des projets d'infrastructure municipale et environnementale 318 millions d'euros, auxquels se sont ajoutés 173 millions d'euros de cofinancement. Cet investissement a aidé à améliorer l'approvisionnement en eau, la gestion des déchets, le chauffage urbain, la distribution de gaz naturel et les transports en commun dans les pays d'opérations de la Banque.

La BERD a poursuivi sa politique d'appui à la décentralisation, au commerce et à l'amélioration de l'environnement, veillant à ce que, dans leur immense majorité, ses prêts soient accordés sans garantie souveraine. Plus de 90 % des prêts (294 millions d'euros) sont allés au secteur privé ou, sans garanties souveraines, au secteur public. Environ 45 % des prêts (143 millions d'euros) ont contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En 2007, les activités se sont davantage concentrées sur les entreprises privées d'Europe du Sud-Est, de Russie et d'Ukraine. En outre, la BERD a signé ses premiers projets d'infrastructure municipale en Arménie, en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro.

Dans le cadre de son Initiative pour l'énergie durable, la BERD a accru sa participation à des projets d'efficacité énergétique visant le secteur municipal. En Russie, elle a signé son premier projet de logement municipal – un prêt de 700 millions de roubles (19,5 millions d'euros) destiné à financer, à Sourgout, en Sibérie occidentale, la construction de nouveaux logements municipaux qui seront plus sûrs, mieux chauffés et 30 % plus économes en énergie que les logements actuels, appartements délabrés construits dans les années 1960 et 1970. Le projet vise un triple objectif : créer des logements économes en énergie ; associer le secteur privé à la construction et à l'entretien de ces logements ; et inciter les résidents à participer à la gestion des bâtiments dans lesquels ils vivent. La Banque espère que l'on pourra reproduire la structure et les méthodes du projet dans d'autres régions du pays afin d'associer le secteur privé à l'immense tâche qui consiste à rénover le parc locatif et à créer, pour son entretien, une base nouvelle et économiquement viable.

La Banque a également signé ses deux premières prises de participation dans des entreprises de chauffage urbain privées opérant en Russie et en Ukraine. Cet investissement de près de 4 millions d'euros dans la Société de chauffage urbain de

Taganrog (Russie méridionale) est le premier que la Banque réalise en Russie dans un réseau de chauffage spécialisé. Il accroîtra la participation du secteur privé à ce marché. La Banque a réalisé un investissement similaire de 5 millions d'euros dans la compagnie lituanienne E-Energija pour l'aider à développer ses opérations en Ukraine et appuyer l'amélioration de l'efficacité énergétique en Lettonie et en Lituanie. Dans ces deux opérations, la Banque utilisera sa présence au conseil d'administration des entreprises bénéficiaires pour inciter ces dernières à améliorer leur gouvernance et leurs pratiques commerciales.

Dans le secteur de l'eau, la Banque a investi près de 105 millions d'euros dans Veolia Voda afin d'encourager la participation du secteur privé aux services d'approvisionnement et d'assainissement, en particulier en Russie et en Ukraine (voir page 11).

En Bosnie-Herzégovine, la BERD a accordé aux services de l'eau de Bijeljina, en Republika Srpska, 7 millions d'euros qui aideront à réduire la pollution. Au Monténégro, elle a signé un important prêt qui permettra d'acheminer l'eau du lac Skadar vers les villes côtières pour appuyer le tourisme local en plein essor. En Arménie, elle a prêté 7 millions d'euros qui permettront, par des investissements dans des installations de collecte et de traitement des eaux, de protéger le lac Sevan.

En Bulgarie, la BERD a continué d'investir dans l'infrastructure municipale, signant deux grands projets régionaux. Les prêts ont été accordés aux compagnies des eaux de Stara Zagora (9 millions d'euros) et de Plovdiv (11 millions d'euros) pour financer l'amélioration de l'infrastructure d'approvisionnement et d'assainissement. En Croatie, la Banque a appuyé la nouvelle société Zagreb Holding, finançant des investissements réalisés dans les secteurs de l'eau et du traitement des eaux usées.

Dans le secteur des transports en commun, la BERD a financé, à Kiev (Ukraine), deux grands projets d'achat de rames de métro, de tramways et de bus, chaque prêt étant syndiqué à hauteur de 40 % à des banques commerciales (voir page 50).

En 2008, la Banque renforcera sa collaboration avec des opérateurs privés, notamment en Russie. Elle amplifiera, dans l'esprit de l'Initiative pour l'énergie durable, les gains d'efficacité énergétique réalisés grâce aux projets de logements sociaux et à la modernisation du chauffage urbain. Elle continuera, enfin, de travailler avec des banques commerciales et de mobiliser le soutien de donateurs.



Les investissements dans les installations de traitement des eaux peuvent favoriser le tourisme, par exemple au Lac Sevan, en Arménie.

Transports

En 2007, la BERD a investi 623 millions d'euros dans les transports des pays dans lesquels elle opère. Elle a accordé des prêts dans tous les principaux sous-secteurs – ferroviaire, aviation, routes, ports et transports maritimes.

Les projets ont été répartis sur l'ensemble des pays en transition, mais les prêts ont continué de bénéficier, en grande partie, à la Russie. Dans le même temps, la Banque a continué de se concentrer sur ses pays d'opérations les plus pauvres comme la Moldova et le Tadjikistan.

La Banque a signé sa première prise de participation dans le secteur ferroviaire russe, participant au placement privé d'actions dans Transcontainer, filiale de transport par conteneurs des chemins de fer d'État russes. Elle a également financé Inpromleasing, société indépendante de location de wagons, pour accroître la participation du secteur privé dans le renouvellement du matériel roulant, l'un des principaux buts de la réforme. La Banque a également accordé l'un de plusieurs prêts de faible montant destinés à financer les améliorations urgentes de l'infrastructure ferroviaire du Monténégro.

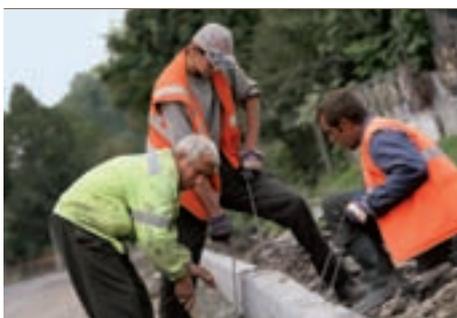
Dans le secteur de l'aviation, les compagnies russes ont également bénéficié d'importants financements de la BERD. La forte demande d'appareils de transport régional, renforcée par la nécessité de renouveler la flotte de lignes intérieures, a conduit la Banque à appuyer la fabrication et la vente d'un nouvel appareil de transport régional de passagers qui sera commercialisé sous la marque "Superjet 100". La Banque a également apporté un appui à la première compagnie russe à bas coûts, Sky Express.

Un bon réseau routier facilitant l'intégration régionale est essentiel au développement économique et à la concurrence et le réseau transeuropéen (RTE), que la Banque a contribué à développer et à améliorer, en est un élément-clé. En 2007, par exemple, la Banque a financé des projets routiers visant à développer ou à améliorer les couloirs RTE d'Albanie et de Serbie.

Ailleurs, au Tadjikistan, un projet de nouveaux équipements d'entretien routier a été appuyé par un don du Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition, auquel la Banque recourt pour investir dans les plus pauvres de ses pays d'opérations. Ce premier prêt accordé par la Banque au secteur routier tadjik lui a permis d'engager, avec le gouvernement, un dialogue sur la réforme de ce secteur.

Projets d'infrastructure municipale et environnementale

318 millions d'euros



La qualité du réseau routier est essentielle aux échanges commerciaux. En 2007, la BERD a investi dans le réseau transeuropéen.



L'infrastructure de transport public est importante pour les grandes villes comme Kiev.



Étude de cas

Remettre sur pied les transports en commun

Le signe vert arborant le grand “M” jaune et les trains bleu vif caractérisent le métro de Kiev depuis près de 60 ans. Le réseau transporte actuellement, dans cette ville de 2,7 millions d’habitants, 600 millions de passagers par an vers 45 stations.

Un trajet en métro coûte 0,50 hryvnia (8 centimes d’euro, tarif inchangé depuis 2001) et bien qu’un nouveau système de billetterie électronique ait été mis en œuvre, les passagers continuent d’utiliser leurs chers jetons en plastique clair.

Les Ukrainiens ne sont pas moins fiers du tramway de leur capitale, qui transporte, avec les bus et les trolleybus, 800 millions de passagers par an. Le tramway de Kiev est devenu le premier d’Europe orientale lorsque deux wagons électriques de style américain sont arrivés de Moscou en 1892 pour circuler parallèlement aux voitures à vapeur et à chevaux. Ils étaient si peu puissants et tellement lents qu’on pouvait y monter et en descendre en marche.

Bien que subventionné à la fois par la Ville et par l’État, le réseau, qui est entièrement détenu par la Ville, est en fait moins subventionné que de nombreux réseaux d’Europe et des États-Unis. À l’instar, cependant, de nombreux réseaux anciens, il est surchargé et vétuste, pâtissant de retards car les bus, trolleybus et tramways doivent souvent être réparés.

Certains passagers ont opté pour des minibus non réglementés, connus pour les accidents, les embouteillages et la pollution qu’ils occasionnent. C’est toutefois le métro, fiable et ponctuel, qui transporte l’essentiel des habitants souhaitant se déplacer rapidement, même au prix d’une certaine promiscuité.

Il faut, par conséquent, que Kiev améliore son réseau de transports en commun. Pour l’aider, la BERD accorde actuellement 100 millions d’euros à Kiev Metropolitan (métro) et à Kiev PasTrans (bus et trolleybus) dans le cadre du premier financement à long terme accordé aux transports municipaux en Ukraine.

Le prêt de 40 millions d’euros accordé au métro de Kiev financera jusqu’à 15 nouveaux trains pour la ligne Syretsko-Pecherska, dite ligne “verte”. En outre, un prêt de 60 millions d’euros accordé à PasTrans permettra d’acheter 225 nouveaux trolleybus et jusqu’à 125 bus diesel ainsi que des installations de réparation et d’entretien.

L’idée est d’améliorer l’efficacité énergétique et l’écologie des transports en commun pour inciter les gens à délaisser leur voiture. Cette mesure devrait améliorer la qualité de l’air de Kiev tout en servant de façon efficace et fiable les personnes qui font quotidiennement la navette entre Kiev et ses environs.

Le nouveau système de billetterie électronique permettra d’ajuster plus précisément les tarifs aux trajets parcourus. Il devrait être en place d’ici à 2009 et coûtera 27 millions d’euros.

Les fonds de coopération technique des gouvernements canadien, finlandais, français, italien et néerlandais ont aidé les entreprises concernées à réaliser des études de faisabilité technique, à mettre au point des plans d’activité à long terme, à mener des audits financiers et à mettre au point des contrats pilotes de service public entre la ville et les entreprises.

Selon Leonid Chernovetsky, maire de Kiev, la solidité de l’économie de la ville s’explique par la bonne santé de l’économie locale et par le développement des investissements étrangers. Pour tirer encore mieux parti de cette situation, il faut que la ville améliore son infrastructure de transports locaux. “La BERD est réputée pour travailler avec les municipalités d’Europe centrale et orientale et nous voulons l’utiliser pour atteindre nos objectifs”, ajoute-t-il.

La Moldova acquiert de l'importance en tant qu'État frontalier situé entre l'Union européenne et les pays situés plus à l'Est. Un bon réseau routier est donc essentiel. C'est pourquoi, en 2007, la BERD a accordé, avec la BEI et la Banque mondiale, des prêts qui serviront non seulement à améliorer les routes elles-mêmes, mais aussi à réformer le financement du secteur routier et à améliorer l'aptitude de l'administration nationale à gérer le réseau routier et à réaliser les travaux requis de façon transparente et efficace. C'était le second projet de transport mis au point dans le cadre d'un mémorandum d'accord signé en 2006 par la Commission européenne, la BERD et la BEI pour faciliter le financement conjoint de projets en Russie, en Europe orientale, dans le sud du Caucase et en Asie centrale.

La BERD a accordé ses premiers prêts à un projet qui vise à moderniser l'infrastructure des ports de Durres en Albanie (projet cofinancé par la BEI et l'Union européenne) et d'Illichivsk en Ukraine (avec la coopération technique de l'Union européenne). Elle a également investi dans le port de Ploče, en Croatie, et dans Rosmorport, en Russie, pour aider cette structure à opérer de manière plus commerciale. Dans ce secteur, les principaux objectifs de la BERD sont notamment d'améliorer la planification commerciale, d'accroître la participation du secteur privé et, dans certains cas, d'améliorer la pratique commerciale. Dans le secteur des transports maritimes, la Banque a aidé, par son financement, à améliorer la flotte marchande d'Ukraine.

La BERD a particulièrement encouragé, au moyen de partenariats public-privé, la participation du secteur privé en Bulgarie, en Europe centrale, en Roumanie, en Russie et dans l'Ouest des Balkans. Enfin, alors que l'aptitude des gouvernements à financer d'importants projets de transport diminue, elle continuera d'investir sans recourir à des garanties souveraines – en particulier en Russie – et appuiera les pays plus pauvres, tels ceux de l'Ouest des Balkans et d'autres situés plus à l'Est.

La BERD a encouragé la participation du secteur privé grâce à des partenariats public-privé en Bulgarie, en Europe centrale, en Roumanie, en Russie et dans l'Ouest des Balkans.



07

SECTEUR DES ENTREPRISES

En investissant dans les entreprises, la BERD incite les pays à réduire leur dépendance à l'égard du pétrole et du gaz et à développer des secteurs tels que l'agro-industrie, le secteur manufacturier, l'immobilier, le tourisme et les télécommunications. Par ses prises de participation et ses prêts, elle aide les entreprises, notamment les plus petites, à créer des emplois, à améliorer leur gouvernance et à mieux protéger l'environnement.

Agro-industrie

En 2007, la BERD a signé, dans ce secteur, 40 projets d'un montant total de 517 millions d'euros. Environ trois quarts de ces projets concernaient des entreprises locales ou de petite taille, ce qui montre la disposition de la Banque à investir dans des entreprises de toutes dimensions. Les nouveaux projets étaient répartis sur 16 pays d'opérations, l'accent continuant de porter sur les pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition vers l'économie de marché. En 2007, au total, 19 projets d'un montant de 39 millions d'euros ont été consacrés à ces pays.

Sur ces 19 projets, deux ont concerné la Mongolie, dernier pays en date à bénéficier des investissements de la BERD. Un prêt de 1,5 million d'euros – le premier visant le secteur des entreprises – accordé au producteur de boissons non alcoolisées Nomun aidera cette entreprise à se développer, à mettre en œuvre de nouvelles techniques et à adopter les meilleures pratiques de gouvernance. La BERD a également pris une participation dans le groupe Monkhangai, qui possède Minii Delguur, principale chaîne de supermarchés du pays. Ce premier investissement dans le secteur mongol de la distribution favorisera l'expansion du groupe, avec la construction de deux nouveaux hypermarchés à Oulan Bator, qui proposeront aux consommateurs une plus grande variété de produits compétitifs et abordables dans de bonnes conditions d'hygiène.

Une autre entreprise locale à avoir bénéficié d'un financement de la BERD en 2007 a été le groupe Victoria, première entreprise agro-industrielle privée de Serbie, qui a obtenu un prêt de 45 millions d'euros pour acheter des produits agricoles et améliorer l'efficacité énergétique de ses installations de production. Ce projet de la Banque est le premier, dans le secteur agro-industriel serbe, à contenir un volet spécifique d'efficacité énergétique. Il représente, en outre, le prêt le plus important accordé à ce jour à une entreprise privée serbe.

Le prêt est accordé à deux filiales du groupe Victoria : Victoria Oil et Sojaprotein. Victoria Oil produit de l'huile comestible et a ouvert, en juillet 2007, la première installation de production de bio-diesel de Serbie. Sojaprotein, première entreprise de transformation de soja de Serbie, travaille avec plus de 400 coopératives et 40 000 agriculteurs. Le projet est un important volet de la stratégie que la Banque met en œuvre pour développer le recours aux prêts garantis par des produits agricoles.

Compte tenu de l'augmentation généralisée des prix alimentaires, la BERD, en 2007, s'est attachée à appuyer les secteurs directement ou étroitement liés à l'agriculture primaire. Elle a, par exemple, accordé un prêt de 10 millions d'euros à Agroinvest, producteur ukrainien membre du groupe MK, l'un des principaux opérateurs agro-industriels d'Europe (voir page 55).

Également en Ukraine, la BERD a acquis une participation dans l'un des premiers producteurs de fromage du pays, Shostka City Milk Factory, qui est détenu par l'un des principaux groupes fromagers mondiaux, le français Bel. Le programme d'investissement doit permettre de moderniser des usines et d'accroître la capacité de production. Dans le même temps, l'assistance technique apportée à un projet de services de conseil a visé à atténuer le caractère saisonnier de la production de lait et à améliorer la qualité en invitant les agriculteurs à partager les installations de traite.

En 2007, la Banque a continué de travailler avec d'autres institutions financières internationales, y compris par l'entremise

du réseau régional de financement de l'agro-industrie EastAgri et en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale. L'augmentation marquée des prix alimentaires dans le monde en 2007 a incité la BERD à intensifier son activité de dialogue, notamment à susciter des discussions entre les responsables politiques et les industriels. En outre, la Banque a utilisé des fonds de coopération technique pour analyser divers sous-secteurs agro-industriels et étudier, par exemple, les moyens d'accroître la production et d'améliorer la qualité des graines de tournesol produites au Kazakhstan.

Face à ces augmentations de prix, l'une des priorités de la BERD a été le dialogue politique, la Banque invitant à investir davantage dans le rendement agricole que dans des contrôles et des barrières tarifaires qui risquent de réduire à néant de nombreuses réformes.

La BERD continuera de travailler avec des entreprises agro-industrielles internationales, régionales et locales pour répondre aux besoins de ses clients tout en tenant compte de l'évolution du marché. Elle continuera d'appuyer des projets agro-industriels dans tous ses pays d'opérations en accordant une attention particulière au Kazakhstan, à la Russie, à l'Ukraine et aux pays aux premiers stades de la transition.

Industries manufacturières

En 2007, la BERD a développé son activité dans le secteur manufacturier. Elle a élargi l'éventail des industries dans lesquelles elle a signé des projets, y incluant la production d'acier et de métaux, le textile, le bois, l'appareillage électrique, les véhicules à moteur et les produits pharmaceutiques. Le nombre d'opérations et le volume investi ont tous deux augmenté de près de 20 %, passant de 36 opérations d'un montant de 715 millions d'euros en 2006 à 42 projets d'un montant de 842 millions d'euros en 2007.

Pour l'essentiel, ces investissements sont allés à la Russie (526 millions d'euros), au Kazakhstan (110 millions) et à l'Ukraine (88 millions), avec des proportions respectives de 63 %, 13 % et 10 %. Les 14 % restants ont été investis dans neuf pays, dont l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Géorgie, la Hongrie, l'Ouzbékistan et la Pologne.

Les investissements que la BERD a réalisés dans le secteur manufacturier sont allés pour environ moitié à la production d'acier et de métaux. En Russie, la Banque a prêté 40 millions d'euros à ChTPZ, premier producteur de canalisations du pays, pour financer la construction d'une nouvelle mini-usine à Pervouralsk. Sa capacité de production sera de 950 000 tonnes par an et elle utilisera des technologies énergétiquement efficaces et émettant peu de carbone.

Dans le cadre de l'engagement qu'elle a pris de financer des projets ayant un fort impact environnemental, la Banque a décaissé l'équivalent de 40 millions d'euros en financements à long terme pour appuyer la croissance et la restructuration de Kagazy Recycling, qui utilise du papier usagé pour produire des articles destinés à être vendus au Kazakhstan. Ce pays, en effet, possède des ressources forestières limitées et importe l'essentiel de ses produits papier. Les fonds serviront à mettre en service de nouveaux équipements qui permettront de plus que doubler la production de papier en la faisant passer de 40 000 tonnes par an à 85 000 tonnes d'ici à 2012.



Étude de cas

Maximiser l'investissement dans l'agro-industrie

L'Ukraine, ancien grenier à blé de l'Union soviétique, possède plus de 36 millions d'hectares de sols fertiles et les meilleures terres d'Europe. C'est la raison pour laquelle Agroinvest, membre du groupe serbe MK, y développe ses investissements.

La terre et les céréales, en Ukraine, ont un énorme retentissement culturel. Le pain est lui-même révéralé et le mot ukrainien pour céréale – "zbizhzhia" – signifie "divinité totale". Agroinvest, qui exploite actuellement 45 500 hectares de terres louées en Ukraine, a dû procéder avec prudence : les entreprises étrangères, en effet, ne sont pas encore autorisées à y acheter des terrains, même si cela devrait changer en 2008.

L'entreprise a été fondée en 1989 par son président actuel, Miodrag Kostić, avec seulement cinq employés. Elle produit aujourd'hui 210 000 tonnes de sucre par an et se développe rapidement grâce, en grande partie, à un financement de la BERD.

La Banque a accordé à Agroinvest un prêt de 10 millions d'euros qui doit l'aider à concevoir une installation moderne de stockage d'une capacité de plus de 100 000 tonnes, qui sera construite à Jagotin, près de Kiev, par l'entreprise d'ingénierie polonaise ARAJ. Ce projet d'investissement étranger, le plus important jamais mis en œuvre en dehors de la capitale ukrainienne, utilisera le savoir-faire et l'expérience serbes pour créer une entreprise énergétiquement efficace sur le sol ukrainien.

Grâce à ce prêt, Agroinvest pourra notamment procéder elle-même au stockage, au séchage et au traitement des grains, sans dépendre de tiers, ce qui lui permettra de répondre aux normes de qualité exigées par le marché – en fournissant par exemple de la betterave sucrière à Nordzucker (société allemande travaillant déjà en partenariat avec MK Group en Serbie), des graines de tournesol destinées à des producteurs locaux et internationaux d'huile alimentaire, ou encore du maïs et du blé.

Actuellement, seuls 10 % des silos du pays sont dans un état satisfaisant. Pour travailler efficacement, par conséquent, Agroinvest doit posséder les siens propres. Avec de nouvelles installations, Agroinvest prévoit de passer à 200 000 hectares dans les années à venir.

"La BERD est la seule institution qui investisse dans la première installation de stockage qu'Agroinvest prévoit de construire en Ukraine et qui pourrait devenir l'une des plus grandes et des plus modernes du pays. Cet investissement revêt, au plan local, une immense importance en termes de création d'emplois, d'incitations pour les ouvriers et d'amélioration de l'environnement social. Il nous aidera également à affronter la concurrence d'autres grandes entreprises agro-industrielles d'Ukraine et favorisera encore le développement de l'agriculture primaire", dit Zeljko Erceg, président d'Agroinvest.

Revitaliser la production de briques

Un exemple typique de projet manufacturier que la BERD appuie est la reconstruction et la modernisation d'une usine bulgare de production de briques. En 2007, la Banque a accordé un prêt de 6,8 millions d'euros à Wienerberger Bulgaria, qui l'utilisera pour reconstruire et moderniser son usine de Lukovit, située à 120 km au nord-est de Sofia.

Wienerberger visera le marché bulgare, proposant des briques produites localement dans un contexte de forte demande et de production insuffisante. L'entreprise, qui proposera des produits de qualité, prévoit d'accroître progressivement sa production et sa part de marché dans les années à venir.

L'usine aura une capacité annuelle de production de plus de 150 millions de briques standard et produira principalement des briques creuses Porothem très isolantes. L'essentiel de la production devrait aller à la construction de logements.

Le projet introduira des technologies modernes dans la production locale et accroîtra l'efficacité, la qualité et la fiabilité des produits. Il stimulera également la concurrence et le transfert de compétences et de savoir-faire vers une entreprise locale, ce qui bénéficiera à tout le secteur.

Wienerberger Bulgaria est une filiale à 100 % de Wienerberger AG, l'un des premiers fabricants mondiaux de briques.

En 2007, la production de matériaux de construction a également attiré d'importants investissements. Un prêt de 40 millions d'euros a été accordé à Cersanit, premier fabricant et distributeur polonais d'accessoires de salles de bain et de carrelages céramiques. Ce prêt financera la mise en place d'installations nouvelles de production d'appareils sanitaires et de carrelages céramiques à Novograd Volinskiy, dans la région de Jitomir, en Ukraine. Le transfert de compétences et de savoir-faire vers ce secteur devrait avoir un puissant effet de démonstration en Ukraine centrale, qui souffre du chômage et d'un manque d'investissement.

Un autre projet qui a eu un puissant effet de démonstration en 2007 est la construction d'une nouvelle usine Volkswagen à Kalouga, en Russie occidentale (voir page 12). Grâce à ce projet, un investisseur stratégique étranger réputé va exercer une influence positive sur la restructuration et la modernisation de l'industrie automobile russe.

Les prises de participation sont pour la BERD un autre moyen efficace d'encourager, grâce à sa position dans les conseils de surveillance, une bonne gouvernance et de bonnes pratiques commerciales. En Bulgarie, par exemple, la Banque a investi 8 millions d'euros dans Svilosa, un producteur de pulpe, tandis qu'en Russie, elle a investi près de 3,5 millions d'euros dans VYSO, fournisseur de services de protection anticorrosion pour structures en métal et en béton établi près de Iekaterinbourg. Ces investissements, qui font partie d'un programme plus vaste de près de 8 millions d'euros, aideront l'entreprise à se développer et à mettre au point de nouveaux matériaux de protection, comme des produits d'ignifugation pour plateformes pétrolières et gazières.

Immobilier et tourisme

La BERD a plus que doublé ses investissements dans l'immobilier et le tourisme, engageant 427 millions d'euros dans de nouveaux projets. En 2007, ce financement a principalement (68 %) pris la forme d'investissements dans des fonds immobiliers. Ces investissements ont continué de se réorienter de l'Europe centrale vers l'Europe du Sud-Est. La Banque a signé des projets en Géorgie, en République kirghize, en Roumanie, en Russie, en Serbie et en Ukraine.

Dans leur majorité, les projets ont couvert plusieurs pays et l'essentiel du financement est allé à des fonds immobiliers et à des coentreprises qui prévoient d'investir sur les nouveaux marchés du Caucase, d'Asie centrale, de Russie et d'Ukraine. Dans ces types de projet, la Banque joue un important rôle d'investisseur principal, qui aide le promoteur à attirer des investissements tiers. Les partenaires qui investissent pour la première fois dans une région sont rassurés d'avoir la Banque comme co-investisseur.



Les briques ultra isolantes Porothem de Wienerberger contribueront à l'efficacité énergétique de l'habitat bulgare.



Le premier centre de tri postal automatisé de Roumanie sera construit avec l'aide de la BERD.

La participation de la BERD aide également à promouvoir les normes internationales dans le secteur de l'immobilier. Elle appuie, en outre, la création de marchés secondaires, ce qui aide à accroître les liquidités et à inciter les investisseurs et promoteurs à intervenir dans le secteur, sachant qu'ils disposent d'une stratégie de sortie.

L'un des projets les plus importants signés par la Banque en 2007 a été une prise de participation de 52,6 millions d'euros dans GS Hotels and Resorts (GSHR), grand groupe hôtelier croate. La Société financière internationale (SFI) a également fourni 39,5 millions d'euros. Ce financement servira à moderniser et à développer les hôtels détenus et gérés par le groupe. Il donnera également à GSHR, qui a été, après la guerre, l'un des principaux artisans du redressement du tourisme croate, les moyens d'exporter son expérience vers des pays voisins comme la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro.

L'un des plus vastes projets régionaux signés en 2007 a été un investissement de 60 millions d'euros dans le fonds immobilier EPG East Euro Asia, qui possède une solide expérience acquise en République tchèque. Ce fonds investira près de 300 millions d'euros dans des projets institutionnels en Russie, dans les pays voisins et en Europe du Sud-Est, privilégiant la promotion plutôt que l'acquisition. Il aidera à introduire de nouveaux investisseurs sur ces marchés et à satisfaire la demande en nouveaux projets.

La BERD a effectué son premier investissement immobilier en Géorgie, accordant à la Georgian Reconstruction and Development Company (GRDC) 39 millions d'euros qui l'aideront à introduire les normes internationales dans les projets d'immobilier commercial mis en œuvre à Tbilissi.

Les investissements au Sud et à l'Est, avec une augmentation des prises de participation, devraient se poursuivre et se développer en 2008 et dans les années suivantes. Les fonds régionaux et les programmes de co-investissement vont continuer de jouer un rôle important dans le développement du secteur, aussi longtemps que le marché restera demandeur.

Télécommunications et nouveaux médias

En 2007, la BERD a investi 156 millions dans les télécommunications et les nouveaux médias, dont 27 millions dans des fonds d'actions. Elle a également mobilisé, par la syndication, 72 millions d'euros supplémentaires. Les projets de la Banque ont favorisé la transition vers l'économie de marché en appuyant le développement régional de réseaux de télécommunications, la création de nouveaux médias et la mise en place de fonds destinés à accélérer le progrès technologique.

La BERD a lancé son premier projet postal en accordant un prêt de 50 millions d'euros à Posta Romana, opérateur national roumain. Dans le cadre d'un programme complet de modernisation, le premier centre de tri automatisé du pays va être construit à Bucarest, tandis qu'un autre centre va être rénové à Cluj.

Dans le domaine des nouvelles technologies, la BERD a accordé 8 millions d'euros à l'entreprise russe Enforta pour l'aider à faire connaître la nouvelle technologie WiMAX auprès des entreprises et des consommateurs de nouvelles villes des régions russes.

La BERD a également investi dans les câblo-opérateurs. En Moldova, elle a accordé à SUN Communications, chaîne câblée et opérateur Internet local, un financement de 5 millions d'euros qui doit l'aider à mener à bien son programme de modernisation et de développement. En Ukraine, elle a investi 15 millions d'euros dans Oisiw Limited pour faciliter la mise en place de réseaux câblés dans les régions d'Ukraine et aider l'entreprise à devenir le principal concurrent de l'opérateur public.

Les opérateurs de téléphonie mobile ont également bénéficié des financements de la BERD. Une prise de participation de 10 millions d'euros dans Bite Lietuva, grande entreprise de téléphonie mobile de Lituanie et de Lettonie, aidera l'entreprise à développer ses opérations régionales et à lancer un service en Estonie. La Banque a également accordé un prêt de 24 millions d'euros à KaR-Tel, au Kazakhstan, pour lui permettre de répondre à la demande de services 3G dans les régions du pays. Cette activité favorisera également le développement du commerce régional.

Dans le secteur des médias, Central European Media Enterprises (CME), premier groupe de télédiffusion d'Europe centrale et orientale, a reçu de la BERD un prêt de 50 millions d'euros qui doit l'aider à moderniser et à agrandir ses studios de Roumanie et d'Ukraine – ce qui aidera également les sociétés de production locales – ainsi qu'à acquérir de nouvelles licences d'exploitation. La Banque a également accordé à Shant, chaîne de télévision indépendante arménienne, plus de 400 000 euros qui l'aideront à investir dans de nouvelles technologies et à renforcer sa position dans le secteur.

Pour encourager le progrès technologique, la Banque a investi dans divers fonds d'actions consacrés à l'innovation. Elle a consacré, par exemple, 10 millions d'euros à NEVEQ, fonds qui investit dans les secteurs informatiques bulgare et roumain. Elle a également engagé 17,5 millions d'euros dans le fonds de capital-risque VTB, fonds mutuel russe à capital limité qui investit dans les sociétés de nouvelles technologies.

Au niveau politique, la BERD a continué de collaborer étroitement avec les organes de réglementation et de décision, finançant par des dons l'élaboration de politiques, la mise en œuvre de réformes juridiques, la mise en application de la réglementation et la privatisation au Kazakhstan, en République kirghize, en Mongolie, en Serbie (Kosovo compris) et au Tadjikistan. Des ateliers tenus avec les ministres des télécommunications des pays aux premiers stades de la transition ont permis d'élaborer, pour le long terme, des politiques d'information et de communication et des projets de coopération régionale.

À l'avenir, la Banque continuera de réorienter son activité d'investissement vers les médias, y compris les médias numériques, les systèmes de fourniture de contenu, les technologies de l'information et les services informatiques.

08

ACTIVITÉS FINANCÉES PAR LES DONATEURS ET COFINANCEMENT OFFICIEL

Les dons des gouvernements et les cofinancements d'institutions financières internationales aident à mettre en œuvre des projets de la BERD et permettent aux clients de bénéficier d'avis d'experts. En 2007, l'appui apporté par des donateurs aux activités prioritaires que sont l'Initiative pour l'énergie durable, le Fonds pour l'Ouest des Balkans et l'Initiative pour les pays aux premiers stades de la transition ont permis à la Banque de développer ses opérations en se concentrant sur l'énergie durable, l'infrastructure et le prêt aux petites entreprises.





Accords de subvention avec les donateurs

89,9 millions d'euros

Activités en 2007

En 2007, le nombre d'activités financées par les donateurs a augmenté. Plusieurs fonds de donateurs ont été créés aux fins de l'Initiative pour l'énergie durable et un nouveau fonds de coopération technique a été créé par la République tchèque. La Hongrie a rejoint la communauté des donateurs de la BERD, portant à 26 le nombre de pays actifs dans ce domaine. Les activités de cofinancement officiel menées avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et d'autres institutions financières internationales ont continué de renforcer les investissements que la Banque réalise dans ses pays d'opérations.

Comme les années précédentes, la BERD a utilisé l'essentiel des dons pour mener des activités de coopération technique ouvrant la voie à des projets qu'elle finance et pour améliorer le climat d'investissement dans ses pays d'opérations. Les dons lui permettent de recruter des experts qui l'aident à développer le savoir-faire de ses clients. Ses domaines d'action prioritaires sont le développement des micro et petites entreprises, l'énergie durable, l'efficacité énergétique, les services d'infrastructure et l'amélioration du cadre institutionnel.

En 2007, la BERD a signé, avec des donateurs, des accords d'un montant total de 89,9 millions d'euros destinés à financer des activités de coopération technique et de cofinancement officiel. Il s'agissait principalement d'accords nouveaux (52,2 millions), mais aussi d'accords de reconstitution de fonds existants (36,7 millions). Comme les années précédentes, la principale contribution (33 millions d'euros) a émané de l'Union européenne, et une proportion croissante (26 millions) a transité par des fonds de donateurs. D'autres dons, enfin, ont été mobilisés aux fins de projets d'investissement spécifiques.

En 2007, le montant total des fonds engagés aux fins de nouveaux projets de coopération technique a atteint 98,2 millions d'euros. Ce chiffre, qui représente une augmentation d'environ 30 % par rapport à 2006, traduit l'intensification des activités de la Banque, en particulier dans les pays les moins avancés – ceux aux premiers stades de la transition – et dans l'Ouest des Balkans. Ces régions ont reçu, respectivement, 25 millions et 20 millions d'euros, qui doivent financer des projets de coopération technique. Pendant ce temps, les montants engagés pour la coopération technique en Ukraine ont atteint 7,8 millions d'euros (contre 6,6 millions en 2006).

L'assistance technique accordée aux nouveaux membres de l'Union européenne, axée sur le financement des micro, petites et moyennes entreprises et sur l'appui à des projets d'énergie durable, a atteint 17 millions d'euros. En Russie, 18 millions d'euros ont appuyé le développement des petites entreprises et la mise en œuvre de projets d'infrastructure et d'amélioration de l'environnement, en particulier dans le cadre du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS). Au Bélarus, au Kazakhstan, au Turkménistan et en Ukraine, des fonds de coopération technique d'un montant de 13 millions d'euros ont été engagés à l'appui de petites et moyennes entreprises (PME), de projets de microfinancement



En 2007, la Hongrie a rejoint le groupe de donateurs de la BERD, portant à 26 le nombre de pays donateurs actifs.



Le fonds multidonateurs pour les pays aux premiers stades de la transition a continué d'aider les pays d'opérations les plus pauvres.

et de plusieurs projets critiques d'infrastructure et d'énergie durable. La BERD accorde à ce dernier secteur une attention particulière : elle y a, en 2007, investi 1,7 milliard d'euros, ce qui veut dire que l'objectif triennal de 1,5 milliard d'euros fixé initialement par l'Initiative pour l'énergie durable a été atteint en deux ans. Dans les années à venir, la Banque va continuer d'accroître ses investissements dans l'énergie durable.

L'appui que l'Initiative pour l'énergie durable reçoit des donateurs est essentiel, car il permet à la BERD de promouvoir et de mettre au point des projets correspondants dans ses pays d'opérations. En 2007, en particulier, la Banque a signé avec des donateurs des accords de financement d'activités de coopération technique d'un montant total de 33 millions d'euros. À ce jour, 15 pays (Allemagne, Autriche, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Taipei chinois), l'Union européenne et deux fonds multilatéraux ont engagé des fonds à l'appui de projets liés à l'Initiative.

L'un des plus importants fonds de donateurs de la Banque – le Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition – a continué de coordonner l'assistance accordée par les donateurs aux pays d'opérations les plus pauvres – Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova, Mongolie, Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan. Les pays qui contribuent au Fonds sont le Canada, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et le Taipei chinois. Les promesses d'assistance technique ont plus que triplé, passant de 14,7 millions d'euros en 2004 à 44,3 millions à la fin de 2007, montant auquel s'est ajouté un cofinancement de 5 millions d'euros provenant des Pays-Bas.

Opérationnel depuis un an, le Fonds multilatéral pour l'Ouest des Balkans est désormais bien établi comme instrument de financement de l'assistance technique et de cofinancement des investissements dans l'Ouest des Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro et Serbie). En 2007, la Hongrie est devenue le 15^e donateur du Fonds et la Norvège, la République tchèque et la Suède ont contribué à sa reconstitution. Les contributions annoncées ont dépassé, au total, 20 millions d'euros (dont 2 millions destinés au cofinancement d'investissements). Sur ce montant, quelque 4,5 millions d'euros ont été approuvés à l'appui de plus de 25 projets plurisectoriels menés dans tous les pays de l'Ouest des Balkans.

En 2007, les dons ont principalement financé des prêts aux micro et petites entreprises et des projets d'infrastructure. Le Fonds pour l'Ouest des Balkans continuera d'appuyer des projets essentiels d'infrastructure nationale et régionale, de développer le secteur financier, d'améliorer les services de conseil aux PME et de renforcer les services municipaux.

Le Mécanisme pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans, créé en 2006, est un fonds d'investissement de

32 millions d'euros auquel l'Italie a, dans un premier temps, alloué 12 millions d'euros. Le but est de proposer principalement des prêts et des prises de participation à des PME prometteuses de la région. En octobre 2007, l'Italie a refinancé le fonds par un nouveau versement de 7 millions d'euros (y compris des co-investissements et des fonds de coopération technique), ce qui porte aujourd'hui, le montant du Mécanisme à 65 millions d'euros.

L'Union européenne, de son côté, apporte également, par l'entremise de l'Agence européenne pour la reconstruction, un appui essentiel dans l'Ouest des Balkans, principalement sous la forme de fonds de coopération technique.

Comme autre initiative fortement appuyée par des dons, on peut citer le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS), qui s'attaque aux problèmes d'environnement que rencontre la région de la dimension septentrionale, à savoir, en particulier, le Nord-Ouest de la Russie (voir page 65). Les problèmes les plus urgents ont trait à l'eau, aux eaux usées, aux déchets solides, à l'efficacité énergétique et aux déchets nucléaires. Le PEDS est financé par l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Russie, la Suède et l'Union européenne. À la fin de 2007, les dons approchaient 243 millions d'euros. Un don de 10 millions d'euros – le plus important à ce jour dans le cadre du PEDS – a été signé en 2007 entre la BERD et l'entreprise russe de gestion des eaux de Vodokanal. Ce don aidera à financer la construction d'une usine de traitement d'eaux usées, à moderniser le réseau de collecte et à moderniser des stations de pompage à Kaliningrad.

Outre les fonds de coopération technique mis en place par les pays donateurs, des institutions publiques œuvrent avec la BERD pour cofinancer officiellement des projets d'investissement. En 2007, cette activité a représenté près d'un milliard d'euros, principalement sous forme de prêts, avec de plus faibles montants sous forme de dons et d'autres types de participation (377 millions d'euros ont été accordés par la BEI sous forme de prêts et de garanties). Des cofinancements officiels ont été fournis pour appuyer le développement des PME, des projets d'infrastructure municipale et environnementale, et la mise en place de réseaux de transport modernes.

Sur ce montant, 61,3 millions d'euros ont été accordés sous forme de dons, principalement à l'appui de projets menés en Europe centrale. Au total, 12,6 millions d'euros ont été fournis pour financer trois investissements d'infrastructure en Albanie, en Géorgie et en Serbie. Trois dons ont été accordés par l'Union européenne et par la Millennium Challenge Corporation des États-Unis. Un don de 48,7 millions d'euros (de l'Union européenne et de deux fonds d'aide au déclassé nucléaire, que l'Union finance en grande partie) a également été accordé pour financer des projets d'efficacité énergétique en Europe centrale. Ces mécanismes accordent des prêts à des entreprises et à des individus pour les aider à réduire leur consommation d'énergie.



Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale s'attache à résoudre les problèmes environnementaux, notamment ceux liés au traitement des eaux usées.



Étude de cas

Promouvoir la production de pommes de terre au Kosovo

Lorsque vous mangez des chips au Kosovo, il y a de fortes chances que ce soient des Vipa, fabriquées dans l'usine Pestova de M. Bedri Kosumi. Durement touché par le conflit de 1999, M. Kosumi, l'un des rares exportateurs kosovars, a repris sa production en 2000 et s'est maintenant agrandi grâce à un investissement de 1,9 million d'euros réalisé par la BERD en échange d'une participation de 33 % au capital de l'entreprise.

Pestova, qui produit déjà des pommes de terres semi-frites surgelées et emballées sous vide, des pommes de terre fraîches entières et les fameuses chips Vipa, va pouvoir, grâce aux nouveaux fonds obtenus, développer son activité et accroître ses exportations. Elle va se doter d'une nouvelle chaîne de transformation de pommes de terre surgelées, notamment d'une machine à fabriquer des frites, de nouveaux espaces pour stocker les pommes de terre, d'une capacité accrue de production de semences, d'un nouvel entrepôt et de nouvelles machines d'emballage.

Tout ceci a été rendu possible par les programmes de redressement des entreprises (PRE) et de consultants locaux (PCL) de la BERD. Déjà bénéficiaire de ces programmes, Pestova a officiellement signé le nouvel accord en octobre dernier, marquant ainsi la première prise de participation de la Banque au Kosovo depuis l'instauration du mandat de l'ONU en 1999.

Les deux années précédentes, Pestova avait bénéficié de l'assistance technique du PRE. Un conseiller avait travaillé avec des consultants locaux pour élaborer un plan d'activité complet, déterminer ce dont l'entreprise avait besoin en matière d'investissement et engager avec le Mécanisme BERD-Italie pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans les négociations qui allaient déboucher sur cet accord novateur réalisé en octobre.

Le PRE a conseillé à Pestova de se spécialiser dans la fabrication de chips et lui a recommandé d'exporter vers l'ERY de Macédoine – Skopje a reçu ses premières livraisons en mai 2007. Il lui a suggéré d'acheter des programmes de comptabilité financière et de gestion pour produire un bilan conforme aux normes comptables internationales. Il lui a aussi fortement recommandé de recruter un comptable permanent.

Une autre proposition importante a été de créer le premier centre de stockage ventilé du Kosovo et, avec l'aide de l'entreprise néerlandaise Agrico et l'approbation du Ministère kosovar de l'agriculture, le premier centre agréé de production de semences de pommes de terre du pays. Avec un modèle de référence et un programme intensif de formation (auquel ont participé 45 agriculteurs qui fournissent des pommes de terre à Pestova), le PRE a aidé à lancer la production de sorte que les chips Vipa représentent maintenant

17 % du marché intérieur et sont de même qualité que les marques importées.

Bernard Jouglard, conseiller principal de l'équipe du PRE, juge l'évolution de l'entreprise "spectaculaire". Avant l'intervention du PRE, dit-il, l'activité de Pestova était purement agricole. "Elle est rapidement devenue totalement industrielle", ajoute-t-il.

Des contrats de livraison de pommes de terre nouvelles ont été signés avec des agriculteurs albanais et, grâce aux installations de stockage ventilées d'une capacité de 600 tonnes, l'usine est assurée d'être approvisionnée toute l'année.

Selon Claudio Viezzoli, directeur de la BERD pour l'Ouest des Balkans, le projet montre que des entreprises modestes, mais rentables et bien gérées, acquises au principe de la bonne gouvernance et possédant un bon plan d'activité peuvent très bien bénéficier d'un financement de la BERD. Comme aucun autre investisseur ne propose de prises de participation aux PME du Kosovo, on espère que cette opération incitera d'autres entreprises locales dynamiques à rechercher des financements innovants, qui favoriseront la croissance de l'économie locale, encore en développement.

Renforcement des entreprises

Pour aider les entreprises locales à s'adapter aux exigences de l'économie de marché, la Banque fait appel à deux programmes de dons : le Programme de redressement des entreprises (PRE) et le Programme de consultants locaux (PCL) – ci-après désignés "les Programmes". Tandis que le premier s'attache à modifier l'organisation et la structure globales des petites et moyennes entreprises (PME), chargeant des cadres occidentaux d'aider les équipes de direction à acquérir de nouvelles compétences, le second fait appel à des consultants locaux pour aider les micro et petites entreprises à améliorer leurs résultats. Ce double programme est maintenant pleinement intégré aux activités générales de la BERD, ce qui en fait l'un des principaux éléments de l'appui qu'elle apporte aux petites entreprises et aux initiatives qu'elle mène en faveur des pays aux premiers stades de la transition et de ceux de l'Ouest des Balkans.

En 2007, les Programmes ont mobilisé plus de 15 millions d'euros de dons et, pour la première fois, 4,7 millions d'euros supplémentaires accordés par la BERD pour mettre en œuvre des opérations du PCL dans 13 pays. Depuis leur lancement en 1993, les Programmes ont mobilisé plus de 162 millions d'euros auprès de donateurs de plus de 20 pays, de l'Union européenne (principal donateur) et de divers fonds et initiatives multilatéraux.

En 2007, le PRE a lancé plus de 120 projets, principalement dans l'Ouest des Balkans, en Asie centrale et dans le Caucase. Le PCL, quant à lui, a lancé près de 950 projets, principalement dans les pays aux premiers stades de la transition. Récemment, il a également lancé un nouveau programme au Tadjikistan et ouvert un bureau supplémentaire à Karakol, en République kirghize. Quelque 650 consultants ont été recrutés aux fins des projets lancés en 2007. Évalué par le Département d'évaluation de la BERD, le PCL a été jugé "satisfaisant".

Il existe de solides parallèles entre les activités des deux programmes et les priorités d'investissement de la BERD. Leurs experts et consultants sont à même de conseiller la BERD avant tout financement, et plus de 100 entreprises ont été orientées par eux vers les équipes de la BERD et vers diverses sociétés de placement qu'elle finance. Ils peuvent, en outre, offrir des services de conseil en organisation et en investissement.

Les Programmes sont à l'avant-garde du développement des entreprises dans la région d'opérations de la BERD. En octobre 2007, une nouvelle stratégie pour 2008-2010 a été approuvée. Cette stratégie envisage d'étendre les Programmes à des régions où les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont besoin d'un appui intensif, en particulier dans les zones rurales de Russie et d'Ukraine. La BERD s'emploie à approfondir les Programmes en les aidant à évaluer leur impact sur la transition, principal critère qui régit les projets de la Banque. Elle s'attachera, en particulier, à renforcer ses activités de développement de marchés, comme la formation et les services de conseil aux MPME, et à améliorer la viabilité des services consultatifs en renforçant les institutions. Les Programmes renforceront également l'appui aux institutions locales intéressées et favoriseront la concertation entre la BERD et les gouvernements.

Enfin, ils étendront leurs activités dans les domaines prioritaires que sont l'efficacité énergétique, la protection de l'environnement, l'égalité des sexes, le développement rural et l'appui aux jeunes entrepreneurs.

Le programme de redressement des entreprises et le programme de consultants locaux font désormais partie intégrante du travail de la BERD et sont des éléments-clés du soutien qu'elle apporte aux petites entreprises.

09

SÛRETÉ NUCLÉAIRE

D'importants travaux se poursuivent pour assurer la sûreté du réacteur nucléaire de Tchernobyl. En 2007, ces travaux ont donné lieu à la signature de deux contrats portant sur le confinement d'une tranche détruite et sur l'achèvement d'une installation de stockage du combustible nucléaire irradié. Enfin, le Plan directeur stratégique finalisé en 2007 énonce des mesures qui visent à réduire les risques que présente, pour l'environnement et la sécurité, l'héritage de la Flotte soviétique du Nord.



Deux importants contrats ont été signés en 2007 : l'un portant sur la mise au point et la construction d'un nouveau confinement – vaste construction en forme d'arche – qui renfermera en toute sécurité la tranche 4 détruite de la centrale nucléaire de Tchernobyl ; l'autre portant sur l'achèvement d'une installation de stockage du combustible irradié.

La signature du premier contrat a parachevé une procédure très poussée, qui a vu de nombreux experts et conseillers indépendants ukrainiens et internationaux aider la BERD et les donateurs. Ce contrat, d'une valeur de plus de 450 millions d'euros, est le plus important conclu dans le cadre du Plan de mise en œuvre du sarcophage, dont le coût est estimé à environ 1 milliard d'euros. La mise en œuvre du Plan est financée par le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, fonds de donateurs que la BERD administre au nom de 29 pays et de l'Union européenne.

Une fois achevé, le nouveau confinement empêchera l'eau de s'infiltrer et la poussière contaminée de s'échapper. Il offrira également un environnement de travail sûr pour les futures activités de démantèlement et de gestion des déchets. La structure sera conçue pour durer au moins 100 ans.

L'autre contrat, que finance le Compte pour la sûreté nucléaire (CSN), prévoit la mise en place d'une installation provisoire de stockage sec du combustible irradié des tranches 1, 2 et 3, actuellement stocké dans des conditions qui ne conviennent pas au long terme et qui empêchent de déclasser les installations. Le consortium Holtec, qui s'est vu attribuer le marché, utilisera les bâtiments existants et les unités de stockage en béton construites dans le cadre d'un précédent contrat pour traiter, puis stocker pendant 100 ans le combustible irradié. Les donateurs du CSN ont approuvé, pour la mise au point de ce projet, un financement qui pourrait dépasser 150 millions d'euros.

Assistance internationale au déclassement

En 2007, l'activité des Fonds internationaux d'assistance au déclassement s'est poursuivie conformément au programme approuvé par les donateurs. Ces fonds aident la Bulgarie, la Lituanie et la République slovaque à déclasser et à fermer de façon anticipée leurs centrales nucléaires de type Tchernobyl ou de conception soviétique de la première génération.

Les projets de déclassement de ces centrales – Bohunice V1, Ignalina et Kozloduy 1-4 –, qui visent à mettre en place des installations et des moyens de gestion des déchets radioactifs et du combustible irradié, sont désormais opérationnels.

D'importants progrès ont également été faits pour ce qui est d'aider le secteur énergétique à compenser la perte de capacité de production due au déclassement des centrales nucléaires. Des lignes de crédit destinées à appuyer des mesures d'économie d'énergie et des sources d'énergie renouvelables, introduites dans un premier temps en Bulgarie avec l'aide du Fonds Kozloduy, sont aujourd'hui proposées dans nombre d'autres pays d'opérations de la Banque. En 2007, par exemple, un mécanisme de ce type a été créé en République slovaque, où il a bénéficié d'un don du Fonds Bohunice.

En Lituanie, la procédure de passation de marché pour la construction à Elektrine d'une nouvelle centrale au gaz à cycle combiné de 400 MW a été lancée. Les donateurs du Fonds Ignalina ont approuvé, pour 2007-2010, une contribution de 260 millions d'euros qui doit aider à achever la nouvelle installation et à moderniser les unités existantes.

En 2008, le second réacteur de Bohunice V1, en République slovaque, sera fermé. Ignalina 2, en Lituanie, deviendra donc le dernier réacteur de conception soviétique de la première génération à fonctionner dans l'Union européenne. Il fermera en 2009.

Depuis leur création en 2001, les trois fonds ont reçu plus de 1,2 milliard d'euros de l'Union européenne et de 16 pays donateurs. L'Union européenne est, globalement, le principal contribuant.

Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale

Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS), qu'administre la BERD, a franchi en 2007 une étape importante avec l'élaboration du Plan directeur stratégique. Ce plan donne un aperçu complet de la façon de traiter les risques nucléaires, radiologiques et environnementaux que présente l'héritage de la Flotte soviétique du Nord dans le Nord-Ouest de la Russie. Les donateurs du Partenariat, y compris la Russie, ont jugé le Plan très utile pour coordonner les programmes en cours et décider de nouvelles activités d'assistance.

Le Plan prévoit notamment le déclassement de l'entrepôt de combustible irradié abandonné et fortement contaminé de la baie d'Andreïev, ainsi que la vidange et le déclassement du navire de servitude Lepse, qui est mouillé à Mourmansk et contient du combustible irradié endommagé et des déchets radioactifs. Le coût de ces opérations dépassera probablement 60 millions d'euros.



En 2007, des contrats ont été signés pour la construction de nouvelles installations de confinement et de stockage de combustible irradié à Tchernobyl.



Traitement du combustible irradié près de la baie d'Andreïev, en Russie.





10

ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE LA BERD

Environ 85 % des projets de la BERD évalués en 2007 ont eu sur la transition un impact allant de “satisfaisant” à “excellent”. Au total, 58 % des projets évalués depuis 1996 ont obtenu la note “satisfaisant” ou “très satisfaisant”.

Évaluation indépendante

La BERD évalue ses activités pour déterminer dans quelle mesure elles atteignent leurs objectifs et sont conformes à son mandat. Les enseignements qu'elle tire de cette évaluation lui permettent d'améliorer la sélection et la conception de ses futures opérations. Les projets sont généralement évalués un à deux ans après la fin des décaissements, une fois l'investissement achevé. L'impact des projets de la Banque sur la transition est évalué par son Département de l'évaluation, organe indépendant de son Département des opérations bancaires. Le Responsable de l'évaluation, qui dirige le Département, rend compte exclusivement au Conseil d'administration de la Banque.

Impact sur la transition

Le Département de l'évaluation examine l'impact qu'ont les projets de la BERD sur un secteur particulier et sur l'ensemble de l'économie. Les critères utilisés pour déterminer l'impact d'un projet sur la transition sont les mêmes que ceux utilisés pendant la phase de sélection et d'approbation. On évalue notamment la mesure dans laquelle le projet favorise la privatisation, valorise les compétences, encourage la concurrence et appuie le développement des marchés. On cherche à savoir, en outre, si le projet appuie la réforme des institutions, améliore le fonctionnement de l'économie, sert de modèle et fixe de nouvelles normes de conduite et de gestion des affaires.

Depuis 1996, le Département a évalué 574 projets, dont 55 % ont obtenu, en matière d'impact sur la transition, une note "bon" ou "excellent", et 23 % la note "satisfaisant". Le graphique 1 présente les résultats des évaluations annuelles réalisées de 1996 à 2007.

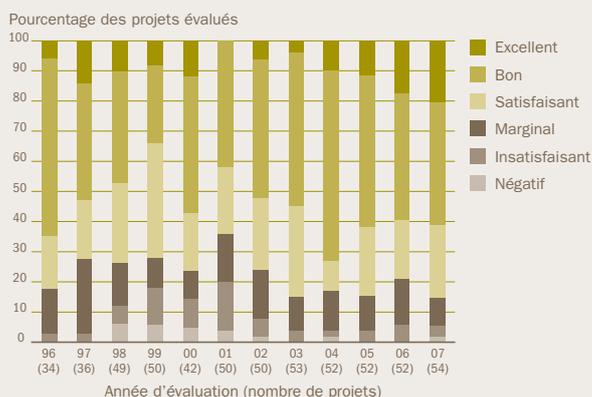
En 2007, 15 % des projets évalués ont obtenu, en matière d'impact sur la transition, une note allant de "marginal" à "négatif". Ce résultat est conforme à ceux obtenus depuis 2003 et est à comparer à ceux obtenus pendant la période 1997-2002, au cours de laquelle davantage de projets ont obtenu une telle note. Pendant cette même période, on a constaté, pour ce qui est du nombre de projets obtenant la note "excellent", une amélioration constante qui s'est poursuivie en 2007.

Cela peut s'expliquer en partie par l'impact décroissant de la crise financière russe de 1998. Les projets évalués au tournant du siècle ont pu, en effet, être affectés par les retombées de cette crise, qui a compromis la viabilité de certains d'entre eux et les a empêché de réaliser leur plein potentiel.

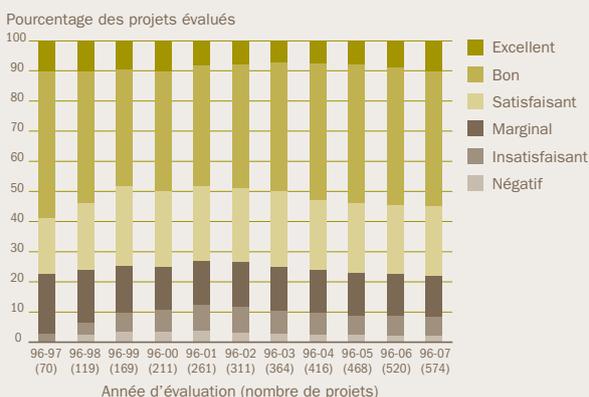
Les projets évalués ces dernières années, en particulier dans le secteur privé, ont principalement été approuvés après ces événements et n'ont probablement pas rencontré les mêmes difficultés. On notera que les notes se sont fortement améliorées entre 2001 et 2004, pour se stabiliser quelque peu depuis.

En 2007, 85 % des projets ont obtenu, pour leur impact sur la transition, une note allant de "satisfaisant" à "excellent". Le graphique 2 présente les résultats cumulés des projets évalués depuis 1996. Il montre que les notes positives se stabilisent à un niveau relativement élevé situé entre 75 et 80 %.

Graphique 1
Impact sur la transition des projets de la BERD, 1996-2007



Graphique 2
Impact cumulé sur la transition des projets de la BERD, 1996-2007





Étude spéciale Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition

En 2007, le Département de l'évaluation a réalisé une étude spéciale des résultats que le Fonds pour les pays aux premiers stades de la transition a obtenus depuis sa création en novembre 2004. Le Fonds fait partie du programme global que la Banque met en œuvre pour favoriser la transition vers l'économie de marché et atténuer la pauvreté dans les plus pauvres de ses pays d'opérations. Il utilise les contributions de donateurs pour financer des activités d'assistance technique en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, en Moldova, en Mongolie, en Ouzbékistan, en République kirghize et au Tadjikistan.

L'évaluation porte sur deux niveaux : les structures globales de gouvernance et de gestion, d'une part, et les activités menées pour déterminer les résultats obtenus et les enseignements qui pourront être mis à profit, d'autre part. À ce stade précoce de son existence, le Fonds a été noté "satisfaisant". Il a donné des premiers résultats prometteurs pour ce qui est de l'utilisation globale des ressources et des activités qu'il a financées. Les structures de gouvernance et de gestion sont bien établies et utilisées. La procédure de sélection et d'exécution des projets est solide. La note globale est neutre en ce qui concerne "l'impact" (sur la transition et la réduction de la pauvreté) et la "viabilité", ce qui s'explique par le faible degré d'avancement des activités que finance le Fonds.

Il ressort de l'évaluation que le Fonds est indispensable pour mettre en œuvre le programme d'aide aux pays aux premiers stades de la transition et les stratégies correspondantes de la BERD. Ce programme a constamment besoin de dons pour appuyer des projets d'investissement et des activités complémentaires de renforcement des capacités. Plusieurs exemples ont confirmé que les financements de la BERD peuvent aider des clients à bénéficier de conseils financés par la coopération technique, tandis que pour introduire de nouveaux instruments dans ce cadre, par exemple pour le financement des moyennes entreprises, la Banque a besoin de dons de coopération technique en raison du coût relativement élevé des projets et des risques encourus.

L'étude a montré que le Fonds possède un avantage comparatif sur la coopération technique bilatérale en ceci qu'il permet d'accéder à des ressources disponibles et "non liées". Elle a également montré que les pays qui ont le plus utilisé le Fonds sont ceux qui ont le plus progressé sur la voie de la transition et ont, par conséquent, offert à la BERD les meilleures chances d'améliorer sa contribution. Il faudrait, cependant, que les donateurs et la Banque clarifient la façon dont ils envisagent de traiter les questions sociales et de la pauvreté, et les liens de ces questions avec les objectifs que vise le Fonds en matière d'impact sur la transition.



Étude spéciale Secteur financier

En 2007, le Département de l'évaluation a réalisé une étude spéciale de la politique que la BERD mène dans le secteur financier (actualisée pour la dernière fois en 1999) et des résultats qu'elle a obtenus dans ce secteur. Il a évalué les résultats obtenus par 101 projets signés entre 1999 et 2006 (soit un tiers des projets signés pendant la période de sept ans). Ces projets ont consisté à appuyer, par des prises de participation, des emprunts, des assurances, des crédits-bails et des prêts, de petites et moyennes entreprises de 27 des pays d'opérations de la Banque (projets régionaux exclus).

Les évaluateurs ont étudié la mesure dans laquelle les projets ont atteint les objectifs de la politique de 1999 ainsi que la pertinence, l'efficacité, l'efficience et l'impact global de ces projets. Ils ont conclu que globalement, les activités menées par la Banque dans le secteur financier avaient été "satisfaisantes".

Ils ont estimé, néanmoins, que la Banque devrait davantage s'employer à renforcer les institutions et politiques d'appui au marché qui sont essentielles pour instaurer et maintenir la confiance dans le secteur financier. À l'avenir, la Banque va devoir s'attaquer au manque de volonté politique qui persiste, dans un certain nombre de pays, pour ce qui est de mener à bien les réformes nécessaires à la mise en place d'un secteur financier viable.

L'étude conclut par un certain nombre de recommandations qui visent à renforcer encore l'efficacité de l'action que la Banque mène dans le secteur financier. Cette action, en particulier, serait plus efficace si l'on réorientait les priorités pour s'attaquer aux problèmes de transition qui subsistent, comme la réglementation et la supervision dans certains pays, et si l'on coordonnait ces priorités avec les mesures d'amélioration du climat d'investissement, y compris par la concertation.

Résultat d'ensemble des activités de la BERD

Pour son évaluation, le Département de l'évaluation attribue à chaque projet une note globale. Cette dernière donne un poids considérable à l'impact sur la transition, mais tient également compte d'autres indicateurs tels que la réalisation des objectifs du projet, les résultats financiers, la performance environnementale et l'additionnalité (aptitude de la Banque à compléter des sources de financement privé sans s'y substituer).

Depuis 1996, 58 % des projets évalués ont obtenu la note "satisfaisant" ou "très satisfaisant" (voir graphique 3). Ce pourcentage peut varier fortement d'une année à l'autre (atteignant, par exemple, 73 % en 2004, mais seulement 46 % en 2001), mais il s'est globalement amélioré depuis 2001. En 2007, le nombre de projets notés "très satisfaisant" a été moins élevé que les années précédentes, mais davantage ont été notés "satisfaisant", ce qui donne, globalement, un même tableau positif.

La proportion des projets ayant obtenu la note globale "satisfaisant" ou "très satisfaisant" est bien inférieure au pourcentage de projets qui ont reçu une note allant de "satisfaisant" à "excellent" pour leur impact sur la transition (85 % en 2007). Cet écart s'explique en partie par les notes plus basses attribuées pour les résultats financiers, imputables au climat d'investissement à haut risque dans lequel opère la Banque, en particulier dans les pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition.

En outre, les progrès limités de la réforme institutionnelle et la lenteur de l'exécution des programmes de privatisation ont accru les risques d'investissement. En 2007, cependant, cinq projets ont obtenu la note globale "très satisfaisant". Au vu des données réunies depuis 1996, le Département de l'évaluation conclut que la Banque a mené ses opérations avec un succès relatif, conformément à son mandat, compte tenu en particulier de l'environnement difficile dans lequel elle opère. Comme mentionné plus haut, les notes obtenues ont généralement connu une hausse depuis 2001.

Application des enseignements aux nouveaux projets

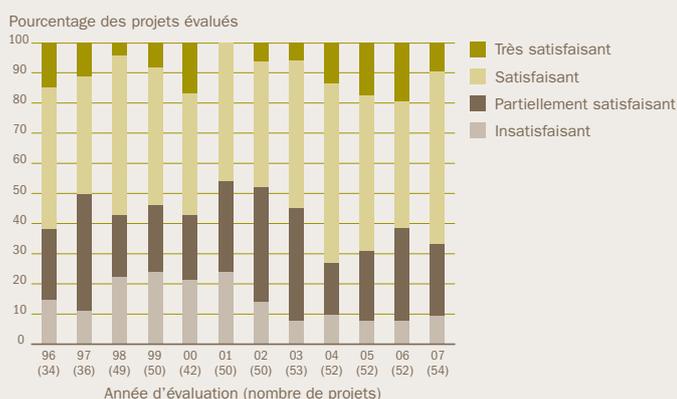
L'une des principales fonctions de l'évaluation est de faire en sorte que les nouveaux projets bénéficient de l'expérience acquise. Pour ce faire, les équipes de la Banque et le Département de l'évaluation commencent par se consulter de manière intensive sur les enseignements tirés de l'évaluation des projets. Un feedback est assuré à chaque stade du processus d'approbation des projets pour s'assurer que le personnel opérationnel est informé de l'expérience acquise correspondante.

Des ateliers sur des études de cas sont organisés et adaptés aux besoins des équipes de la Banque. Le Département de l'évaluation présente également des exposés sur des projets individuels à la Direction et au Conseil d'administration de la Banque. Il gère en outre, à usage interne, une base de données qui contient plus de 2 600 fiches sur les enseignements tirés.

Le présent chapitre fournit, au moyen d'études de cas portant sur des projets satisfaisants et moins satisfaisants, des exemples d'enseignements tirés en 2007.

Graphique 3

Classement des résultats d'ensemble des projets évalués de la BERD, 1996-2007





Projet satisfaisant Développement d'un réseau de téléphonie mobile en Asie centrale

La BERD a prêté plus de 34 millions d'euros à une société de téléphonie mobile d'Asie centrale pour qu'elle développe son réseau. Au total, la moitié du prêt a été syndiquée à des banques commerciales.

Le but était d'encourager la concurrence, le développement du marché et le transfert de compétences. La société existait depuis quelque temps, mais n'était pas parvenue à mettre en place l'infrastructure aussi rapidement que prévu du fait de différends entre les propriétaires précédents. Le nouveau propriétaire était un important opérateur de télécoms et souhaitait concurrencer le principal acteur du marché local en améliorant son produit et en acquérant de nouveaux clients bien plus rapidement que son concurrent. Il était mieux à même de commercialiser la marque et de mettre à profit l'expérience et les compétences acquises dans ses pays d'opérations.

Le projet a été noté "satisfaisant" en raison du développement du réseau et de l'accroissement substantiel de la clientèle de la société. Il en a également résulté une nette amélioration des résultats financiers. L'impact sur le marché a été positif. La réduction des tarifs, cependant, ne se fait que progressivement car il n'existe que deux grands opérateurs GSM actifs dans le pays et la libéralisation du réseau téléphonique global prend plus de temps que prévu.

Le principal enseignement de ce projet est que pour réussir, il faut avoir mis en œuvre une libéralisation poussée et créé un solide organe de réglementation. L'existence d'un réseau peut avoir un impact sur le marché et la concurrence, mais cet impact ne sera entier que si, par son assistance technique, la Banque favorise la concertation avec le gouvernement, comme dans le cadre de ce projet.



Projet satisfaisant Restructuration et privatisation d'une grande banque commerciale

La BERD a acquis, avec une autre institution financière internationale, une participation minoritaire de blocage dans une grande banque en vue de sa privatisation. Cette banque était jusque là détenue par l'État.

Le projet avait pour but d'examiner et d'adapter les politiques, la capacité et la gouvernance de la banque. Les accords signés entre les parties ont été assortis de conditions très strictes pour garantir le bon déroulement de la privatisation, l'exercice s'effectuant dans un contexte d'incertitude économique et de marché défavorable.

Dans le cadre de la privatisation, des changements ont été apportés au statut et aux procédures de la banque. D'importantes améliorations ont également été apportées à son orientation stratégique, à son action commerciale et à sa fonction de contrôle. Une équipe d'employés de la banque a été chargée de suivre les opérations et d'en rendre compte à la BERD.

Suite à un appel d'offres, il a été reçu un certain nombre d'offres irrévocables visant l'acquisition d'une participation majoritaire et la prise de contrôle de la banque. Le projet a été noté "très satisfaisant". En appuyant la privatisation d'une grande banque, il a accru la crédibilité du processus de privatisation et a contribué à rétablir la confiance dans le secteur bancaire du pays. Il a également montré qu'un programme de renforcement des institutions bien conçu et mis en œuvre peut accroître la valeur économique du bénéficiaire.



Projet moins satisfaisant Coentreprise manufacturière

La Banque a accordé un prêt à une coentreprise qui intégrait deux entreprises d'industrie lourde ; l'une, locale, fournissait les matières premières ; l'autre, étrangère, des technologies avancées et l'accès aux clients stratégiques du marché mondial. La coentreprise a construit une nouvelle usine destinée à fabriquer un produit de qualité pour un marché industriel techniquement exigeant qui devait se mettre en place dans le pays.

Pour que le projet réussisse, il fallait que le partenaire local améliore la qualité de ses matières premières. La qualité de la production serait démontrée si l'entreprise prenait une part du marché.

Le projet a été noté "partiellement satisfaisant". L'usine est certes entrée en service, mais en retard et avec un dépassement de coûts, et la demande escomptée pour le produit final ne s'est pas matérialisée. Il a bien subsisté un marché, mais dans un créneau moins exigeant. Le partenaire étranger a mis fin à sa collaboration.

La coentreprise, en outre, avait été conçue comme une opération autonome, distincte de ses deux promoteurs, une commission forfaitaire étant versée par l'un des partenaires pour transformer les matières premières en produit fini de qualité. Cette structure a obscurci les résultats financiers et économiques, car la commission n'a pas été ajustée lorsque la valeur commerciale du produit fini a augmenté, ce qui a amoindri l'effet de démonstration du projet. À l'avenir, par conséquent, il faudrait éviter d'adopter une structure similaire, même si elle parfois peut réduire le risque bancaire lorsque le promoteur du projet n'est pas très solide.



Projet moins satisfaisant Privatisation d'un fabricant de textile

En 1999, la BERD a acquis une participation minoritaire dans un fabricant de tissus de laine cardée, à qui elle a prêté près de 5 millions d'euros. La participation de la BERD a été cofinancée par un fonds spécial d'investissement. La Société financière internationale a également contribué à la prise de participation et au prêt.

Ce projet avait pour but de privatiser la participation majoritaire détenue par l'État (le reste continuant d'être détenu par la direction et les employés) et de restructurer et moderniser les installations de l'entreprise pour l'aider à pénétrer les marchés internationaux – principalement occidentaux. Des accords ont été conclus en mars 2000, après quoi l'entreprise a été privatisée et le plan de restructuration mis en œuvre.

L'entreprise est parvenue à réorienter son activité des marchés traditionnels de la CEI vers ceux plus exigeants de l'Europe occidentale et d'autres parties du monde. Sans l'appui d'un investisseur stratégique, cependant, elle a eu du mal à faire face au resserrement du marché, dû d'une part à la contraction de la consommation de ses produits de base, d'autre part aux faibles coûts de production des producteurs d'Extrême-Orient. Ce changement d'environnement a montré que le plan de restructuration n'avait pas résolu les problèmes liés à une structure de coûts non compétitive et à un modèle commercial dépassé. La BERD et les autres actionnaires ont alors confié leur capital et leurs prêts à des investisseurs industriels locaux qui ont, depuis, repris l'exploitation de l'entreprise.

Compte tenu de l'incapacité de la société à se moderniser et à atteindre ses objectifs financiers, l'impact global de ce projet sur la transition et son résultat global ont tous deux été notés "insatisfaisant". Le projet a montré à quel point il importe, pour tout investissement dans une installation existante, de viser dès le départ des normes de compétitivité internationales, ce qui peut se révéler difficile sans investisseur stratégique.

Évaluation des activités de coopération technique

Le Département de l'évaluation a évalué quelque 550 missions de consultants que le Programme de coopération technique de la BERD a financées pour plus de 150 millions d'euros provenant de plus de 30 donateurs. Si l'on tient compte des missions évaluées dans le cadre des études spéciales, ce chiffre dépasse 1 500 et représente un financement de plus de 450 millions d'euros.



Projet satisfaisant Développement institutionnel par la coopération technique

Pour l'aider à faire face au développement du tourisme, la BERD a proposé, dans une optique de développement institutionnel, ses services de coopération technique à une administration portuaire. Ce projet a consisté à élaborer un plan d'activité, une stratégie commerciale, une comptabilité IFRS et un organigramme. Il a bénéficié d'un premier versement de 198 000 euros, suivi d'un complément de 150 000 euros.

Le projet a été mis en œuvre en 2004 et 2005. Il s'est déroulé conformément aux stratégies de pays et sectorielles de la Banque, a complété – et non remplacé – des sources de financement privées et a atteint ses objectifs, même si une rallonge de fonds a été nécessaire. Globalement, le projet a été noté "satisfaisant".

Le principal enseignement est que la Banque devrait réaliser davantage d'études avant de se lancer dans un projet de développement institutionnel par la coopération technique, en particulier lorsque l'institution est relativement immature et que le bénéficiaire n'a aucune expérience des critères internationaux. La coopération initiale a été très peu efficace, car les séminaires et documents de base utilisés n'ont pas suffi pour permettre au bénéficiaire d'appliquer les connaissances acquises. Ce n'est que la méthode d'apprentissage sur le tas utilisée par la suite qui a donné tous les résultats attendus.

Dans ces conditions, on préconise une approche en deux temps : premièrement, une étude préliminaire relativement brève réalisée avec l'aide éventuelle d'un expert et suivie, au besoin, d'une étude approfondie ; deuxièmement, une coopération technique visant le développement institutionnel, qui doit être suffisamment étendue dans le temps pour donner des résultats.



Projet moins satisfaisant Appel d'offres et passation de marché dans le domaine des transports urbains

En 2003, la Banque a approuvé l'affectation de fonds de coopération technique à des consultants chargés de faciliter l'adjudication de plusieurs lignes de bus d'une municipalité et l'achat d'un nouveau système de billetterie. Ce projet n'a été exécuté qu'en partie et a été noté "partiellement satisfaisant".

Le projet de billetterie a été, malgré de graves retards, noté "satisfaisant". La prestation technique des consultants a été jugée bonne, mais le manque de communication interne entre les consultants et les personnels temporaires a entraîné des retards d'exécution, aggravés par la lenteur de décision de la municipalité pour ce qui était d'approuver les dossiers d'appel d'offres. Un appel d'offres international, cependant, a fini par être mené à terme, le contrat de fourniture et d'installation du système de billetterie a été signé en décembre 2006 et l'installation et les essais devaient être terminés en juin 2008. Les consultants ont supervisé la sélection du système et le processus, une fois enclenché, s'est achevé sans difficultés.

Le projet de coopération technique lié aux lignes de bus a été noté "insatisfaisant". Le consultant a produit les documents de présélection et les contrats de service public devant régir les rapports entre la ville et les exploitants privés des lignes. Ces documents ont été présentés à la municipalité en 2004 pour approbation, mais suite à des élections locales, la volonté politique de poursuivre a semblé faire défaut. De nouvelles lignes de bus ont encore été concédées au cas par cas à des exploitants locaux, et des contrats de service inspirés de ceux établis par les consultants ont récemment été signés par des opérateurs privés. En 2007, des élections ont suscité l'espoir que le projet renaisse, mais rien de tel ne s'est encore produit.

Le projet a souligné la nécessité de sélectionner un consultant qui ait non seulement des compétences techniques, mais aussi l'habitude de fournir des résultats concrets dans l'environnement politique parfois complexe des pays d'opérations de la Banque.

11

PASSATION DES MARCHÉS

La BERD offre de nombreuses opportunités aux fournisseurs, prestataires de services et consultants. En 2007, la Banque a financé, dans le secteur public, 138 marchés d'une valeur de 2 232 millions d'euros.

Politique en matière de passation des marchés

La BERD applique les principes de non-discrimination, d'équité et de transparence à tous les marchés de travaux, de produits et de services. Ces principes, énoncés dans le document *Politique et règles de passation des marchés*, sont conçus pour promouvoir l'efficacité, garantir l'application des meilleures pratiques et réduire les risques dans la mise en œuvre des projets financés par la Banque. La BERD attend de tous les participants au processus de passation des marchés qu'ils adoptent les critères d'éthique et de conduite les plus exigeants durant l'appel d'offres et la réalisation de ces marchés.

Les clients du secteur privé peuvent appliquer leurs propres méthodes de passation des marchés, à condition que la BERD les juge acceptables commercialement et que des prix équitables soient obtenus. Le client doit également s'assurer de l'absence de conflits d'intérêts et de la préservation des intérêts de toutes les parties impliquées dans le processus. Des règles plus précises s'appliquent à la passation des marchés dans les opérations du secteur public, où la BERD demande que les clients appliquent des procédures structurées et transparentes qui optimisent la concurrence et l'équité pour tous les participants. La Banque assure un suivi rigoureux de la passation des marchés à toutes les étapes du processus.

Activités relatives à la passation des marchés en 2007

En 2007, la BERD a entrepris de réviser la politique et les règles de passation des marchés. Elle a lancé une consultation publique sur les points essentiels qui pourraient donner lieu à des révisions de sa politique. Elle réexamine également le fonctionnement et l'organisation du Département de la passation des marchés. Pour accroître encore la transparence de ses activités, la Banque a également publié sur son site web son *Annual Procurement Review*, qui passe en revue les marchés publics qu'elle a entièrement ou partiellement financés en 2006.

La BERD a continué de travailler activement avec d'autres banques multilatérales de développement pour harmoniser les documents d'appel d'offres relatifs aux marchés publics. En octobre 2007, elle a rencontré des représentants de ces banques et de la Confédération des associations internationales d'entrepreneurs (CICA) pour étudier des propositions de révision de la version harmonisée du contrat de passation de marché qui figure actuellement sur le site web de la Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC). Elle a également participé à la réunion de Tunis des responsables de la passation de marchés, laquelle a examiné les systèmes nationaux et les dossiers standard harmonisés d'appel d'offres.

Tout au long de 2007, la BERD a continué de fournir des services d'appui à la passation de marchés. À ce titre, elle a notamment proposé une formation à l'exécution de projets aux responsables de la passation des marchés de trois entreprises pétrolières et gazières russes, et présenté cette formation et les possibilités d'intervention à des entreprises de construction italiennes.

Elle a également tenu des séminaires avec des fournisseurs, entrepreneurs et consultants locaux à Prague et à Bratislava pour les inciter à participer à des procédures de passation de marchés liées à des projets qu'elle finance.

En 2007, les projets financés par la BERD se sont traduits par 138 marchés publics d'une valeur de 2 232 millions d'euros, dont 1 418 millions financés par la Banque (soit environ 63 % de la valeur d'ensemble des marchés). En 2006, ce chiffre était de 98 marchés d'une valeur de 1 361 millions ; la valeur d'ensemble des marchés a donc augmenté de 64 % en 2007. En 2007, la valeur des marchés issus de procédures d'appels d'offres ouvertes a été de 2 155 millions d'euros, soit 96,5 % de la valeur d'ensemble des marchés. Les marchés relatifs aux projets d'infrastructures municipales, environnementales et de transports ont atteint 1 636 millions d'euros, représentant 100 des 138 marchés, soit respectivement 72,5 % et 73 % (en valeur) des marchés du secteur public passés en 2007.

Le nombre de marchés publics liés à des projets financés par la BERD a augmenté par rapport à 2006 et leur valeur est nettement plus élevée. En 2007, en outre, le nombre de "réserves" et de plaintes reçues par la Banque en matière de passation de marchés a diminué : 5 réserves et 11 plaintes contre 12 et 15, respectivement, en 2006.

Une "réserve" est un problème signalé à la BERD par un soumissionnaire à propos du processus de passation ou d'attribution d'un marché. La réserve est transmise à l'autorité contractante afin que celle-ci traite et résolve le problème avec la partie concernée.

Si les deux parties ne peuvent parvenir à un arrangement ou à un accord, la réserve passe au statut de plainte. La BERD suspend alors le processus de passation du marché et diligente une enquête.

En 2006, la Banque a reçu une plainte concernant la passation du marché relatif au nouveau confinement que doit financer le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, qu'elle administre. Suite à un examen approfondi de cette plainte, la BERD a conclu qu'elle était infondée. Elle s'est donc employée, avec une équipe d'experts et d'observateurs, à résoudre, avec le consortium principal, les questions en suspens conformément au dossier d'appel d'offres, à la procédure convenue et à la politique de la Banque en matière de passation des marchés. Ces discussions ont abouti à la signature d'un contrat en juillet 2007.

Opportunités en matière de passation des marchés

Pour mieux faire connaître les opportunités relatives aux projets qu'elle finance, la BERD publie régulièrement des informations sur les marchés à venir dans la rubrique de son site web intitulée "appels d'offres" : www.ebrd.com/fr/oppo/procur.htm

12

ORGANISATION ET PERSONNEL

La BERD met son personnel au cœur de la mission qu'elle accomplit. En 2007, ses recrutements extérieurs ont atteint leur niveau le plus élevé depuis cinq ans. La Banque a continué d'accroître sa présence dans ses pays d'opérations en mettant en œuvre une nouvelle politique qui place davantage l'accent sur la mobilité géographique et en proposant des programmes de formation et des outils de téléapprentissage au personnel de ses bureaux locaux.

Ressources humaines

La BERD appuie l'action de ses employés en mettant en œuvre une stratégie de ressources humaines appropriée qui se fonde sur un engagement positif auprès du personnel, sur l'écoute des différents départements, sur l'innovation, sur le professionnalisme et sur la transparence. Élément important du modèle d'activité de la Banque, cette stratégie veille à ce que la qualité, les résultats et la satisfaction du personnel soient constamment alignés sur les besoins de l'activité.

La diversité du personnel est un élément essentiel de la mission de la BERD. À la fin de 2007, la Banque employait 1 349 agents dans 32 bureaux répartis dans 26 pays. Au total, 57 nationalités sont représentées, avec des employés d'origines sociales et de spécialités différentes, tous déterminés à se perfectionner, à relever les défis de leur travail et à réaliser les objectifs de l'organisation.

Personnel

Fin décembre 2007, la BERD avait 1 052 employés basés à Londres, contre 1 018 en 2006. Les effectifs des bureaux locaux s'élevaient à 297 personnes, contre 261 en 2006. Le ratio hommes/femmes chez les cadres de la BERD est d'environ 1,58:1.

Recrutement

Au total, 202 candidats externes ont été recrutés en 2007, ce qui représente le nombre le plus élevé des cinq dernières années. Ces recrutements ont été motivés non seulement par le renouvellement du personnel (11 % en décembre 2007), mais aussi par l'accroissement des effectifs. Pour répondre aux exigences du modèle d'activité, de nouveaux agents ont été recrutés à Londres et dans les pays d'opérations (deux tiers et un tiers, respectivement), la priorité étant donnée à des candidats de qualité, compétents et ayant l'esprit d'initiative. Comme les années précédentes, la Banque a recruté principalement dans le secteur privé, mais également dans d'autres institutions financières internationales, à l'université et dans l'industrie. Cela a permis de diversifier les compétences, les expériences et les points de vue dans l'organisation.

Mobilité

Plus de 60 employés ont pris leurs fonctions dans un lieu différent en 2007, passant du siège de la Banque à Londres vers des bureaux locaux ou inversement. Cette mobilité a été appuyée par une nouvelle politique prévoyant une réglementation claire, complète et cohérente de tous les aspects liés aux affectations géographiques.

La mobilité géographique du personnel est essentielle à l'activité de la Banque. Elle appuie l'objectif stratégique consistant à accroître le nombre de spécialistes des activités

bancaires déployés dans des bureaux locaux, nombre qui, à la fin de 2007, représentait environ la moitié des cadres du Département des opérations bancaires. En outre, la mobilité offre aux employés l'occasion d'atteindre leurs objectifs professionnels et de s'accomplir en travaillant dans un autre pays.

Rémunération

Le programme de rémunération et de prestations de la BERD tient compte des caractéristiques de ses différentes implantations. Face aux dynamiques marchés de l'emploi qui s'offrent à Londres et dans la plupart des pays où elle opère, la Banque a continué de veiller à ce que ses salaires restent compétitifs à Londres et dans l'ensemble de la région. Elle a, en outre, continué de renforcer sa culture du résultat, récompensant les individus en fonction de leur performance et de leur contribution. Cette volonté s'est traduite, en 2007, par une importante différenciation des primes versées aux cadres.

Formation et perfectionnement

Attachée au perfectionnement de ses employés, la BERD offre à ces derniers tout un éventail de programmes de formation. En 2007, le nombre de formations proposées a fortement augmenté du fait des nombreux recrutements effectués par la Banque. Au total, plus de 3 400 journées de formation ont été dispensées en 2007, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport à 2006.

Vu le nombre important d'employés désormais affectés à des bureaux locaux, il est devenu essentiel de proposer des formations locales. Outre le nombre accru de formations qu'elle dispense dans ces bureaux, la BERD développe ses outils d'apprentissage en ligne et de téléapprentissage. Depuis 2007, l'Open Learning Centre propose sur Internet un apprentissage libre des langues et, sur son intranet, un référentiel pour responsables. Pour les nouveaux employés, la Banque a mis au point de nouveaux modules d'apprentissage en ligne destinés à faciliter leur insertion dans les bureaux locaux et au siège. Ces modules seront mis en œuvre en 2008.

Environnement de travail

La rénovation du siège de Londres s'est achevée en novembre 2007. Dans le cadre de ce projet, des travaux essentiels d'ingénierie et de rénovation ont été menés sur 24 mois. Ces travaux ont dû tenir compte de la réglementation en vigueur en matière de santé et de sûreté, des pratiques recommandées, des besoins et préoccupations du personnel, et de la nécessité de réaliser des économies d'énergie et de mieux protéger l'environnement. Le bâtiment respecte désormais les normes les plus récentes, y compris sur les plans de l'éclairage, de la ventilation et de la sécurité, ce qui crée un meilleur environnement pour le personnel et pour les visiteurs.

Principaux responsables de la BERD

Au 4 avril 2008

Président Jean Lemierre

Opérations bancaires

Premier Vice-Président Varel Freeman

Bureau de direction

Planification stratégique et opérationnelle
(rend compte également au Département finance) Josué Tanaka

Comité des opérations, Secrétariat Frédéric Lucenet

Développement des entreprises Lesia Haliv

Gestion des contentieux Will Newton
(rend compte également au Service de la gestion des risques)

Fonds propres Lindsay Forbes

Efficacité énergétique et changement climatique

Directeur principal Josué Tanaka

Directeur Terry McCallion

Énergie et ressources naturelles

Groupe d'affaires, Directeur Riccardo Puliti

Ressources naturelles Kevin Bortz

Électricité et énergie Nandita Parshad

Institutions financières

Groupe d'affaires, Directeur Kurt Geiger

Participations Anne Fossemalle

Relations avec les banques Jean-Marc Peterschmitt

Fonds d'actions Kanako Sekine

Institutions financières non bancaires Vacant

Infrastructure

Groupe d'affaires, Directeur Thomas Maier

Infrastructures municipales et environnementales Jean-Patrick Marquet

Transports Sue Barrett

Europe centrale, Ouest des Balkans et

Télécommunications, informatique et médias

Groupe d'affaires, Directeur Peter Reiniger

Croatie (bureau de Zagreb) Charlotte Ruhe

Hongrie, République slovaque, République tchèque et Slovaquie (bureau de Bratislava) François Lecavalier

Pologne et États baltes (bureau de Varsovie) Dragica Pilipovic-Chaffey

Albanie, Bosnie-Herzégovine, ERY de Macédoine, Monténégro et Kosovo Claudio Viezzoli

Serbie (bureau de Belgrade) Hildegard Gacek

Télécommunications, informatique et médias Michelle Senecal de Fonseca

Russie, Agro-industries, Immobilier et tourisme

Groupe d'affaires, Directeur Alain Pilloux

Russie, secteur des entreprises
(bureau de Moscou) Eric Rasmussen

Russie, relations avec le gouvernement
(bureau de Moscou) Alexander Orlov

Russie, institutions financières (bureau de Moscou) Marina Petrov (par intérim)

Russie, infrastructures et énergie
(bureau de Moscou) Natasha Khanjenkova

Agro-industries Gilles Mettetal

Immobilier et tourisme Sylvia Gansser-Potts

Europe du Sud-Est, Asie centrale et Caucase

Groupe d'affaires, Directeur Olivier Descamps

Ukraine (bureau de Kiev) Kamen Zahariev

Roumanie (bureau de Bucarest) Claudia Pendred

Bulgarie (bureau de Sofia) James Hyslop

Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie et Moldova
(bureau de Tbilissi) Michael Davey

Asie centrale Masaru Honma

Kazakhstan (bureau d'Almaty) André Kūšvek

Mongolie (bureau d'Oulan Bator) John Chomel-Doe

Initiative pour les pays aux premiers stades de la transition George Krivicky

Groupe pour les petites entreprises Chikako Kuno

Programmes de redressement des entreprises et de consultants locaux Charlotte Salford

Contrôle

Groupe d'affaires, Directeur Gavin Anderson

Finance

Vice-Président Manfred Schepers

Trésorerie

Trésorier Axel van Nederveen

Trésorière adjointe et responsable du financement Isabelle Laurent

Syndications de prêts

Directeur Lorenz Jorgensen

Budget et politique financière

Directeur principal Chris Holyoak

Planification stratégique et opérationnelle

Directeur principal Josué Tanaka

(rend compte également au Département des opérations bancaires)

Contrôle financier et opérations

Directeur Nigel Kerby

Informatique

Directeur Tim Goldstone

Gestion des risques, Ressources humaines et Sûreté nucléaire

Vice-Président Horst Reichenbach

Gestion des risques

Directeur Michael Williams
Crédits/Analyse des transactions David Klingensmith
Risque de crédit des opérations de trésorerie Bryan Brinkley
Examen du portefeuille-crédits Mike Hesketh
Groupe de gestion du risque de portefeuille Vacant
Projet de système de gestion des risques Irena Postlova
Gestion des contentieux (*rend compte également au Département des opérations bancaires*) Will Newton
Risque opérationnel Julie Williams

Ressources humaines

Directeur Paolo Gallo
Directrice adjointe, Rémunérations et prestations Ingrid de Wee
Directeur adjoint, Recrutement général Matthew Hubbard

Sûreté nucléaire

Directeur Vince Novak

Initiatives et programmes de coopération

Directeur Alexander Auboeck

Cofinancement officiel

Directeur Gary Bond

Administration et Environnement

Vice-Président Brigita Schmögnerová

Administration, passation des marchés et services de consultants

Directeur de l'administration Jaroslav Wojtylak
Santé et sécurité Alan Drew
Directeur, Passation des marchés et achats Dilek Macit (par intérim)
Directeur, Services de consultants Dilek Macit

Environnement et développement durable

Directeur principal Alistair Clark

Secrétariat général

Secrétaire général Horst Reichenbach (par intérim)
Secrétaire général adjoint Nigel Carter
Sous-secrétaire général Colm Lincoln

Département de l'évaluation

Responsable de l'évaluation (rend compte au Conseil d'administration) Fredrik Korfker

Bureau des affaires économiques

Directeur des affaires économiques Erik Berglof
Directeur adjoint et Directeur de la conception et de l'évaluation des projets Hans Peter Lankes
Directeur de la stratégie de transition et de l'analyse des pays Alan Rouso
Directeur des études d'orientation et de la stratégie sectorielle Fabrizio Coricelli

Bureau des affaires juridiques

Directeur des affaires juridiques Emmanuel Maurice
Directeur adjoint des affaires juridiques Gerard Sanders
Directeur adjoint des affaires juridiques Norbert Seiler
Sous-directeur des affaires juridiques Stephen Petri

Unité d'administration des opérations

Directeur Vacant

Gestion des documents et archives

Chef d'unité Anne Crétal

Bureau de la déontologie

Responsable de la déontologie Enezy Quinones

Audit interne

Responsable de l'audit interne Ray Portelli

Communication

Directrice Brigid Janssen

Bureau du Président

Conseiller du Président Alexandre Draznieks

Gouverneurs et gouverneurs suppléants

Au 31 décembre 2007

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
Albanie	Genc Ruli	Sherefedin Shehu
Allemagne	Peer Steinbrück	Thomas Mirow
Arménie	Vardan Khachatryan	Tigran Sargsyan
Australie	Peter Costello	Greg Hunt
Autriche	Wilhelm Molterer	Kurt Bayer
Azerbaïdjan	Heydar Babayev	Samir Sharifov
Bélarus	Vladimir Semashko	Nikolai Zaichenko
Belgique	Didier Reynders	Jean-Pierre Arnoldi
Bosnie-Herzégovine	Sven Alkalaj	Aleksandar Dzombić
Bulgarie	Plamen Oresharski	Dimitar Kostov
Canada	James M. Flaherty	Leonard J. Edwards
Chypre	Michael Sarris	Christos Patsalides
Corée, République de	O-kyu Kwon	Seongtae Lee
Croatie	Ivan Šuker	Zdravko Marić
Danemark	Bendt Bendtsen	Michael Dithmer
Égypte	Fayza Abouelnaga	Rachid Mohamed Rachid
ERY de Macédoine	Trajko Slaveski	Zoran Stavreski
Espagne	Pedro Solbes Mira	David Vegara Figueras
Estonie	Ivari Padar	Tea Varrak
États-Unis	Henry M. Paulson Jr	Reuben Jeffery III
Fédération de Russie	German Gref	Sergey Storchak
Finlande	Jyrki Katainen	Pekka Huhtaniemi
France	Christine Lagarde	Xavier Musca
Géorgie	Nika Gilauri	Roman Gotsiridze
Grèce	George Alogoskoufis	Ioannis Sidiropoulos
Hongrie	János Veres	Géza Egyed
Irlande	Brian Cowen	David Doyle
Islande	Björgvin G Sigurðsson	Kjartan Gunnarsson
Israël	Stanley Fischer	Yarom Ariav
Italie	Tommaso Padoa-Schioppa	Ignazio Angeloni
Japon	Fukushiro Nukaga	Toshihiko Fukui
Kazakhstan	Bakhyt Sultanov	Anvar Saidenov
Lettonie	Atis Slakteris	Kaspars Gerhards
Liechtenstein	Klaus Tschütscher	Roland Marxer
Lituanie	Rimantas Šadžius	Ramunė Vilija Zabulienė
Luxembourg	Jean-Claude Juncker	Jean Guill
Malte	Tonio Fenech	Michael Bonello
Maroc	Salaheddine Mezouar	Abdeltif Loudyi
Mexico	Agustín Carstens	Alejandro Werner
Moldova	Igor Dodon	Marin Molosag
Mongolie	Ulaan Chultem	Alag Batsukh
Monténégro	Igor Lukšić	Milorad Katnić
Norvège	Kristin Halvorsen	Rikke Lind
Nouvelle-Zélande	Winston Peters	Jonathan Hunt
Ouzbékistan	Rustam Sadykovich Azimov	Odil Husnutdinovich Juraev
Pays-Bas	Wouter Bos	Maxime Verhagen
Pologne	Slawomir Skrzypek	Arkadiusz Huzarek
Portugal	Fernando Teixeira dos Santos	Carlos Costa Pina
République kirghize	Aziz Aaliev	Marat Alapaev
République slovaque	Ján Počiatek	Ivan Šramko
République tchèque	Miroslav Kalousek	Zdeněk Tůma
Roumanie	Varujan Vosganian	Mugur Isărescu
Royaume-Uni	Alistair Darling	Douglas Alexander
Serbie	Vacant	Vacant
Slovénie	Andrej Bajuk	Andrej Kavčič
Suède	Anders Borg	Per Jansson
Suisse	Doris Leuthard	Jörg Reding
Tadjikistan	Murodali Mukhamadievich Alimardonov	Mirali Sabdalievich Naimov
Turkménistan	Amanmyrat Toilyev	Guvanchmurad Geoklenov
Turquie	Ibrahim Çanakci	Cavit Dağıdaş
Ukraine	Mykola Azarov	Volodymyr Stelmakh
Banque européenne d'investissement	Dario Scannapieco	Marta Gajecka
Communauté européenne	Joaquín Almunia	Klaus Regling

Président du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant l'Italie
(Tommaso Padoa-Schioppa)

Vice-Présidents du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant le Canada
(James M. Flaherty)

Gouverneur représentant le Monténégro (Igor Lukšić)

Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs dans le cadre de la BERD. Il délègue la majeure partie de ses pouvoirs au Conseil d'administration, qui conduit les opérations générales de la Banque et qui, entre autres, fixe les orientations et prend les décisions concernant les prêts, les prises de participation et les autres opérations conformément aux orientations générales arrêtées par le Conseil des gouverneurs.

Le Président de la Banque préside le Conseil d'administration. Il dirige l'institution selon les orientations fournies par ce dernier et, en sa qualité de chef de l'administration, est responsable de l'organisation de la Banque et des nominations de personnel.

Administrateurs et administrateurs suppléants de la BERD

Au 31 décembre 2007

Administrateur	Administrateur suppléant	Pays ou entités représentés
László Andor	Pavel Štěpánek	Hongrie/République tchèque/République slovaque/Croatie
Terence Brown	Walter Cernoia	Banque européenne d'investissement
Alain de Cointet	Francis Mougenez	France
Anne Counihan	Ib Katznelson	Irlande/Danemark/Lituanie/ERY de Macédoine
João Cravinho	Stefanos Vavalidis	Portugal/Grèce
Sven Hegelund	Baldur Pétursson	Suède/Islande/Estonie
Ole Hovland	Jari Gustafsson	Norvège/Finlande/Lettonie
André Juneau	Judith St George	Canada/Maroc
Tae Hwan Kim	Peter Reith	République de Corée/Australie/Nouvelle-Zélande/Égypte
Elena Kotova	–	Fédération de Russie/Bélarus/Tadjikistan
Vassili Lelakis	Carole Garnier	Communauté européenne
Kazimierz Marcinkiewicz	Kalin Mitrev	Pologne/Bulgarie/Albanie
Kazuya Murakami	Hiroyuki Kubota	Japon
Michael Neumayr	Hedva Ber	Autriche/Israël/Chypre/Malte/Kazakhstan/Bosnie-Herzégovine
Igor Podoliev	Virginia Gheorghiu	Ukraine/Roumanie/Moldova/Géorgie/Arménie
Enzo Quattrociocche	Ugo Astuto	Italie
Gonzalo Ramos	David Martínez Hornillos	Espagne/Mexique
Simon Ray	Jonathan Ockenden	Royaume-Uni
Manuel Sager	Turan Öz	Suisse/Turquie/Liechtenstein/Ouzbékistan/République kirghize/Azerbaïdjan/Turkménistan/Serbie/Monténégro
Joachim Schwarzer	Rainald Roesch	Allemagne
Jean-Louis Six	Irena Sodin	Belgique/ Luxembourg /Slovénie
Mark Sullivan	–	États-Unis d'Amérique
Jan Willem van den Wall Bake	Hans Sprokkreeff	Pays-Bas/Mongolie

Composition des comités du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2007

Comité d'audit

Simon Ray (Président)
Terence Brown (Vice-Président)
Alain de Cointet
Kazimierz Marcinkiewicz
Igor Podoliev
Enzo Quattrociocche
Mark Sullivan

Comité de la politique financière et des opérations

László Andor (Président)
Jean-Louis Six (Vice-Président)
João Cravinho
Sven Hegelund
Elena Kotova
Vassili Lelakis
Gonzalo Ramos
Jan Willem van den Wall Bake

Comité du budget et des questions administratives

Joachim Schwarzer (Président)
Ole Hovland (Vice-Président)
Anne Counihan
André Juneau
Tae Hwan Kim
Kazuya Murakami
Michael Neumayr
Manuel Sager

Comité directeur du Conseil d'administration

André Juneau (Président)
Anne Counihan (Vice-Président)
László Andor
Terence Brown
Ole Hovland
Simon Ray
Joachim Schwarzer
Jean-Louis Six

Le **Comité d'audit** examine la désignation et les attributions des auditeurs externes. Il étudie également les états financiers et les principes comptables généraux, les méthodes et le travail de l'auditeur interne, les autorisations de dépenses, les systèmes de contrôle, la politique de passation des marchés et l'évaluation des projets.

Le **Comité de la politique financière et des opérations** examine la politique financière, y compris la politique d'emprunt et les grandes lignes des opérations ; il examine en outre les procédures ainsi que les règles applicables en matière de notification.

Le **Comité du budget et des questions administratives** examine la politique générale, les propositions, les procédures et les rapports en matière budgétaire. Il examine en outre les questions relatives au personnel, à l'administration, ainsi que les questions administratives concernant les administrateurs et leurs collaborateurs.

Le **Comité directeur du Conseil d'administration** a été institué en 1994 afin d'améliorer la coordination entre le Conseil d'administration et la Direction en ce qui concerne l'organisation des réunions du Conseil, des comités et des ateliers.

13

PROJETS SIGNÉS EN 2007

En 2007, la BERD a investi 5,6 milliards d'euros dans 353 projets, contre 4,9 milliards d'euros pour 301 projets en 2006. Les investissements ont concerné l'ensemble des pays d'opérations. Près de la moitié des financements de la Banque sont venus soutenir les entreprises locales par l'intermédiaire d'institutions financières. Les projets d'infrastructure ont également bénéficié d'une attention soutenue.

Guide

Les prêts sont calculés aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2007. Les prises de participation sont converties en euros aux taux de change en vigueur à la date de décaissement.

Les totaux de chaque pays peuvent différer des totaux présentés aux pages 4 et 5, dans la mesure où les projets régionaux (concernant plusieurs pays) sont présentés séparément à la fin de la liste de projets.

Les projets financés au titre d'accords-cadres sont présentés *en italiques*.

Les informations suivantes figurent après chaque description de projet :

Le secteur • Le type de financement • La catégorie d'examen environnemental préalable

Le Mécanisme d'investissement direct, le Mécanisme de prêt direct, le Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne ne sont pas associés à une catégorie d'examen environnemental préalable, dans la mesure où ils ne suivent pas le cycle de projet standard de la Banque. Ils sont toutefois soumis à des critères environnementaux.

Catégories d'examen environnemental préalable

Le projet implique :

A – une évaluation complète de l'impact sur l'environnement

B – une analyse environnementale

B(MMP) – un mécanisme multiprojets

C – aucune évaluation ou analyse d'impact sur l'environnement

O – aucun audit environnemental

1 – un audit environnemental

IF – un intermédiaire financier

EI – une évaluation environnementale initiale

La liste de projets n'inclut pas les éléments suivants :

- garanties d'aide aux échanges commerciaux émises et arrivées à terme en 2007
- investissements multiples pour les mécanismes de financement pré-exportation dans le cadre du Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC)
- rétrocession des engagements de la BERD
- investissements dans le cadre de fonds d'actions privés qui sont financés par des institutions et gestionnaires de fonds privés.

Les fonds financés par les donateurs, comme les fonds régionaux de capital-risque, les fonds de post-privatisation et les fonds d'actions pour la reconstruction offrent une combinaison de prises de participation et de soutien sous forme de subventions. Les investissements réalisés dans le cadre de ces fonds sont inclus dans la liste des projets signés, à condition qu'il s'agisse de fonds gérés par la BERD.

Le montant des engagements de la BERD inclut les nouvelles opérations et les activités de suivi des opérations existantes.

Les ressources mobilisées et la valeur totale des projets tiennent compte des opérations signées pour la première fois en 2007, de sorte que les opérations à financement externe signées au cours des années précédentes ne soient pas comptabilisées deux fois.

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Albanie

Port de Durres	40,0	14,0	0	14,0
-----------------------	------	------	---	-------------

Prêt pour le financement d'une gare maritime et de l'infrastructure connexe dans le port de Durres.
Transports • Secteur public • B/1

Route Levan-Vlore	60,2	22,0	0	22,0
--------------------------	------	------	---	-------------

Prêt pour la modernisation de la route reliant Levan à Vlore.
Transports • Secteur public • A/0

Mécanisme pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans				
<i>Agrotal</i>	1,0	0	0,5	0,5

Création d'une usine de production d'huile d'olive.
Agro-industries • Secteur privé • C/0

<i>BI-Invest</i>	1,0	0	0,7	0,7
------------------	-----	---	-----	------------

Création d'une centrale à béton sur un nouveau site à Lushnje.
Industries manufacturières • Secteur privé • A/0

Arménie

Mécanisme-cadre multibanques d'Arménie II				
<i>Ligne de crédit aux PME</i>	32,0	19,0	0	19,0

Ligne de crédit accordée à la Banque coopérative agricole d'Arménie, à la banque Anelik et à Armeconombank pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

<i>Ligne de crédit aux PME</i>	14,0	7,0	0	7,0
--------------------------------	------	-----	---	------------

Ligne de crédit accordée à Armeconombank et à Inecobank pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme-cadre multibanques d'Arménie				
<i>Araratbank</i>	3,4	3,4	0	3,4

Ligne de crédit pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Banque Byblos Arménie	5,0	0	3,0	3,0
------------------------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans BBA (ex-Banque du commerce international).
Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

Mécanisme d'investissement direct				
<i>Alpha Pharma</i>	4,4	0	3,2	3,2

Prise de participation pour permettre le développement du réseau d'un grossiste en produits pharmaceutiques.
Industries manufacturières • Secteur privé

<i>Compagnie d'assurance et de réassurance Cascade</i>	0,2	0	0,2	0,2
--	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans la compagnie d'assurances arménienne CIRCO.
Institutions financières non bancaires • Secteur privé

<i>Hytex Plastic</i>	0,3	0,3	0	0,3
----------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour soutenir le développement d'un fabricant de plastiques.
Industries manufacturières • Secteur privé

Mécanisme de prêt direct				
<i>Hydro Corporation</i>	1,2	1,2	0	1,2

Investissement pour l'acquisition, l'installation et l'exploitation d'une petite installation hydroélectrique.
Électricité et énergie • Secteur privé

<i>Shen Concern</i>	3,4	3,4	0	3,4
---------------------	-----	-----	---	------------

Développement de la production de peinture et de vernis-laque et fabrication de nouveaux produits comme le gypse et les matériaux de maçonnerie.
Industries manufacturières • Secteur privé

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Lac Sevan	12,0	7,0	0	7,0
------------------	------	-----	---	------------

Modernisation de deux stations de traitement des eaux usées et construction de trois nouvelles installations.
Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne				
<i>Ligne de crédit</i>	2,0	2,0	0	2,0

Prêt aux banques Armeconombank et Anelik pour soutenir le développement de leurs activités de crédit.
Prêts bancaires • Secteur privé

<i>Banque coopérative agricole d'Arménie</i>	0,1	0,1	0	0,1
--	-----	-----	---	------------

Prêt à MavaTerm pour la conception, l'installation et l'entretien de systèmes de chauffage et de ventilation.
Industries manufacturières • Secteur privé

<i>Armeconombank</i>	0,4	0,4	0	0,4
----------------------	-----	-----	---	------------

Rénovation et construction d'une deuxième aile au Centre médical de Nairi.
Industries manufacturières • Secteur privé

<i>Armeconombank</i>	0,4	0,4	0	0,4
----------------------	-----	-----	---	------------

Prêt à Shant, organisme arménien de radiotélévision.
Télécommunications • Secteur privé

Banque ProCredit Arménie	2,1	0	2,1	2,1
---------------------------------	-----	---	-----	------------

Création en Arménie d'une banque de microfinancement.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	2,0	2,0	0	2,0
---	-----	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la Banque coopérative agricole d'Arménie, d'Armeconombank et d'Inecobank.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Azerbaïdjan

Mécanisme-cadre multibanques d'Azerbaïdjan				
<i>Ligne de crédit</i>	14,0	11,6	0	11,6

Ligne de crédit accordée à Azerigazbank, à la Banque de Bakou et aux banques Respublika, Mugan et Nikoil pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Banque Azerdemiryol	1,1	0	1,0	1,0
----------------------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans une banque de dépôt par actions privée.
Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

AzDRES	63,0	63,0	0	63,0
---------------	------	------	---	-------------

Modernisation de la centrale fournissant la majeure partie de l'électricité consommée en Azerbaïdjan.
Électricité et énergie • Secteur public • B/1

Banque Respublika	16,3	4,1	0	4,1
--------------------------	------	-----	---	------------

Prêt pour soutenir le programme de croissance et de développement de la banque.
Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme pour les institutions de microfinancement non bancaires des pays aux premiers stades de la transition				
<i>Shore Overseas</i>	1,4	1,4	0	1,4

Ligne de crédit pour accroître les financements rétrocédés à des petites entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Mécanisme II pour les institutions de microfinancement non bancaires des pays aux premiers stades de la transition				
<i>Credagro</i>	2,0	1,8	0	1,8

Ligne de crédit pour accroître les financements rétrocédés à des petites entreprises.
Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
---	--	--	---

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
---	--	--	---

Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne

Ligne de crédit	1,5	1,5	0	1,5
------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt à Azerdemiryolbank et à la Banque de Bakou pour le développement de leurs activités de crédit aux moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé

Azerdemiryolbank	0,7	0,4	0	0,4
-------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt à SABA, producteur azéri de crèmes glacées, pour la construction de nouveaux locaux et l'achat de nouveaux véhicules de livraison frigorifiques.

Agro-industries • Secteur privé

Banque de Bakou	2,7	1,4	0	1,4
------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt à Baku Electronics pour la construction d'un entrepôt, d'une salle d'exposition et d'un bâtiment administratif.

Industries manufacturières • Secteur privé

Banque de Bakou	0,7	0,3	0	0,3
------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt à Avroira pour l'acquisition d'équipements neufs pour la production de biscuits.

Agro-industries • Secteur privé

Unibank	1,2	0,4	0	0,4
----------------	-----	-----	---	------------

Prêt à Caspian Supplies pour la construction d'un local de production et d'un entrepôt, et financement par fonds de roulement.

Industries manufacturières • Secteur privé

Milk-Pro	0,3	0	0,3	0,3
-----------------	-----	---	-----	------------

Construction d'une nouvelle usine de transformation de produits laitiers à Bakou et modernisation d'une usine à Goychay.

Agro-industries • Secteur privé • B/1

Unibank	2,6	0	2,6	2,6
----------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans Unibank.

Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

Unibank III	23,8	5,9	0	5,9
--------------------	------	-----	---	------------

Troisième prêt syndiqué à Unibank.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Unileasing (Equity)	0,5	0	0,5	0,5
----------------------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans une société azérie de crédit-bail.

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Unileasing	2,0	2,0	0	2,0
-------------------	-----	-----	---	------------

Prêt à une société azérie de crédit-bail.

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	24,0	24,0	0	24,0
---	------	------	---	-------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Azerdemiryol, Azerigazbank, Mugan, Respublika et UniBank ainsi que de la Banque de Bakou.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Bélarus

Banque biélorusse pour les petites entreprises	5,5	0	1,8	1,8
---	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans la Banque biélorusse pour les petites entreprises.

Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Mécanisme de financement en faveur de MPE biélorusses	12,2	12,2	0	12,2
--	------	------	---	-------------

Ligne de crédit
Lignes de crédit accordées aux banques Belgazprombank et MinskTransit ainsi qu'à la Banque pour la reconversion et le développement pour rétrocession à des micro et petites entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Ligne de crédit aux PME	5,4	5,4	0	5,4
--------------------------------	-----	-----	---	------------

Lignes de crédit accordées aux banques Belrosbank et MinskTransit pour rétrocession à des micro et petites entreprises.

Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Priorbank Mécanisme de financement	48,0	10,2	0	10,2
---	------	------	---	-------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	16,0	16,0	0	16,0
---	------	------	---	-------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Priorbank et Minsk Transit.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Bosnie-Herzégovine

Système de collecte des eaux usées de Bijeljina	7,0	7,0	0	7,0
--	-----	-----	---	------------

Construction d'un réseau de collecte des eaux usées pour prévenir la pollution de la nappe aquifère.

Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

ISO et TRANSCO	20,0	15,9	0	15,9
-----------------------	------	------	---	-------------

Fourniture et installation d'un système de transport d'électricité qui facilitera le commerce de l'énergie dans la région.

Électricité et énergie • Secteur public • C/0

Modernisation du réseau de routes principales	75,0	75,0	0	75,0
--	------	------	---	-------------

Modernisation et réfection de plusieurs tronçons du réseau de routes principales.

Transports • Secteur public • B/1

Banque Raiffeisen	10,0	10,0	0	10,0
--------------------------	------	------	---	-------------

Prêt pour rétrocession aux secteurs des PME et du commerce de détail.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Assurances UNIQA	1,6	0	1,6	1,6
-------------------------	-----	---	-----	------------

Acquisition d'une participation de 20 % dans la compagnie d'assurances UNIQA Bosnie.

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Banque UPI	0,9	0,9	0	0,9
-------------------	-----	-----	---	------------

Prise de participation pour soutenir le renforcement des activités de crédit commercial, l'expansion du réseau d'agences et le développement des systèmes informatiques.

Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

Mécanisme pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans	1,1	1,1	0	1,1
--	-----	-----	---	------------

Suica Terni
Construction d'une usine entièrement nouvelle pour la production de granulés de bois.

Industries manufacturières • Secteur privé • C/0

VF Komerc	4,0	4,0	0	4,0
------------------	-----	-----	---	------------

Prêt à long terme pour le financement d'opérations immobilières.

Agro-industries • Secteur privé • EEI

Mécanisme-cadre pour les PME de l'Ouest des Balkans	5,0	5,0	0	5,0
--	-----	-----	---	------------

Raiffeisen Leasing
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme-cadre pour les MPME de l'Ouest des Balkans	20,9	17,0	0	17,0
---	------	------	---	-------------

Ligne de crédit accordée à Mi-Bospo, Prizma, Partner et Sunrise pour rétrocession à des micro et petites entreprises.

Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	3,0	3,0	0	3,0
---	-----	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la banque Raiffeisen et d'UPI Banka.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Bulgarie

Fonds bulgare ESCO (BEF)	7,0	7,0	0	7,0
---------------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour soutenir le renforcement de l'efficacité énergétique. Industries manufacturières • Secteur privé • C/O

Ligne de crédit pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables <i>Banque Piraeus</i>	5,0	5,0	0	5,0
---	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit pour l'amélioration de l'efficacité énergétique des habitations. Prêts bancaires • Secteur privé • IF

<i>Unionbank</i>	5,0	5,0	0	5,0
------------------	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique. Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme UE/BERD de financement de PME <i>Banque Piraeus</i>	15,0	5,0	0	5,0
---	------	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF

<i>Ligne de crédit aux PME</i>	10,0	10,0	0	10,0
--------------------------------	------	------	---	-------------

Ligne de crédit accordée à Piraeus Leasing Bulgarie et à Raiffeisen Leasing pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme UE/BERD de financement rural <i>Banque Raiffeisen</i>	10,0	5,0	0	5,0
---	------	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des clients des zones rurales. Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme UE-BERD de financement de collectivités locales <i>Banque Piraeus</i>	5,0	2,5	0	2,5
---	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit dans le cadre du Mécanisme de financement de collectivités locales. Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme-cadre de l'UE pour l'efficacité énergétique <i>Unicredit Bulbank</i>	15,0	15,0	0	15,0
--	------	------	---	-------------

Prêt pour rétrocession en faveur du renforcement de l'efficacité énergétique. Prêts bancaires • Secteur privé • IF

<i>United Bulgarian Bank</i>	5,0	5,0	0	5,0
------------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession en faveur du renforcement de l'efficacité énergétique. Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Plovdiv – Service des eaux	11,4	11,4	0	11,4
-----------------------------------	------	------	---	-------------

Investissement pour l'amélioration des installations de distribution d'eau et de traitement des eaux usées de Plovdiv. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

Projet Toronto	8,1	0	8,1	8,1
-----------------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans l'usine de pâte à papier Svilosa. Industries manufacturières • Secteur privé • C/1

Stara Zagora – Service des eaux	10,9	9,0	0	9,0
--	------	-----	---	------------

Investissement pour la modernisation de l'infrastructure de distribution d'eau. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

Telelink	0,1	0	0,1	0,1
-----------------	-----	---	-----	------------

Financement de l'expansion géographique d'une entreprise d'informatique et de télécommunications. Télécommunications • Secteur privé • C/1

Unionbank	0,8	0	0,8	0,8
------------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation de 15 % dans Unionbank. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

Mécanisme États-Unis/BERD de financement de PME <i>Banque ProCredit Bulgarie</i>	1,0	0	1,0	1,0
--	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans la banque ProCredit Bulgarie et financement de micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Vez Svoghe	80,8	34,0	0	34,0
-------------------	------	------	---	-------------

Financement de la construction de neuf petites centrales hydroélectriques. Électricité et énergie • Secteur privé • A/O

Wienerberger Bulgarie	9,0	6,8	0	6,8
------------------------------	-----	-----	---	------------

Extension et modernisation d'une briqueterie. Industries manufacturières • Secteur privé • A/O

Croatie

Mécanisme UE/BERD de financement de PME <i>Erste Leasing Croatie</i>	10,0	10,0	0	10,0
--	------	------	---	-------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

<i>Banque Raiffeisen</i>	10,0	10,0	0	10,0
--------------------------	------	------	---	-------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • B/O

Getro	28,8	28,8	0	28,8
--------------	------	------	---	-------------

Prêt syndiqué pour financer le développement de Getro en Croatie. Agro-industries • Secteur privé • B/1

Port de Ploče	78,2	11,2	0	11,2
----------------------	------	------	---	-------------

Financement de travaux de génie civil et fourniture de grues à forte capacité pour le nouveau terminal vraquier du port de Ploče. Transports • Secteur public • A/1

Zagreb – Service des eaux	60,0	30,0	0	30,0
----------------------------------	------	------	---	-------------

Modernisation et développement de l'infrastructure de distribution d'eau et de traitement des eaux usées. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

ERY de Macédoine

Mécanisme pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans <i>Vitaminka Prilep</i>	4,0	3,2	0	3,2
---	-----	-----	---	------------

Prêt pour financer l'acquisition de chaînes de conditionnement et de production. Agro-industries • Secteur privé • C/O

<i>Vitalia</i>	1,0	0	0,7	0,7
----------------	-----	---	-----	------------

Prêt pour aider Vitalia à poursuivre son expansion sur le marché macédonien et sur les nouveaux marchés régionaux, à développer de nouveaux produits de marque et à renforcer son réseau de distribution directe. Agro-industries • Secteur privé • EEI

Mécanisme-cadre pour les MPME de l'Ouest des Balkans <i>Moznosti</i>	3,0	3,0	0	3,0
--	-----	-----	---	------------

Mécanisme de garantie en monnaie locale. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	3,5	3,5	0	3,5
---	-----	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Komercijalna Banka et de Tutunska Banka. Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Géorgie

Bank Republic (prise de participation)	0,7	0	0,7	0,7
---	-----	---	-----	------------

Prise de participation pour soutenir la croissance de la sixième banque géorgienne.

Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

Bank Republic (prêt hypothécaire)	2,7	2,7	0	2,7
--	-----	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession à des particuliers sous forme de crédit hypothécaire.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Programme d'efficacité énergétique dans le Caucase	6,8	6,8	0	6,8
---	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit accordée aux banques Cartu et TBC pour rétrocession en faveur de projets d'efficacité énergétique.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme d'investissement direct	0,1	0	0,1	0,1
--	-----	---	-----	------------

Investissement dans une entreprise de production de plastiques.

Industries manufacturières • Secteur privé

Mécanisme-cadre pour le secteur financier géorgien	4,0	2,0	0	2,0
---	-----	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Bank Republic	8,1	8,1	0	8,1
----------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession à des micro et petites entreprises.

Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Banque Cartu	5,0	2,0	0	2,0
---------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Banque TBC	8,0	4,0	0	4,0
-------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Mécanisme-cadre de crédit immobilier géorgien	3,8	2,3	0	2,3
--	-----	-----	---	------------

Conversion en bureaux d'un bâtiment historique de Tbilissi.

Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1

Gare centrale de Tbilissi	5,8	5,8	0	5,8
----------------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour financer la modernisation de la gare ferroviaire centrale de Tbilissi.

Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1

Fonds immobilier géorgien	98,6	0	10,8	10,8
----------------------------------	------	---	------	-------------

Prise de participation dans un mécanisme d'investissement immobilier géorgien.

Immobilier et tourisme • Secteur privé • IF

Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne	4,6	4,6	0	4,6
---	-----	-----	---	------------

Prêts pour rétrocession à la minoterie Begi.

Agro-industries • Secteur privé

Bank Republic	1,7	1,7	0	1,7
----------------------	-----	-----	---	------------

Construction d'un nouvel hôpital privé pour MediClub Géorgie.

Immobilier et tourisme • Secteur privé

Banque TBC	5,1	5,1	0	5,1
-------------------	-----	-----	---	------------

Prêts pour rétrocession à la minoterie Tsiskvilkombinati.

Agro-industries • Secteur privé

Banque TBC	0,7	0,7	0	0,7
-------------------	-----	-----	---	------------

Prêt à Embawood pour la création d'une fabrique de meubles.

Industries manufacturières • Secteur privé

Banque TBC	4,1	4,1	0	4,1
-------------------	-----	-----	---	------------

Financement d'une nouvelle chaîne de remplissage de boîtes et renforcement des fonds de roulement d'une usine Coca Cola.

Agro-industries • Secteur privé

Banque TBC	4,0	4,0	0	4,0
-------------------	-----	-----	---	------------

Prêt accordé à Wissol pour le développement de son réseau de stations d'essence.

Ressources naturelles • Secteur privé

Banque TBC	5,0	5,0	0	5,0
-------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour soutenir le développement du réseau d'hypermarchés Goodwill.

Agro-industries • Secteur privé

Banque ProCredit Géorgie	10,2	5,4	0	5,4
---------------------------------	------	-----	---	------------

Prêt syndiqué à ProCredit Géorgie pour rétrocession à des micro et petites entreprises.

Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	50,0	50,0	0	50,0
---	------	------	---	-------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de la Banque de Géorgie et des banques Cartu et TBC.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Hongrie

Mécanisme UE/BERD de financement rural	5,0	5,0	0	5,0
---	-----	-----	---	------------

Financement d'opérations de crédit-bail pour les agriculteurs et les petites entreprises des zones rurales (jusqu'à 250 000 euros).

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

HosplInvest	4,0	0	4,0	4,0
--------------------	-----	---	-----	------------

Augmentation de capital de la première entreprise hongroise de gestion hospitalière.

Industries manufacturières • Secteur privé • C/1

Mécanisme multiprojets Winterthur	3,4	0	3,4	3,4
--	-----	---	-----	------------

Quatrième augmentation de capital de la compagnie d'assurance Winterthur Hongrie.

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Penztárszolgálató	0,8	0	0,8	0,8
--------------------------	-----	---	-----	------------

Troisième augmentation de capital d'une compagnie d'assurance-vie.

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Kazakhstan

Fonds d'épargne retraite (GNPF)	1,4	0	1,4	1,4
--	-----	---	-----	------------

Prise de participation de 20 % dans un fonds de pension avant sa privatisation.

Institutions financières non bancaires • Secteur public • IF

Banque Caspian	40,1	40,1	0	40,1
-----------------------	------	------	---	-------------

Prêt pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Banque Center Credit	2,7	2,7	0	2,7
-----------------------------	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession sous forme de prêts hypothécaires résidentiels.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Bautino Atash	9,5	2,7	6,8	9,5
----------------------	-----	-----	-----	------------

Prêt et prise de participation pour la construction d'une base d'approvisionnement destinée aux opérateurs de champs pétroliers offshore.

Ressources naturelles • Secteur privé • A/0

Brasserie Derbes	45,0	17,6	0	17,6
-------------------------	------	------	---	-------------

Prêt pour l'amélioration des activités de production, de marketing et de distribution.

Agro-industries • Secteur privé • C/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Efes Kazakhstan	29,3	29,3	0	29,3
Prêt en monnaie locale pour financer le développement de l'entreprise. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Karcement	14,9	14,9	0	14,9
Extension et modernisation de la cimenterie de Karaganda. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
KazInvestBank	15,0	0	15,0	15,0
Soutien de l'expansion régionale et du développement des activités de prêt aux particuliers et aux PME. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Kazakhstan Kagazy	47,0	26,8	0	26,8
Prêt pour achever la restructuration et le développement d'un producteur de papier. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Kazkommertsbank	203,9	70,0	0	70,0
Prêt syndiqué pour élargir les activités de prêt au crédit hypothécaire. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Programme II pour les petites entreprises du Kazakhstan				
<i>KazMicroFinance</i>	2,0	1,0	0	1,0
Prêt en monnaie locale pour rétrocession à de petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
K Mobile	10,2	10,2	0	10,2
Prêt pour financer le développement du réseau. Télécommunications • Secteur privé • C/1				
Mittal Steel Temirtau	68,0	68,0	0	68,0
Prêt pour l'amélioration des conditions en matière de santé et de sécurité du personnel. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Pavlodar Energo	20,4	20,4	0	20,4
Prêt pour financer la modernisation des installations de production d'électricité du Nord du Kazakhstan. Électricité et énergie • Secteur privé • B/1				
Soufflet – Mécanisme multiprojets				
<i>Kazakhstan ACL 2007</i>	5,5	5,5	0	5,5
Financement de la production d'orge destinée à la fabrication de malt. Agro-industries • Secteur privé • C/O				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	123,0	123,0	0	123,0
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Alliance, Caspian, Centre Credit, KazInvestBank et Kazkommertsbank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Lettonie

Compagnie des eaux de Riga	0,4	0,4	0	0,4
Prêt à la compagnie des eaux de Riga pour financer un programme de réduction des fuites. Infrastructure municipale • Secteur public • B/O				

Lituanie

E-Energia	15,0	7,5	0	7,5
Développement des activités de chauffage à distance en Lituanie. Infrastructures municipales • Secteur privé • B/O				
Siauliai Bankas	4,3	0	4,3	4,3
Prise de participation dans une banque locale spécialisée dans les PME. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				

Moldova

Banca Sociala	5,0	5,0	0	5,0
Deuxième ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Mécanisme II pour les institutions de microfinancement non bancaires des pays aux premiers stades de la transition

<i>Microinvest</i>	0,7	0,7	0	0,7
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				

Mécanisme-cadre de microcrédit en Moldova

<i>Banca Sociala</i>	2,0	2,0	0	2,0
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				

<i>Mobiasbanca</i>	0,7	0,7	0	0,7
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				

Modernisation du réseau routier de Moldova

	90,0	12,5	0	12,5
Prêt pour financer l'amélioration du réseau routier et le renforcement institutionnel. Transports • Secteur public • B/1				

SUN Communications	10,6	3,6	1,9	5,5
Prise de participation et prêt pour soutenir le développement de Sun Communications. Télécommunications • Secteur privé • C/O				

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux

	6,7	6,7	0	6,7
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire de Banca Sociala et de Mobiasbanca. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Mongolie

Mécanisme d'investissement direct

<i>Australian Independent Diamond Drilling</i>	4,0	0	4,0	4,0
Financement de l'acquisition de deux nouveaux appareils de forage. Ressources naturelles • Secteur privé				

<i>Minii Delgur</i>	6,0	0	6,0	6,0
Développement d'un des principaux détaillants d'Oulan Bator par l'expansion de son réseau de magasins. Agro-industries • Secteur privé				

Mécanisme de prêt direct

<i>Vitafit</i>	1,5	1,5	0	1,5
Financement d'une nouvelle chaîne de fabrication pour un producteur de jus de fruits. Agro-industries • Secteur privé				

Mécanisme-cadre pour le secteur financier mongol

<i>Xac Bank</i>	1,6	0	1,6	1,6
Prise de participation pour favoriser le crédit aux petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				

<i>Banque Khan</i>	6,8	6,8	0	6,8
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				

MAK	14,0	14,0	0	14,0
Prêt à une société minière. Ressources naturelles • Secteur privé • B/1				

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
---	--	--	---

Monténégro

Infrastructure ferroviaire du Monténégro	30,0	6,0	0	6,0
Soutien à la modernisation de l'infrastructure ferroviaire. Transports • Secteur public • B/1				
Réseau régional d'alimentation en eau du Monténégro	22,0	8,0	0	8,0
Construction d'un réseau régional d'approvisionnement en eau. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
NLB Montenegrobanka	0,4	0,4	0	0,4
Augmentation de capital pour soutenir la poursuite de la croissance. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Mécanisme-cadre pour les MPME de l'Ouest des Balkans				
<i>Alter Modus III</i>	1,5	1,5	0	1,5
Prêt supplémentaire accordé à Alter Modus pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				

Ouzbékistan

Bursel	1,5	1,5	0	1,5
Prêt accordé à un producteur de vêtements de coton. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Mécanisme de prêt direct				
<i>Imkon Plus</i>	2,6	1,8	0	1,8
Prêt pour soutenir le développement d'un des principaux producteurs de crèmes glacées. Agro-industries • Secteur privé				
<i>Green World</i>	6,0	1,5	0	1,5
Prêt pour soutenir la production de concentrés et purées de fruits et légumes. Agro-industries • Secteur privé				
<i>Malika Hotel Khiva</i>	0,1	0,1	0	0,1
Prêt pour le développement des installations hôtelières par la création d'un hôtel de type bed and breakfast à Noukous. Immobilier et tourisme • Secteur privé				
<i>Mekhnat Pivo II</i>	2,0	2,0	0	2,0
Fonds pour l'acquisition d'une chaîne d'emballage de bière. Agro-industries • Secteur privé				
Banque Hamkor	3,4	3,4	0	3,4
Prêt pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Programme Japon-Ouzbékistan pour petites entreprises				
<i>Banque Hamkor</i>	2,0	2,0	0	2,0
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Banque UzDaewoo	0,6	0,6	0	0,6
Prise de participation dans une banque commerciale et d'investissement. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	1,0	1,0	0	1,0
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Hamkor et UzDaewoo. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
---	--	--	---

Pologne

Avallon	12,0	0	12,0	12,0
Investissement dans un fonds d'actions privé. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Celsa - Huta Ostrowiec II	157,9	78,0	0	78,0
Prêt pour le développement et la modernisation d'une aciérie. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Hotel Atrium	10,0	10,0	0	10,0
Prêt conditionnel pour un hôtel polonais. Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/0				

République kirghize

Mécanisme de prêt direct				
<i>Hôtels Orion</i>	1,4	1,4	0	1,4
Financement de la construction d'un complexe de bureaux dans le centre de Bichkek. Immobilier et tourisme • Secteur privé				
Mécanisme II pour les institutions de microfinancement non bancaires des pays aux premiers stades de la transition				
<i>Bai Tushum</i>	1,4	1,4	0	1,4
Mécanisme de garantie. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
<i>Frontiers</i>	0,7	0,7	0	0,7
Prêt pour soutenir les micro entreprises kirghizes. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
<i>Kompanion</i>	0,7	0,7	0	0,7
Ligne de crédit pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Mécanisme-cadre pour le secteur financier kirghize				
<i>Banque kirghize d'investissement et de crédit</i>	1,4	1,4	0	1,4
Prêt pour rétrocession sous forme de crédits hypothécaires résidentiels. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
<i>Banque kirghize d'investissement et de crédit</i>	2,0	2,0	0	2,0
Prêt pour soutenir le développement de petites entreprises du secteur touristique. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
<i>Banque kirghize d'investissement et de crédit</i>	0,2	0	0,2	0,2
Prêt pour rétrocession à de petites entreprises. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Mécanisme de financement II en faveur des micro et petites entreprises kirghizes				
<i>Kazkommertsbank</i>	3,0	1,4	0	1,4
Prêt pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Mécanisme de cofinancement de prêts d'importance moyenne				
<i>Banque kirghize d'investissement et de crédit</i>	1,4	0,7	0	0,7
Financement de l'extension de l'hôtel pavillonnaire Silk Road. Immobilier et tourisme • Secteur privé				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	1,3	1,3	0	1,3
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire d'Ineximbank et de la Banque kirghize d'investissement et de crédit. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
--	---------------------------------------	---	--

République slovaque

Mécanisme-cadre pour le financement de l'efficacité énergétique en République slovaque	60,0	60,0	0	60,0
---	------	------	---	-------------

Ligne de crédit accordée aux banques Dexia, Slovenska sporitelna, Tatra et Vseobecna Uverova pour rétrocession en faveur d'investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Roumanie

Banca Transilvania	6,0	0	6,0	6,0
---------------------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans une banque roumaine.

Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF

E.ON Énergie Roumanie	11,0	0	11,0	11,0
------------------------------	------	---	------	-------------

Prise de participation dans un projet de distribution d'énergie.

Électricité et énergie • Secteur privé • C/1

E.ON Gaz Holding Roumanie	33,0	0	33,0	33,0
----------------------------------	------	---	------	-------------

Prise de participation dans des entreprises de distribution de gaz et d'électricité.

Électricité et énergie • Secteur privé • C/1

Mécanisme UE/BERD de financement rural Banca Transilvania	10,0	3,0	0	3,0
--	------	-----	---	------------

Fonds pour le crédit à long terme aux clients des zones rurales.

Prêts bancaires • Secteur privé • B/1

Casa de Economii si Consemnatiuni	10,0	10,0	0	10,0
--	------	------	---	-------------

Fonds pour le crédit à long terme aux clients des zones rurales.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Bank Leumi Romania	10,0	3,0	0	3,0
---------------------------	------	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Global Trade Centre (centres commerciaux régionaux)	96,0	16,3	0	16,3
--	------	------	---	-------------

Prêt pour l'acquisition, le développement et la gestion de centres commerciaux.

Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1

Iasi – Transports publics	20,0	10,0	0	10,0
----------------------------------	------	------	---	-------------

Financement de la rénovation du tramway et de l'infrastructure de transport public de Iasi.

Infrastructure municipale • Secteur public • B/1

Kaufland Roumanie	306,0	100,0	0	100,0
--------------------------	-------	-------	---	--------------

Financement du programme de développement de Kaufland en Roumanie.

Agro-industries • Secteur privé • B/1

Oradea – Services d'alimentation en eau et de traitement des eaux usées	48,8	4,0	0	4,0
--	------	-----	---	------------

Modernisation des installations d'adduction et de traitement des eaux.

Infrastructure municipale • Secteur public • B/0

Posta Romana	60,0	30,0	0	30,0
---------------------	------	------	---	-------------

Financement de la modernisation des installations postales et notamment d'un nouveau centre de tri automatisé.

Télécommunications • Secteur public • B/1

Mécanisme-cadre de microcrédit en Roumanie Banca Transilvania	15,0	4,0	0	4,0
--	------	-----	---	------------

Fonds pour rétrocession à des micro et petites entreprises.

Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Express Finance	1,9	0,8	0	0,8
------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession à de petites et moyennes entreprises.

Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

Opportunity Microcredit Roumanie	1,0	1,0	0	1,0
---	-----	-----	---	------------

Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF

RZB leasing	15,0	8,0	0	8,0
--------------------	------	-----	---	------------

Crédit pour l'amélioration de l'offre de crédit-bail aux PME.

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Soufflet – Mécanisme multiprojets Malt Romania	58,7	20,0	0	20,0
---	------	------	---	-------------

Fonds pour la construction d'une malterie.

Agro-industries • Secteur privé • C/0

Timisoara Aquatim	50,6	6,5	0	6,5
--------------------------	------	-----	---	------------

Financement de la modernisation de l'infrastructure de distribution d'eau et de traitement des eaux usées.

Infrastructure municipale • Secteur public • B/0

Transgaz – Opération de crédit carbone	0,8	0	0,8	0,8
---	-----	---	-----	------------

Financement d'un projet d'efficacité énergétique et de gestion environnementale.

Ressources naturelles • Secteur public • C/1

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	4,6	4,6	0	4,6
---	-----	-----	---	------------

Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire

de Compania de Factoring.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Russie

AHML Residential	7,3	7,3	0	7,3
-------------------------	-----	-----	---	------------

Investissement dans la première émission publique en Russie

de titres adossés à des créances hypothécaires.

Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

AR Carton	18,0	9,0	0,0	9,0
------------------	------	-----	-----	------------

Modernisation d'une entreprise de conditionnement en cartons.

Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

Banque Kazansky	7,0	3,6	0	3,6
------------------------	-----	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Banque Kedr	11,0	5,6	0	5,6
--------------------	------	-----	---	------------

Prêt pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Modernisation du groupe ChTPZ	135,0	40,0	0	40,0
--------------------------------------	-------	------	---	-------------

Prêt pour refinancer les crédits existants

et permettre la construction d'un centre de finition à Pervoural.

Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

ChTPZ Steel	450,5	76,9	0	76,9
--------------------	-------	------	---	-------------

Prêt pour la construction d'une aciérie

destinée à produire des composants pour la tuyauterie.

Industries manufacturières • Secteur privé • A/1

Banque Center-Invest	27,8	13,9	0	13,9
-----------------------------	------	------	---	-------------

Ligne de crédit pour financer des prêts hypothécaires ainsi que des prêts

pour l'efficacité énergétique et les moyennes entreprises.

Prêts bancaires • Secteur privé • IF

Daido Metal Russie	13,8	3,6	0	3,6
---------------------------	------	-----	---	------------

Prêt contribuant à l'acquisition d'un fabricant

de pièces automobiles de Nizhny Novgorod.

Industries manufacturières • Secteur privé • B/1

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)		Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Banque DeltaCredit	6,8	6,8	0	6,8		8,4	0	4,2	4,2
Titrisation de crédits hypothécaires résidentiels. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF					Primsotsbank Soutien à une banque de l'extrême-orient russe pour l'aider à développer son programme de prêts aux petites entreprises. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Element Leasing	6,8	6,8	0	6,8	Mécanisme de co-investissement dans des fonds de placement privés <i>Hansastroi</i> 45,2 0 5,0 5,0 Prise de participation dans une société immobilière de St Pétersbourg. Industries manufacturières • Secteur privé • C/1				
Prêt pour le développement du crédit-bail aux petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF					Projet Rust / Vyso 8,0 0 3,4 3,4 Prise de participation pour soutenir le lancement de nouveaux services de protection contre la corrosion destinés aux plateformes pétrolières et gazières. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Enforta	7,4	3,4	4,4	7,4	Projet Volga 10,0 10,0 0 10,0 Soutien à la construction d'une unité de production de vaccin antigrippal. Industries manufacturières • Secteur privé • B/0				
Prêt et prise de participation pour la fourniture de services à large bande dans les régions russes. Télécommunications • Secteur privé • C/1					Promsvyazbank 204,0 57,8 0 57,8 Prêt syndiqué pour aider l'une des principales banques privées russes à développer ses services aux particuliers, renforcer ses financements à long terme et accroître ses prêts aux petites entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Guardian Russie	172,3	59,7	0	59,7	Fonds régionaux de capital-risque 1,4 0 1,4 1,4 Prises de participation dans des entreprises de taille moyenne de l'Ouest et du Nord-Ouest de la Russie. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Prêt pour financer la construction d'une verrerie sur un nouveau site à Ryazan. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1					Assurances Renaissance 3,3 0 3,3 3,3 Prise de participation pour soutenir le développement des marchés financiers russes et élargir l'éventail de services à la disposition du public. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
ING Russie – Assurance-vie	3,0	0	0,8	0,8	Assurances RESO 111,7 0 111,7 111,7 Prise de participation pour soutenir le développement par le groupe de ses activités de base et lui permettre de poursuivre la croissance de ses opérations dans l'ensemble de la Russie. Institutions financières non bancaires • Secteur public • IF				
Prise de participation dans la compagnie d'assurance-vie ING Russie. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF					Rosmorport 65,0 54,3 0 54,3 Financement pour permettre au port de moderniser sa flotte de réserve et de s'adapter à de nouveaux barèmes tarifaires. Transports • Secteur public • C/1				
Inpromleasing	106,8	38,5	0	38,5	Russian Regional Jet 1 348,0 100,0 0 100,0 Financement de l'acquisition de matériel et de la modernisation des installations de production ainsi que de la production et de la vente d'avions. Transports • Secteur privé • B/1				
Location de matériel roulant à des compagnies ferroviaires privées. Transports • Secteur privé • IF					Fonds pour les petites entreprises de Russie 83,0 47,0 0 47,0 Ligne de crédit accordée aux banques Absolut, Center-Invest, Chelindbank, Locko, NBD, Probusiness, RosevroBank, Spurt, Transcapital, Uraltransbank et Vostochny Express pour rétrocéder à des petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Independent Leasing	17,3	17,3	0	17,3	Banque SKB 16,7 16,7 0 16,7 Prêt pour financer le développement et l'expansion de la banque. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Prêt à long terme pour le développement du crédit-bail en Russie. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF					Banque SKB (prise de participation) 25,9 0 25,9 25,9 Prise de participation pour soutenir le développement des opérations avec les PME privées et les particuliers de la région. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Banque KMB	9,0	9,0	0	9,0	Orgresbank 32,8 0 32,8 32,8 Prise de participation pour soutenir l'expansion régionale et le développement du crédit aux petites et moyennes entreprises. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Investissement pour permettre à la banque de répondre à la forte demande des petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF									
Kazan – Services d'alimentation en eau et de traitement des eaux usées	12,9	9,7	0	9,7					
Prêt à la ville de Kazan pour la modernisation de ses services d'alimentation en eau et de traitement des eaux usées. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1									
Hypermarchés Lenta III	93,0	0	93,0	93,0					
Prise de participation pour soutenir le développement d'une chaîne d'hypermarchés. Agro-industries • Secteur privé • C/1									
Banque MDM	203,8	70,0	0	70,0					
Prêt pour soutenir le développement des services aux particuliers, l'offre de financement à long terme et l'augmentation des prêts aux petites entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF									
Banque NBD	13,6	3,4	0	3,4					
Ligne de crédit pour rétrocéder à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF									
Fonds Norum Russie III	56,0	0	50,0	50,0					
Fonds d'actions investissant dans des entreprises privées basées en Russie et dans la CEL. Fonds d'actions • Secteur privé • IF									
OAO Autocrane	27,1	13,6	0	13,6					
Prêt pour permettre à l'entreprise d'améliorer sa gouvernance et ses pratiques commerciales. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1									
OAO Severstal	300,0	150,0	0	150,0					
Prêt pour l'amélioration de l'efficacité énergétique. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1									

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Centre commercial Saratov	54,2	17,7	0	17,7
Financement de la conception, de la construction et des frais de lancement du centre commercial Saratov. Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1				
Sky Express	5,4	5,4	0	5,4
Investissement dans une nouvelle compagnie aérienne à faibles coûts. Transports • Secteur privé • C/1				
Soufflet – Mécanisme multiprojets				
<i>Agro Rus ACL 2007</i>	5,5	5,5	0	5,5
Financement par fonds de roulement en monnaie locale de la production d'orge destinée à la fabrication de malt. Agro-industries • Secteur privé • C/O				
Banque Spurt	14,1	0,0	14,1	14,1
Prise de participation visant à augmenter le capital de la banque Spurt, renforcer sa position sur le marché intérieur et financer sa stratégie d'expansion régionale. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
SREI Leasing	11,0	5,0	1,4	6,4
Financement visant à aider l'entreprise à accroître son portefeuille et à toucher davantage de petites et moyennes entreprises russes. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Stora Enso - Mécanisme multiprojets	23,1	5,8	0	5,8
Construction d'une usine de conditionnement sur un nouveau site à Balbanovo. Industries manufacturières • Secteur privé • B/(MMP)				
Mécanisme-cadre de prêts subordonnés pour les banques moyennes russes				
<i>Banque Locko</i>	13,6	13,6	0	13,6
Prêt pour financer le développement et l'expansion de la banque. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Sumitomo Leasing	0,1	0,1	0	0,1
Financement de la location de bulldozers à ZAO Chernigovets. Industries manufacturières • Secteur privé • IF				
Sourgout – Projet pour l'habitat	37,3	19,5	0	19,5
Prêt visant à financer la rénovation urbaine et à préparer une transformation profonde de l'habitat dans la ville sibérienne de Sourgout. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
TGK-9	139,1	0	139,1	139,1
Soutien au renforcement de l'efficacité énergétique de la production, modernisation de l'infrastructure et croissance industrielle. Électricité et énergie • Secteur privé • C/1				
Taganrog Teploenergo	3,7	0	3,7	3,7
Prise de participation visant à soutenir la modernisation de l'infrastructure de chauffage à distance et améliorer l'efficacité énergétique. Infrastructure municipale • Secteur privé • B/1				
TransContainer	134,0	0	134,0	134,0
Prise de participation dans la première entreprise russe de gestion de conteneurs pour le transport ferroviaire. Transports • Secteur public • C/1				
Oufa usine de conditionnements en verre	10,0	10,0	0	10,0
Prêt pour financer la construction d'une usine d'embouteillage près d'Oufa. Agro-industries • Secteur privé • B/1				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Traitement des eaux usées de la ville d'Oufa	18,5	13,9	0	13,9
Prêt pour financer des dépenses d'équipement prioritaires destinées à améliorer les services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées afin de réduire la pollution de la Volga et de la mer Caspienne. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Viatra II	5,1	0	5,1	5,1
Soutien à la restructuration et au regroupement dans le secteur de la publicité extérieure et développement de l'ensemble de l'industrie publicitaire russe. Télécommunications • Secteur privé • C/1				
Vostochny Express	11,0	5,6	0	5,6
Ligne de crédit pour les prêts hypothécaires dans l'extrême-orient russe. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Volkswagen Rus	727,6	145,5	0	145,5
Prêt à Volkswagen Rus pour la construction d'une usine automobile près de Kalouga. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
VTB – Fonds de capital-risque	17,0	0	17,0	17,0
Prise de participation pour soutenir le développement commercial de nouvelles technologies de pointe. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Wienerberger Russie II	4,0	4,0	0	4,0
Financement de la construction d'une briqueterie près de Kazan. Industries manufacturières • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	227,0	227,0	0	227,0
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Absolut, Kazansky, Center-Invest, Chelindbank, Credit Bank of Moscow, Locko, MDM, NBDk, Probusiness, Promsvyazbank, Rosbank, Transcapitalk, URSA et Uraltransbank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Serbie				
Belgrade – Projet routier	285,6	80,0	0	80,0
Prêt pour moderniser l'infrastructure routière et améliorer la circulation automobile. Transports • Secteur public • A/1				
Global Trade Centre (bureaux)	30,7	10,7	0	10,7
Construction de bureaux de location destinés à des clients locaux et internationaux. Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1				
Mécanisme-cadre de crédit Groupe HVB				
<i>BACA – Banque UniCredit Serbie prêt hypothécaire III</i>	5,0	5,0	0	5,0
Soutien au crédit hypothécaire en Serbie. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Nectar	10,0	10,0	0	10,0
Soutien au développement du réseau de distribution de l'entreprise. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
Projet Cable Europa	9,6	0	9,6	9,6
Prise de participation dans une entreprise de télécommunications. Télécommunications • Secteur privé • C/1				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Privredna Banka Beograd	10,0	5,0	0	5,0
Soutien au crédit hypothécaire en Serbie. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Banque ProCredit Serbie	1,8	0	1,8	1,8
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Srpske Kabelovske Mreze (SBB)	3,5	3,5	0	3,5
Prise de participation dans un opérateur de télécommunications pour permettre le développement de son réseau et la mise en place de nouveaux services comme l'ADSL. Télécommunications • Secteur privé • C/1				
Groupe Victoria (Sojaprotein)	45,0	45,0	0	45,0
Prêt pour l'achat de produits agricoles et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
Mécanisme-cadre pour les PME de l'Ouest des Balkans				
<i>Metals Banka</i>	3,5	3,5	0	3,5
Prêt pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
<i>Raiffeisen Leasing</i>	5,0	5,0	0	5,0
Prêt pour améliorer l'offre de crédit-bail aux petites et moyennes entreprises. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Mécanisme pour les entreprises locales de l'Ouest des Balkans				
<i>Pestova</i>	1,9	0	1,3	1,3
Prise de participation pour soutenir le développement d'une entreprise de production et de transformation de la pomme de terre. Agro-industries • Secteur privé • C/0				
Mécanisme-cadre pour les MPME de l'Ouest des Balkans				
<i>Programme pour les entreprises du Kosovo</i>	3,0	3,0	0	3,0
Prêts pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux				
	0,9	0,9	0	0,9
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Cacanska, Metals, Privredna et Raiffeisen. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Slovénie

Nova Ljubljanska Banka	5,0	5,0	0	5,0
Investissement dans le cadre de la privatisation de la banque pour lui permettre d'accroître son rayonnement dans la région. Prises de participation dans les banques • Secteur privé • IF				
Groupe Prva	8,0	0	8,0	8,0
Fonds pour la mise en place et le développement des fonds de pension et des activités de gestion d'actifs de Prva en Europe du Sud-Est et ultérieurement dans la CEI. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				

Tadjikistan

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme de prêt direct				
<i>Geha – Usine de concentré de tomate</i>	8,0	0,7	0	0,7
Prêt visant à fournir des fonds de roulement pour l'achat de tomates à des agriculteurs locaux. Agro-industries • Secteur privé • C/0				
<i>LAL</i>	1,4	1,4	0	1,4
Financement de la modernisation et du développement d'une entreprise de production de récipients en verre. Agro-industries • Secteur privé • EEI				
<i>Komron-Agro-Holding II</i>	2,0	0,8	0	0,8
Financement de l'acquisition d'équipement pour la fabrication de crèmes glacées. Agro-industries • Secteur privé • A/0				
Développement de l'entretien des routes				
	4,4	2,7	0	2,7
Financement de travaux d'entretien essentiels sur le réseau routier tadjik. Transports • Secteur public • C/1				
Mécanisme de financement agricole au Tadjikistan				
	7,3	5,3	0	5,3
Ligne de crédit accordée aux banques Agroinvestbank, Eshkata et Tojiksodirot (TSOB) pour rétrocession à des agriculteurs locaux sous forme de financement saisonnier. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Mécanisme de financement II en faveur des micro et petites entreprises tadjikes				
	10,0	6,1	0	6,1
Ligne de crédit accordée aux banques Agroinvestbank et First Microfinance Tadjikistan pour rétrocession à des micro et petites entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux				
	8,7	8,7	0	8,7
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Agroinvestbank, Eshkata, Tajik Sodirot et Tajprombank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Ukraine				
Agroinvest	10,0	10,0	0	10,0
Prêt pour la construction d'installations de production. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
Mécanisme Bosch II	6,0	5,0	0	5,0
Prêt pour le développement de centres-auto en Ukraine. Industries manufacturières • Secteur privé • C/0				
Cadogan Petroleum	15,0	0	11,0	11,0
Prise de participation pour soutenir l'exploration et le développement de gisement pétroliers profonds. Ressources naturelles • Secteur privé • B/1				
Cantik	56,3	0	11,3	11,3
Financement du développement et de la construction de six centres commerciaux dans le pays. Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1				
Cersanit Cypr	41,6	13,9	0	13,9
Prêt pour financer la construction de nouvelles installations de production d'équipements sanitaires et de carreaux de céramique. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Cersanit Invest	99,0	40,4	0	40,4
Prêt pour financer la construction de nouvelles installations de production d'équipements sanitaires et de carreaux de céramique. Industries manufacturières • Secteur privé • B/0				
Mécanisme d'investissement direct				
<i>Ukrain Industries</i>	2,1	2,1	0	2,1
Prêt pour les phases de pré-production et de production. Industries manufacturières • Secteur privé				
Euroventures Ukraine	0,6	0	0,6	0,6
Fourniture de capitaux propres pour soutenir le développement des entreprises locales. Fonds d'actions • Secteur privé • IF				
Forum Bank (crédit hypothécaire)	14,0	6,8	0	6,8
Prêt pour soutenir le crédit hypothécaire en Ukraine. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Forum Bank (PME)	82,2	8,2	0	8,2
Prêt syndiqué pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Galnaftogaz	135,9	34,0	0	34,0
Financement du développement du réseau de stations d'essence OKKO de l'entreprise. Ressources naturelles • Secteur privé • B/1				
IKEA Ukraine	177,0	10,1	0	10,1
Soutien à la construction de magasins pour développer une nouvelle structure de vente au détail. Immobilier et tourisme • Secteur privé • C/1				
ISTIL	84,9	23,8	0	23,8
Prêt visant à fournir des fonds de roulement et à améliorer l'efficacité énergétique. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Port maritime commercial d'Illichivsk	39,0	26,0	0	26,0
Financement de la modernisation du port, notamment reconstruction de postes à quai et acquisition de nouveaux équipements. Transports • Secteur public • B/1				
Banque hypothécaire internationale d'Ukraine	13,6	13,6	0	13,6
Prêt pour soutenir le développement du crédit hypothécaire en Ukraine. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Kreditprom II – Mécanisme de financement syndiqué	68,0	19,0	0	19,0
Prêt visant à fournir des fonds de roulement et à améliorer l'efficacité énergétique. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Transports de la ville de Kiev (métro)	44,0	24,0	0	24,0
Financement de nouveaux matériels roulants et pièces détachées pour le métro de Kiev. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
Transports de la ville de Kiev (Pastrans)	66,0	36,0	0	36,0
Prêt à l'entreprise exploitant les autobus, tramways et trolleybus de Kiev. Infrastructure municipale • Secteur public • B/1				
MegaBank	13,6	13,6	0	13,6
Prêt pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Cable OISIW	203,2	0	22,1	22,1
Investissement pour améliorer les télécommunications et l'infrastructure nécessaire aux médias en Ukraine. Télécommunications • Secteur privé • C/1				

	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
Banque Rodovid	6,8	6,8	0	6,8
Prêt pour rétrocession à des micro, petites et moyennes entreprises. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Prosto Finance Ukraine	20,4	20,4	0	20,4
Prêt pour permettre à l'entreprise de renforcer ses crédits à la consommation. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Renaissance Life Ukraine	1,5	0	1,5	1,5
Prise de participation pour soutenir une compagnie d'assurance-vie. Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF				
Shostka/Bel	22,0	0	8,7	8,7
Prêt pour la modernisation des installations et le renforcement des capacités d'un producteur de fromage fondu. Agro-industries • Secteur privé • B/1				
Slobozhanska Budivelnna Keramika	35,0	2,9	0	2,9
Prêt pour la rénovation des anciens équipements et la construction de nouvelles installations de production de briques. Industries manufacturières • Secteur privé • B/1				
Slavutich Expansion II	66,0	30,8	0	30,8
Investissement pour accroître la capacité de production d'une brasserie. Agro-industries • Secteur privé • C/1				
Soufflet – Mécanisme multiprojets				
<i>Slavuta ACL 2007</i>	11,5	11,5	0	11,5
Soutien à l'acquisition et à la restructuration de Slavuta afin de renforcer ses opérations en Ukraine et de soutenir les producteurs d'orge locaux. Agro-industries • Secteur privé • C/0				
<i>Ukraine ACL 2007</i>	4,9	4,9	0	4,9
Prêt destiné à soutenir la production de malt. Agro-industries • Secteur privé • C/0				
Programme d'efficacité énergétique en Ukraine				
<i>Banque UkrExim</i>	17,0	17,0	0	17,0
Ligne de crédit pour rétrocession en faveur d'investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				
Programme ukrainien de micro-prêts II				
<i>Kredobank</i>	7,0	3,4	0	3,4
Ligne de crédit pour rétrocession à des petites et moyennes entreprises. Financement de petites entreprises • Secteur privé • IF				
Ukrzaliznytsia (chemins de fer d'Ukraine)	27,1	27,1	0	27,1
Prêt pour soutenir la mise en place de liaisons ferroviaires rapides dans tout le pays, acquérir du matériel d'entretien des voies et reconstruire le tunnel de Beskyd, goulet d'étranglement majeur pour le trafic transeuropéen. Transports • Secteur public • B/0				
Yugreftransflot (YTF)	38,7	8,8	0	8,8
Financement du programme de développement de la flotte de l'entreprise. Transports • Secteur privé • C/1				
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux	47,0	47,0	0	47,0
Soutien au commerce extérieur par l'intermédiaire des banques Aval, UkrExim, Forum, OTP, Kreditprombank et Kredobank. Prêts bancaires • Secteur privé • IF				

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
---	--	--	---

Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement total de la BERD (en millions d'euros)
---	--	--	---

Projets régionaux

Fonds AIG New Europe II	10,5	0	10,5	10,5
--------------------------------	------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant en Europe centrale et orientale.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Accession Mezzanine Capital II	200,0	0	40,0	40,0
---------------------------------------	-------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant en Europe centrale et dans les Balkans et projetant de se développer en Russie et en Ukraine.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Baltcap – Fonds de placement privé	20,0	0	20,0	20,0
---	------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant principalement en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Fonds de placement privé Baring Vostok IV	714,5	0	20,4	20,4
--	-------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant dans des moyennes entreprises, notamment en Russie, au Kazakhstan, en Ukraine et dans d'autres pays de la CEI, ainsi que dans les États baltes et en Mongolie.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Fonds supplémentaire de placement privé Baring Vostok	306,4	0	34,0	34,0
--	-------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant en Russie, au Kazakhstan et en Ukraine.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Brasseries International Holdings	0,7	0	0,7	0,7
--	-----	---	-----	------------

Reconstruction et développement de brasseries dans le Caucase.
Agro-industries • Secteur privé • C/1

Capital Media	50,0	25,0	0	25,0
----------------------	------	------	---	-------------

Développement et restructuration d'un groupe de télédiffusion doté de stations de télévision en Roumanie et en Ukraine.
Télécommunications • Secteur privé • C/1

Centras – Fonds de placement privé	10,2	0	10,2	10,2
---	------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant dans des entreprises opérant au Kazakhstan, en Russie et en Asie centrale ou exportant des produits ou services de ces pays.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Clean Globe International	107,5	30,5	3,0	33,5
----------------------------------	-------	------	-----	-------------

Mise en place de centres de lutte contre les déversements de pétrole brut dans des secteurs clés des pays d'opérations et offre de services de formation régionale, de prévention et de réparation.
Ressources naturelles • Secteur privé • B/0

E-Energija	5,0	0	5,0	5,0
-------------------	-----	---	-----	------------

Prise de participation dans E-Energija, qui fournit du chauffage et de l'eau chaude à des particuliers et à des entreprises de Lituanie et de Lettonie et envisage d'étendre ses activités en Ukraine.
Infrastructure municipale • Secteur privé • B/0

EPG East Euro Asia – Fonds immobilier	300,0	0	60,0	60,0
--	-------	---	------	-------------

Fonds de placement réalisant des investissements immobiliers en Russie, dans les pays de la CEI et en Europe du Sud-Est.
Immobilier et tourisme • Secteur privé • IF

EnerCap	100,0	0	25,0	25,0
----------------	-------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant dans des projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique en Europe centrale et en Europe du Sud-Est.
Électricité et énergie • Secteur privé • IF

Europolis III	52,5	31,5	21,0	52,5
----------------------	------	------	------	-------------

Prise de participation pour la création d'un portefeuille régional de biens immobiliers dans les pays suivants : Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Monténégro, Russie, Serbie et Ukraine.
Immobilier et tourisme • Secteur privé • C/1

Furshet	61,2	40,8	0	40,8
----------------	------	------	---	-------------

Prêt pour aider le groupe Furshet à ouvrir de nouveaux points de vente en Ukraine et à étendre ses activités à la Moldova.
Agro-industries • Secteur privé • C/1

GS Hotels and Resort	208,0	27,5	25,1	52,6
-----------------------------	-------	------	------	-------------

Prêt et prise de participation dans un important groupe hôtelier local basé à Dubrovnik.
Immobilier et tourisme • Secteur privé • B/1

Fonds Global Finance SEE	48,0	0	48,0	48,0
---------------------------------	------	---	------	-------------

Fonds de placement privé régional investissant en Europe du Sud-Est.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Heitman Russie et Ukraine Partenariat immobilier	101,9	0	30,6	30,6
---	-------	---	------	-------------

Prise de participation pour le développement, la reconstruction, l'acquisition et l'exploitation de biens immobiliers en Russie et en Ukraine.
Immobilier et tourisme • Secteur privé • IF

LUKOIL	203,9	101,9	0	101,9
---------------	-------	-------	---	--------------

Programme pour l'amélioration des performances en matière d'environnement et de sécurité du travail dans plusieurs installations gérées par LUKOIL.
Ressources naturelles • Secteur privé • C/1

Marbleton – Fonds immobilier	0,7	0	0,7	0,7
-------------------------------------	-----	---	-----	------------

Apport de fonds propres pour le développement immobilier résidentiel, commercial, industriel et de bureaux, notamment en Russie et en Ukraine.
Immobilier et tourisme • Secteur privé • IF

Meinl Caucase et Asie centrale	375,0	0	131,3	131,3
---------------------------------------	-------	---	-------	--------------

Financement de la construction de locaux de haute qualité et répondant aux normes internationales pour le commerce de détail dans le Caucase et en Asie centrale, notamment en Géorgie, en Arménie et au Kazakhstan.
Immobilier et tourisme • Secteur privé • IF

Fonds de placement New Europe Venture (NEVEQ)	10,0	0	10,0	10,0
--	------	---	------	-------------

Fonds de placement privé investissant dans des petites et moyennes entreprises technologiques basées principalement en Bulgarie et en Roumanie.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Mécanisme de co-investissement dans des fonds de placement privés	487,0	0	10,0	10,0
--	-------	---	------	-------------

Sous-projet "Bella" dans le cadre du mécanisme de co-investissement dans des fonds de placement privés.
Télécommunications • Secteur privé • C/1

Royalton Partners II	50,0	0	50,0	50,0
-----------------------------	------	---	------	-------------

Prise de participation pour soutenir des prestataires de services locaux.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Russia Partners III	51,0	0	51,0	51,0
----------------------------	------	---	------	-------------

Fonds investissant dans des entreprises de la CEI dotées d'un important potentiel de croissance.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Europe du Sud-Est – Projet commun dans le secteur de l'énergie	600,0	0	60,0	60,0
---	-------	---	------	-------------

Investissement dans l'acquisition ou le développement d'actifs sur le marché énergétique d'Europe du Sud-Est, qui comprend l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'ERY de Macédoine, le Monténégro, la Roumanie et la Serbie.
Électricité et énergie • Secteur privé • C/0

Fonds mezzanine Syntaxis	26,0	0	25,0	25,0
---------------------------------	------	---	------	-------------

Fonds composé d'un portefeuille d'investissements dans différents secteurs en Europe centrale.
Fonds d'actions • Secteur privé • IF

Troika Dialogue	136,0	51,0	0	51,0
------------------------	-------	------	---	-------------

Prêt pour soutenir le développement de l'intermédiation financière en Russie et dans la CEI et favoriser la concurrence sur les marchés financiers locaux.
Institutions financières non bancaires • Secteur privé • IF

Véolia Voda	105,0	0	105,0	105,0
--------------------	-------	---	-------	--------------

Prise de participation dans Véolia Voda pour soutenir son développement en Europe centrale et orientale, en Russie et en Ukraine.
Infrastructure municipale • Secteur privé • C/1

Site web

Le site web de la BERD (www.ebrd.com) offre des informations complètes sur tous les aspects des activités de la Banque. Il présente de nombreuses publications, orientations et stratégies de pays, ainsi que les adresses et numéros de téléphone des bureaux locaux de la Banque.

Notes aux lecteurs

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y a lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 2007 (taux de change approximatif de l'euro : 0,73 livre sterling, 1,47 dollar des États-Unis, 164,87 yen japonais.)

Calcul des engagements de la BERD

Les opérations renouvelables réalisées avec le même client dans le cadre de mécanismes saisonniers ou à court terme comme les financements garantis ne sont pas prises en compte dans le calcul des engagements de la BERD pour l'année.

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle de la BERD réunit les actionnaires (représentés par les gouverneurs) et comprend également un forum des affaires ouvert aux investisseurs potentiels de la région. Pour de plus amples informations, vous pouvez vous adresser au service chargé de l'organisation des assemblées annuelles (Téléphone : +44 20 7338 6625 ; Télécopie : +44 20 7338 7320).

L'Assemblée annuelle de 2008 se tiendra à Kiev, en Ukraine les 18 et 19 Mai.

Abréviations, sigles et acronymes

La Banque, BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
AER	Agence européenne pour la reconstruction
BAE	Bureau des affaires économiques
BEI	Banque européenne d'investissement
BMD	Banque multilatérale de développement
BNI	Banque nordique d'investissement
CEI	Communauté d'États indépendants
CPP	Comité de préparation des projets
CT	Coopération technique
EEI	Évaluation environnementale initiale
ERY de Macédoine	Ex-République yougoslave de Macédoine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FPER	Fonds pour les petites entreprises de Russie
IFI	Institution financière internationale
IME	Infrastructures municipales et environnementales
MID	Mécanisme d'investissement direct
MMP	Mécanisme multi-projets
MPD	Mécanisme de prêt direct
MPE	Micro et petites entreprises
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
MRI	Mécanisme de recours indépendant
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
PAEC	Programme d'aide aux échanges commerciaux
PAPE	Premier appel public à l'épargne
PCL	Programme de consultants locaux
PEDS	Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Programme de redressement des entreprises
PTJ	Programme de transition juridique
UE	Union européenne

Photography

Aleksandar Andjić	24, 36 (à gauche), 55
ArcelorMittal	18
Richard Bate	26 (à droite)
David Cooper	15 (à gauche)
Bogdan Cristel	56 (à gauche)
Simon Crofts	17
Arnhel de Serra	8 (en haut, à droite), 9 (en haut, à gauche, en haut, à droite, en bas, à gauche) 28, 34, 37, 40, 42 (à gauche), 56 (à droite), 58, 71 (à droite)
EBRD	26 (à gauche), 38 (à droite), 44 (à gauche), 60 (à gauche), 64, 65, 73 (à gauche)
Mike Ellis	22 (à droite), 72 (à droite)
Galnaftogaz	44 (à droite)
Jack Hill	8 (en haut, à gauche, en bas, à gauche, en bas, à droite), 9 (en bas, à droite) 16, 20, 31, 46, 49, 50, 52, 66, 69 (à droite), 72 (à gauche), 73 (à droite)
Adrian Hillman/istockphoto	13 (à droite)
Nozim Kalandarov	15 (à droite)
Ib Katznelson	38 (à gauche), 69 (à gauche)
Yevgeny Kondakov	7, 13 (à gauche)
Gjorgji Licovski	22 (à gauche), 48
Haris Memija	27
David Mdzinarishvili	42 (à droite)
Nancy Nehring/istockphoto	62
Yuri Nesterov	61
Vladimir Pirogov	36 (à droite), 60 (à droite), 71 (à gauche)
TGK	43
Unibank	32
Veolia Voda	11
Volkswagen	12

Production

Jane Ross
Responsable de la rédaction

Helen Warren
Soutien à la rédaction
et recherche photographique

Hannah Goodman
Recherche photographique

Jon Page
Steven Still
Responsables de la conception
graphique et de l'impression

Julien Carcano
Soutien à la conception graphique

Olga Liouty
Coordinatrice de la traduction

Philippe Gaillard
Yvon Prigent
Traducteurs

Eric C. Ortega
Relecteur d'épreuves

Catherine Bellanger
Soutien à la traduction

Publié par la
**Banque européenne pour la
reconstruction et le développement**

Rédigé et édité par le Service des
publications du Département de la
communication.

Traductions allemande, française
et russe effectuées par le Service
des langues.

Maquette conçue et document
produit par le Service de la concep-
tion graphisme.

Imprimé en Angleterre par Spin
Offset Limited, dans le cadre de
programmes de recyclage des
déchets et du papier. Spin Offset
Limited est certifiée ISO 14001.

Le papier utilisé pour la couverture
et le texte est un papier qui
ménage l'environnement. Imprimé
sur Consort Royal Silk, papier à
base de pâte exempte de chlore
élémentaire issue de la sylviculture.



Photographie de couverture :
Jack Hill.
Centre-ville de Kiev (Ukraine), cité
hôte de l'Assemblée annuelle 2008
de la BERD.

réf. : 7202

**Banque européenne pour
la reconstruction et le développement**

One Exchange Square
London EC2A 2JN
Royaume-Uni

Standard téléphonique

Téléphone : +44 20 7338 6000
Télécopie : +44 20 7338 6100
SWIFT : EBRDGB2L

Demandes d'Information

Pour les demandes d'information et les questions générales,
veuillez utiliser le formulaire disponible sur
www.ebrd.com/inforequest

Demandes de renseignements sur les projets

Téléphone : +44 20 7338 7168
Télécopie : +44 20 7338 7380
Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Demandes relatives aux publications

Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : pubsdesk@ebrd.com

Site web

www.ebrd.com